

BULLETIN OFFICIEL

du
Département
de
l'Isère

2019
Février

N° 346

TOME 1



BULLETIN OFFICIEL DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

TOME 1

SOMMAIRE

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Service des assemblées

Désignation des représentants du Département aux commissions administratives paritaires
Arrêté n° 2019-417 du 06/02/2019

Désignation des représentants du Département au comité technique
Arrêté n°2019-418 du 25/02/2019

Politique : - Administration générale

Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs et mandats spéciaux

Extrait des décisions de la commission permanente du 01 février 2019, dossier N° 2019 C01 F 32 37

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

Service patrimoine naturel

Politique : - Environnement et développement durable

Programmes : Espaces naturels sensibles (1)

Environnement et paysage (2)

Opérations : Fonctionnement ENS

Subventions ENS (1.1)

Projet européen - corridors biologiques du Grésivaudan (1.2)

Subventions environnement et paysage (2)

Actions en faveur des espaces naturels sensibles

Extrait des décisions de la commission permanente du 01 février 2019, dossier N° 2019 C01 C 20 77

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

Appel à projets n°2018-38-SAMSAH REHAB. Projet de renforcement de l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap psychique par la création dans le département de l'Isère de 50 places de SAMSAH déployant des pratiques orientées vers le rétablissement et portant un volet d'accès au logement dans le département de l'Isère

Commission d'information et de sélection du 11/01/2019

Avis de classement

Commission d'information et de sélection du 11/01/2019

Procès-verbal

Arrêté rectificatif de l'arrêté n° 2018-10315 relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD d'Entre-Deux-Guiers

Arrêté n° 2019-414 du 24/01/2019

Tarifs dépendance 2019 de l'EHPAD Les Coralies sis à Chozeau

Arrêté n° 2019-438 du 29/01/2019

Arrêté complémentaire tarifs hébergement pour personnes âgées de moins de 60 ans pris en charge par l'accueil de jour de l'EHPAD intercommunal « L'Obiou » de Mens
Arrêté n° 2019-471 du 29/01/2019

Tarifs hébergement la résidence autonomie « Le Belvédère » à Saint-Martin-d'Uriage
Arrêté n° 2019-493 du 01/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de la petite unité de vie « MARPA La Révola » à Villard-de-Lans
Arrêté n° 2019-608 du 01/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD intercommunal « L'Obiou » de Mens
Arrêté n° 2019-626 du 01/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'accueil de jour « L'Eau d'Olle » à Bourg-d'Oisans
Arrêté n° 2019-733 du 05/02/2019

Tarifs hébergement de la résidence autonomie de La-Tour-du-Pin
Arrêté n° 2019-739 du 5/02/2019

Modification de l'arrêté n° 2019-239 relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pierre Blanche » à Voiron
Arrêté n° 2019-770 du 6/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD de La-Côte-Saint-André
Arrêté N°2019-813 du 7/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Château de la Serra » situé à Villette-d'Anthon
Arrêté n° 2019-815 du 07/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Sévigné » à Saint-Martin-le-Vinoux
Arrêté n° 2019-815 du 07/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Abel Maurice » situé à Bourg-d'Oisans
Arrêté n° 2019-817 du 08/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Bellefontaine » situé au Péage-de-Roussillon
Arrêté n° 2019-835 du 11/02/2019

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pierre Sépard » à Saint-Martin-d'Hères
Arrêté n° 2019-845 du 12/02/2019

Tarifcation 2019 des foyers d'hébergement et logement, du foyer de vie et du service d'activités de jour gérés par l'association Sainte-Agnès à Saint-Martin-le-Vinoux
Arrêté n° 2019-852 du 14/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Les Jardins de Médicis » à Diémoz (38)
Arrêté n° 2019-868 du 15/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD la Barre à Saint-Jean-de-Bournay
Arrêté n° 2019-964 du 18/02/2019

Fixation du GMP départemental
Arrêté n° 2019-968 du 18/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'E.H.P.A.D et de l'accueil de jour « Brun Faulquier » à Vinay
Arrêté n° 2019-977 du 18/02/2019

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Belvédère » gérée par le CCAS de Seyssins
Arrêté n° 2019-1019 du 20/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD la Chêneraie à Saint-Quentin-Fallavier
Arrêté n° 2019-1025 du 20/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD Le Couvent à Saint-Quentin-Fallavier
Arrêté n° 2019-1028 du 20/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Vigny Musset » à Grenoble
Arrêté n° 2019-1029 du 20/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD Bois Ballier à Saint-Quentin-Fallavier
Arrêté n° 2019-1036 du 20/02/2019

Tarifs hébergement de la résidence autonomie « La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu
Arrêté n° 2019-1053 du 21/02/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Le Chant du Ravinon »
Arrêté n° 2019-1066 du 21/02/2019

Annule et remplace l'arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD Bois Ballier à Saint-Quentin-Fallavier
Arrêté n° 2019-1313 du 27/02/2019

Annule et remplace l'arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD de La Côte-Saint-André
Arrêté n° 2019-1378 du 27/02/2019

Annule et remplace l'arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Sévigné » à Saint-Martin-le-Vinoux
Arrêté n° 2019-1385 du 27/02/2019

Arrêté complémentaire à l'arrêté 2019-1025 relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'hébergement temporaire et de l'accueil de jour de l'EHPAD la Chêneraie à Saint-Quentin-Fallavier
Arrêté n° 2019-1387 du 27/02/2019

Arrêté complémentaire à l'arrêté n° 2019-1028 relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'accueil de jour de l'EHPAD Le Couvent à Saint-Jean-de-Bournay
Arrêté n° 2019-1389 du 27/02/2019

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile
Arrêté n° 2018-9947 du 14/01/2019

Changement d'adresse d'un service d'aide d'accompagnement à domicile autorisé
Arrêté N°2019-537 du 21/02/2019

DIRECTION DES SOLIDARITES

Service du logement

Politique : - Logement

Programme : PALHDI

Opération : Mise en œuvre autres actions PALHDI

Adoption du schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2018-2024

Extrait des décisions de la commission permanente du 01 février 2019 ,
DOSSIER N° 2019 C01 C 11 64

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Service gestion du personnel

Délégation de signature pour la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise
Arrêté n° 2019-179 du 29/01/2019

Délégation de signature pour la direction de l'aménagement
Arrêté n° 2019-526 du 12/02/2019

Organisation des services du Département
Arrêté n° 2019-556 du 31/01/2018

Attributions de la direction générale des services du Département
Arrêté n°2019-561 du 31/01/2019

Délégation de signature pour la direction générale des services
Arrêté n° 2019-562 du 31/01/2019

Délégation de signature pour la direction générale des services
Arrêté n° 2019-828 du 15/02/2019

Délégation de signature pour la direction des affaires juridiques, des achats, des marchés et des contrats complexes
Arrêté n° 2019-857 du 25/02/2019

Délégation de signature pour la direction territoriale de Voironnais Chartreuse
Arrêté n° 2019-859 du 25/02/2019

Délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne
Arrêté n° 2019-942 du 25/02/2019

Délégation de signature pour la direction des mobilités
Arrêté n° 2019-943 du 25/02/2019

Délégation de signature pour la direction de l'aménagement
Arrêté n° 2019-944 du 25/02/2019

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT NUMERIQUE ET DU TRES HAUT DEBIT

Politique : - Aménagement numérique

Programme : Wifi

Opération : Modernisation extension réseau WIFI

Objet : acquisition de droits d'usage de long terme, de réseaux de télécommunication auprès de TDF dans le cadre de l'extension du réseau

Wifi Départemental

Extrait des décisions de la commission permanente du 01 février 2019 ? dossier N° 2019 C01 C 13 70

DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

Création de sous règles à la régie de recettes « boutiques »

Arrêté N°2018-1002 du 27/02/2019

Perception des dons par la régie « billetterie »

Arrêté N°2018-9977 du 27/02/2019

Création de sous-régie pour la régie de recettes « billetterie »

Arrêté N°2018-9978 du 27/02/2019

**



**Arrêté n° 2019-417 du 6
février 2019**

**Arrêté portant sur la désignation des représentants du Département
aux commissions administratives paritaires**

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Arrête :

Article 1 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2018-2553 portant désignation des représentants de l'assemblée départementale aux commissions administratives paritaires.

Article 2 : Les représentants du Département aux commissions administratives paritaires sont désignés ainsi qu'il suit :

Commission administrative paritaire du personnel départemental de catégorie A :

En tant que membres titulaires :

- Monsieur Pierre Gimel, représentant du Président,
- Madame Anne Gérin,
- Madame Evelyne Michaud,
- Monsieur Daniel Cheminel,
- Madame Agnès Manuel,
- Madame Amandine Germain,
- Madame Laure Quignard,
- Madame Claire Debost.

En tant que membres suppléants :

- Madame Sandrine Martin-Grand,
- Monsieur Julien Polat,
- Madame Céline Burlet,
- Monsieur Patrick Curtaud,
- Madame Frédérique Puissat,
- Madame Sylviane Colussi,
- Madame Véronique Vermorel,
- Madame Elisabeth Celard.

Commission administrative paritaire du personnel départemental de catégorie B :

En tant que membres titulaires :

- Monsieur Pierre Gimel, représentant du Président,
- Madame Anne Gérin,
- Monsieur Christophe Engrand,
- Monsieur Daniel Cheminel,
- Madame Agnès Menuel,
- Madame Amandine Germain.

En tant que membres suppléants :

- Madame Sandrine Martin-Grand,
- Monsieur Julien Polat,
- Madame Céline Burlet,
- Monsieur Patrick Curtaud,
- Madame Frédérique Puissat,
- Madame Sylviane Colussi.

Commission administrative paritaire du personnel départemental de catégorie C :

En tant que membres titulaires :

- Monsieur Pierre Gimel, représentant du Président,
- Madame Anne Gérin,
- Monsieur Christophe Engrand,
- Monsieur Daniel Cheminel,
- Madame Agnès Menuel,
- Monsieur Fabien Rajon,
- Madame Claire Debost,
- Madame Amandine Germain.

En tant que membres suppléants :

- Madame Sandrine Martin-Grand,
- Monsieur Julien Polat,
- Madame Céline Burlet,
- Monsieur Patrick Curtaud,
- Madame Frédérique Puissat,
- Madame Evelyne Michaud,
- Madame Elisabeth Célard,
- Madame Sylviane Colussi.

Article 3 : La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le 6 février 2019



**Arrêté n°2019-418 du
25/02/2019**

**Arrêté portant sur la désignation
des représentants du Département au comité technique**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques des collectivités territoriales,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Arrête :

Article 1 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2018-8119 portant désignation des représentants de l'assemblée départementale et de la collectivité au comité technique.

Article 2 : Les représentants du Département au comité technique sont désignés ainsi qu'il suit :

En qualité de membres titulaires :

- Monsieur Pierre Gimel, représentant du Président,
- Madame Anne Gérin,
- Madame Evelyne Michaud,
- Madame Frédérique Puissat,
- Madame Agnès Manuel,
- Madame Amandine Germain,
- Madame Sylvette Rochas.

En qualité de membres suppléants :

- Madame Séverine Battin,
- Monsieur Erik Malibeaux,
- Monsieur Laurent Lambert,
- Madame Murielle Giland,
- Madame Hortense De Royer Dupré,
- Monsieur Hervé Monnet,
- Monsieur Nelson Adonis.

Article 3 : La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



**EXTRAIT DES DÉCISIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 01 février 2019

DOSSIER N° 2019 C01 F 32 37

Politique : - Administration générale

Programme :

Opération :

Objet : Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs et mandats spéciaux

Dépôt en Préfecture le : 01 févr 2019

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N° 2019 C01 F 32 37,

Vu l'amendement et l'avis de la commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

Vu les articles L.3121-22 et L.3121-23 du code général des collectivités territoriales qui précisent que le Département doit désigner ses représentations dans les organismes extérieurs ;

Vu l'article R.421-14 du code de l'éducation qui prévoit deux représentants du Département au sein des conseils d'administration des collèges ;

Vu la décision du Conseil départemental du 30 avril 2015 procédant à la désignation des représentants du Département dans les organismes extérieurs ;

Vu la décision de la commission permanente du 29 avril 2016 désignant les représentants du Département dans les collèges ;

Vu la circulaire du 8 mars 2005 relative à la prise en charge des personnes atteintes d'autisme ;

1/ d'actualiser les représentants du Département :

- en désignant les personnes suivantes en qualité de suppléants au sein des conseils d'administration des collèges publics listés ci-dessous :

<i>Commune</i>	<i>Nom du collège</i>	<i>Suppléant</i>
La Verpillière	Collège Anne Frank	Sébastien GOETHALS
L'Isle-d'Abeau	Collège Hawking	Sébastien GOETHALS
Villefontaine	Collège Louis Aragon	Adonis NELSON
Villefontaine	Collège René Cassin	Adonis NELSON
Villefontaine	Collège Sonia Delaunay	Adonis NELSON
Claix	Collège Georges Pompidou	Martine HENault
Fontaine	Collège Gérard Philipe	Georges BADEL
Grenoble	Collège Lucie Aubrac	Pascale CALLEC
Varces-Allieres et Risset	Collège Jules Verne	Véronique NOWAK
Vif	Collège Le Massegu	Martine HENault
Saint-Martin-d'Hères	Collège Edouard Vaillant	Laurent MARQUES
Saint-Martin-d'Hères	Collège Fernand Léger	Gérard PICAT

en actualisant les représentants au sein des commissions administratives paritaires paritaires de catégorie A et B en tenant compte des nouveaux effectifs pour ces catégories de personnels, comme suit :

Représentants à la CAP de catégorie A:	
Titulaires	Suppléants
Pierre GIMEL (représentant Président)	Sandrine MARTIN-GRAND
Anne GERIN	Julien POLAT
Evelyne MICHAUD	Céline BURLET
Daniel CHEMINEL	Patrick CURTAUD
Agnès MENUUEL	Frédérique PUISSAT
Amandine GERMAIN	Sylviane COLUSSI
Laure QUIGNARD	Véronique VERMOREL
Claire DEBOST	Elisabeth CELARD

Représentants à la CAP de catégorie B :	
Titulaires	Suppléants
Pierre GIMEL (représentant Président)	Sandrine MARTIN-GRAND
Anne GERIN	Julien POLAT
Christophe ENGRAND	Céline BURLET
Daniel CHEMINEL	Patrick CURTAUD
Agnès MENUUEL	Frédérique PUISSAT
Amandine GERMAIN	Sylviane COLUSSI

- en désignant Monsieur Julien Polat en tant que membre titulaire au sein du contrat de plan interrégional Etat-Région 2015-2020,
- en désignant Madame Laura Bonnefoy en tant que membre titulaire et Madame Claire Debost en tant que membre suppléant au sein du Comité technique régional autisme (CTRA),
- en désignant Madame Evelyne Michaud en tant que suppléante au sein de la commission administrative paritaire de catégorie C en remplacement de Madame Aurélie Vernay,
- en désignant Madame Evelyne Michaud en tant que titulaire au sein du comité technique en remplacement de Madame Aurélie Vernay,
- en désignant la personne suivante en qualité de suppléante au sein des conseils d'administration des collèges publics listés ci-dessous :

Communes	Nom du collège	Suppléante
Chirens	Collège Les Collines	Naïma Perrin-Bayard
Moirans	Collège Le Vergeron	Naïma Perrin-Bayard
Voreppe	Collège André Malraux	Naïma Perrin-Bayard

2/ de prendre acte du déplacement de Madame Sandrine Martin-Grand, Vice-Présidente du Département de l'Isère, en charge de la famille, de l'enfance et de la santé, qui se rendra à Paris le 8 février 2019 pour représenter le Président du Département et participer à la Conférence ayant pour thème : « les Mineurs Non Accompagnés - L'urgence de nouvelles réponses » ;

et de donner le caractère de mandat spécial à cette mission d'intérêt départemental et autoriser la prise en charge des frais de transport et de mission, ainsi que des frais supplémentaires en résultant, conformément aux spécifications prévues par l'annexe de la décision du 19 juin 2015.

ENJEUX

- **But et mission poursuivis par l'organisme :** Elle a pour but de contribuer à la mise en œuvre et au suivi des orientations régionales sur l'autisme et à la déclinaison opérationnelle de la stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles neuro-développementaux 2018-2022, contribuer par des avis et propositions à l'organisation de l'offre aux personnes, faciliter l'organisation de réseaux, être un lieu de rencontre entre les différents partenaires et de formulation de constats et de réflexions partagés.
- **Composition et fonctionnement :** Il est composé sur décision du Directeur général de l'ARS de plusieurs collèges dont un dédié aux représentants institutionnels
- **Implication pour le Département :**

ENJEUX

- **But et mission poursuivis par l'organisme** : En tant qu'organe de suivi et de concertation entre les acteurs du Plan Rhône, il est consulté sur les projets d'orientations et de démarches structurantes et suit l'avancement du contrat de plan.
- **Composition et fonctionnement** : Il est co-présidé par le Préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée et le Président du Conseil régional Rhône-Alpes.

Il est composé des membres du Comité directeur, des Préfets des régions et des départements concernés par le Plan Rhône, du DRFIP Rhône-Alpes, des Présidents des Conseils départementaux traversés par le Rhône et la Saône, les établissements publics de coopération intercommunale comprenant une agglomération riveraine de la Saône et du Rhône, la Métropole Lyonnaise, les représentants des CESER des cinq Régions concernées, les co-présidents des comités territoriaux de concertation, les Présidents des Chambres régionales de l'Agriculture et du Commerce et de l'Industrie, de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes, de l'ONEMA, du CNRS, de France Nature et CPIER — Plan Rhône 2015-2020 71

Environnement, du SYMADREM, du syndicat mixte Saône-Doubs, et du syndicat mixte d'aménagement de la Vallée de la Durance, du Président de l'Association des élus rhodaniens, du représentant du CGET et du représentant de la commission européenne. Le cas échéant, les représentants des cantons suisses du Valais, de Vaud et de Genève seront associés aux travaux du comité de suivi.

- **Implication pour le Département** : Il se réunit une à deux fois par an.

EXTRAIT DES DÉCISIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

Séance du 01 février 2019

DOSSIER N° 2019 C01 C 20 77

Politique : - Environnement et développement durable

Programmes : Espaces naturels sensibles (1)

Environnement et paysage (2)

Opérations : Fonctionnement ENS

Subventions ENS (1.1)

Projet européen – corridors biologiques du Grésivaudan (1.2)

Subventions environnement et paysage (2)

Objet : Actions en faveur des espaces naturels sensibles

Service instructeur :

Sans incidence financière

Répartition de subvention (F)

Imputations	Sub F	65734/738(1.1)	.....	.....
Montant budgété (BP + reports)	2 347 254,79	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	0,00	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	17 657,61	17 657,61	.....	.....
Solde à répartir	2 329 597,18	.....	.....	.....

Répartition de subvention (I)

Imputations	20414-1/738(1.1)	20414-22/738(1.1)	.....	.....
Montant budgété (Reports TDENS)	76 510,46	119 920,75	.....	.....
Montant déjà réparti	0,00	0,00	.....	.....
Montant de la présente répartition	38 840,35	47 928,87	.....	.....
Solde à répartir	37 670,11	71 991,88	.....	.....

Répartition de subvention (I)

Imputations	2042-22/738(1.2)	2042-1/738(2)	.....	.....
Montant budgété (BP + reports)	230 407,00(TDENS)	118 404,00(TA)	.....	.....
Montant déjà réparti	0,00	0,00	.....	.....
Montant de la présente répartition	230 407,00	13 784,00	.....	.....
Solde à répartir	0,00	104 620,00	.....	.....

Délégations à la commission permanente (références délégation – articles) :

Délibération n°2015SE1B3204 du 2 avril 2015

Dépôt en Préfecture le :

Publication le :

Notification le :

}

Exécutoire le :

TELETRANSMIS LE

- 6 FEV. 2019

Acte réglementaire : Non
ou à publier

Service des assemblées

DÉCISION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N° 2019 C01 C 20 77,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

- d'attribuer, pour une somme globale de 5 500 €, sur l'imputation 6713/738 - Dots prix TA, les prix suivants aux lauréats du concours artistique organisé par le Département sur l'espace naturel sensible départemental du marais de Montfort (SD015), en application du règlement approuvé par la commission permanente du 25 mai 2018 :

Catégorie Sculpture/dessin/peinture/artisanat d'art :

- ✓ Premier prix de 1 000 € attribué à Mireille Belle pour son œuvre Fragiles sentinelles
- ✓ Deuxième prix de 500 € attribué à Michèle Blanchet-Durand pour son œuvre Mon Fort... c'est le marais
- ✓ Troisième prix de 250 € attribué à Catherine Angot pour son œuvre Fée Lutine M son prince

1. Catégorie Photo :

- ✓ Premier prix de 1 000 € attribué à Benjamin Faure pour son œuvre Les papillons de Montfort
- ✓ Deuxième prix de 500 € attribué à Régis Loeillet pour son œuvre Jouer avec la lumière
- ✓ Troisième prix de 250 € attribué à Jean-Christophe Sanchez pour son œuvre Evasion au marais

2. Production audiovisuelle :

- ✓ Premier prix de 1 000 € attribué à Marion Fuchs pour son œuvre L'arroseur arrosé

3. Spectacle vivant :

- ✓ Premier prix de 1 000 € attribué à Arthur Céna pour son œuvre L'incroyable histoire d'Hugo Grenouille

- d'adopter le règlement intérieur de l'espace naturel sensible départemental du lac de Save (SD029), tel que rédigé en annexe 10 et de m'autoriser à prendre l'arrêté correspondant pour le rendre applicable ;

- de labelliser en tant que site local communal le site dont les caractéristiques figurent dans le tableau ci-après :

Site local communal

ID_site	Nom Site	Commune	Zone intervention (ha)	Zone observation (ha)	Zone de préemption (ha)	Maîtrise foncière (ha)	Statut
SL278	Etang de Chalignieu	Chozeau	31,66	31,66	0	21,45	PEC _{aMF}

- d'autoriser le Président à signer la convention d'intégration de ce site au réseau des espaces naturels sensibles isérois ;

- d'approuver le plan de gestion et le plan d'actions, élaborés suivants

Collectivité maitre d'ouvrage	ID_ENS	libellé du site	Annexe
Communauté d'agglomération Porte de l'Isère (CAPI)	SL252	Carrière du Maillet	Annexes 1 et 11

- d'élargir et valider la zone d'observation du site local espace naturel sensible de l'étang et des pelouses sèches de Marsa (SL012), situé sur la commune de Panossas, initialement de 72,46 ha, au site archéologique des Buisières, la portant ainsi à 76,64 ha, sur les parcelles identifiées et délimitées par un trait continu sur le plan en annexe 12 ;

- d'attribuer une subvention de fonctionnement de 17 657,61 € à la communauté de communes Les Vals du Dauphiné et à la commune de La Balme-les-Grottes, pour la réalisation des actions de fonctionnement prévues dans les plans de gestion des espaces naturels sensibles concernés (sites locaux intercommunaux, communaux et sites parc), dont le détail figure dans les annexes 2 à 3 ;

- d'attribuer une subvention d'investissement de 86 769,22 € à la communauté de communes Les Vals du Dauphiné et aux communes de Saint-Martin-de-Clelles, La Balme-les-Grottes, Le Haut-Bréda et Corbelin, pour la réalisation des actions d'investissement prévues dans les plans de gestion des espaces naturels sensibles concernés (sites locaux intercommunaux, communaux et sites parc), dont le détail figure dans les annexes 4 à 8 ;

- d'attribuer une subvention d'investissement à la société protectrice des animaux (SPA) du Dauphiné, l'association agréée pour la protection du milieu aquatique (AAPPMA) de Grenoble et l'association départementale des lieutenants de louvèterie de l'Isère (régularisation et complément à la subvention de 6 500 € délibérée le 20/07/2018) pour un montant total de 13 784 €, conformément au tableau joint en annexe 9 ;

- d'approuver la réinscription du solde de la participation de 230 407 € sur l'imputation 2042-22//738 "Sub I privé Bâtiment et installation", relative à l'éco-pont sur l'autoroute A48 prévue dans la convention n° SDD-2014-0039 signée le 9 mars 2015 entre AREA et le Département.

Abstention : 1 (Mme Flavie Rebotier)

Pour : le reste des Conseillers départementaux présents ou représentés

ESPACE NATUREL SENSIBLE DE LA SAVE, Secteur du lac de Save

REGLEMENT INTERIEUR

Le secteur du lac de Save fait partie de l'Espace Naturel Sensible de la Save. C'est un espace de protection du patrimoine naturel mais aussi un espace de découverte de l'environnement.

Le règlement intérieur suivant s'applique à toute personne hormis les personnes habilitées à mettre en œuvre les actions de gestion programmées par le plan de gestion.

Le présent règlement s'applique sur les parcelles propriétés du Département de l'Isère

Toute infraction au présent règlement pourra faire l'objet d'un procès-verbal par toute personne assermentée pour la police de la pêche ou de l'environnement.

Article 1 - Stationnement et circulation des véhicules à moteur

Le stationnement des véhicules est autorisé sur les parkings aménagés. Il est interdit en dehors de ces parkings. Toute circulation d'engins motorisés est interdite à l'intérieur du site hormis les personnes habilitées pour motifs d'entretien du site, de gestion écologique, de sécurité.

Article 2 - Animaux domestiques

Pour préserver la tranquillité de la faune sauvage et domestique (pâturage bovin et équin), et assurer la sécurité du public, les chiens doivent être tenus en laisse.

Article 3 - Dépôts d'ordures

Il est interdit d'abandonner, déposer, jeter ou déverser sur le site des déchets, des eaux usées, des produits chimiques, des matériaux, des résidus ou détritiques de quelque nature que ce soit

Article 4 - Pêche

Etant donné la dangerosité d'accès des berges (radeaux flottants pouvant rompre sous le poids d'un usager), la pêche n'est pas autorisée au lac de Save.

Article 5 - Chasse

Afin d'éviter la présence prolongée de sangliers, des opérations de décantonement peuvent être réalisées en lien avec les ACCA locales (Arandon et Passins). Une convention entre le Département et les ACCA définit les modalités de cette action.

La chasse n'est pas autorisée en dehors de ce cadre.

Article 6 - Baignade et Canotage

La baignade et le canotage (y compris float-tube) ne sont pas autorisés sur le lac. Tout contrevenant sera passible de verbalisation.

Article 7 - Feux, ramassage de bois et cueillette

Le feu, la cueillette de plantes (fleurs ...) et d'animaux (escargots...), les extractions de tous matériaux (sable, terre végétale...) ne sont pas autorisés.

Article 8 - Conservation du site

Il n'est pas autorisé de porter atteinte de quelque manière que ce soit aux animaux et végétaux présents sur le site. L'introduction de toutes espèces animales ou végétales, sauvages ou domestiques sur le site n'est pas permise à l'exception des pratiques agricoles, cynégétiques ou halieutiques autorisées par la loi. L'atteinte aux milieux naturels ou aux équipements d'accueil par des inscriptions, des signes ou des dessins est proscrite.

Article 9 – Camping

Le camping et le bivouac sont interdits.

Article 10 - Visites, manifestations

L'organisation de visite de groupes, d'activités événementielles doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable au Service Patrimoine Naturel du Département de l'Isère (04.76.00.33.31).

Article 11

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

DIRECTION DE L'AUTONOMIE
Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Appel à projets n°2018-38-SAMSAH REHAB
Projet de renforcement de l'inclusion sociale
des personnes en situation de handicap psychique
par la création dans le département de l'Isère de 50 places de SAMSAH
déployant des pratiques orientées vers le rétablissement
et portant un volet d'accès au logement**

**Commission d'information et de sélection du 11 janvier 2019
Avis de classement**

Deux projets ont été reçus au siège de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Conseil Départemental de l'Isère.

Tous les projets ont été instruits et soumis à la commission d'information et de sélection.

Le classement est le suivant

- 1- Association ALHPI
- 2- Fondation Georges BOISSEL

Conformément à l'article R.313-6-2 du code de l'action sociale et des familles, l'avis de classement de la commission de sélection est publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Il est également mis en ligne sur le site internet de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Conseil Départemental de l'Isère

Fait à Lyon, le 18/01/2019

Aymeric BOGEY
Délégué départemental de l'Isère de l'Agence
Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Co Président de la commission



Laura BONNEFOY
Vice-présidente
Conseil Départemental de l'Isère
Co présidente de la commission



**Appel à projets « Projet de renforcement de l'inclusion sociale
des personnes en situation de handicap psychique
par la création dans le département de l'Isère de 50 places de SAMSAH
déployant des pratiques orientées vers le rétablissement
et portant un volet d'accès au logement »**

Dans le département de l'Isère

Commission d'information et de sélection du 11/01/2019

Procès-verbal

Sommaire

1. L'appel à projets:
2. Principaux critères de sélection :
3. Les candidats
4. Les membres de la commission présents ou ayant donné pouvoir
5. L'ordre du jour
 - 5.1. La vérification des régularités administratives
 - 5.1.1. Incompatibilités
 - 5.1.2. Conflit d'intérêts
 - 5.1.3. Quorum:
 - 5.2. Dossier déposé en réponse à l'appel à projets
 - 5.3. L'examen du dossier
6. Le vote et les motivations du choix du candidat
 - 6.1. Le vote
 - 6.2. Le candidat retenu
 - 6.3. Le candidat non retenu
 - 6.4. Conclusion

1. L'appel à projets

La commission d'information et de sélection s'est réunie pour l'examen des deux dossiers reçus en réponse à cet appel à projets.

Les caractéristiques de cet appel à projet sont les suivantes :

Nature	SAMSAH
Public	Adultes avec handicap psychique
Territoire	Département de l'Isère
Capacité	50 places

2. Principaux critères de sélection

- . Nature de l'équipement à créer : SAMSAH
- . Public bénéficiaire : Adultes avec handicap psychique
- . Implantation et rayonnement correspondant au présent cahier des charges, à savoir le département de l'Isère et notamment le Nord Isère actuellement en déficit de places
- . Capacité : 50 places
- . Enveloppe budgétaire maximum allouée annuellement pour le fonctionnement du service
- . Habilitation de l'ensemble des places à l'aide sociale départementale

La constitution de la commission :

La commission de sélection a été constituée par arrêtés du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Président du Conseil Départemental de l'Isère :

- Pour les membres permanents :
Arrêté n° ARS 2018-14-0056 et CD n°2018-10399 du 21/12/2018 portant désignation des membres permanents de la commission d'information et de sélection de dossiers d'appels à projets dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux sous compétence de l'Agence régionale de santé et du Conseil départemental de l'Isère
- Pour les membres non-permanents (« experts ») :
Arrêté ARS n°2018-14-0057 et CD n°2018-10400 du 26/12/2018 portant désignation des membres experts d'une commission d'information et de sélection de dossiers d'appels à projets dans le cadre de la procédure d'autorisation des établissements et services médico-sociaux sous compétence de l'Agence régionale de santé et du Conseil départemental de l'Isère.

La présidence de la commission est assurée par les autorités compétentes pour délivrer l'autorisation.
Monsieur Aymeric BOGEY et Mme Laura Bonnefoy co-président la commission.

3. Les candidats

Deux dossiers ont été déposés en réponse à cet appel à projets, et déclarés recevables.

- Association ALHPI
- Fondation Georges BOISSEL

Lors des auditions, les candidats ont été conviés à présenter leur projet.

Les représentants des candidats étaient les suivants :

Pour l'association ALHPI :

Prénom, nom	Qualité
Monsieur Patrice BARO	Président et psychiatre
Madame Alima SEBA	Directrice
Monsieur Julien DEBREUCQ	Psychiatre au REPHSY
Monsieur Julien GOBBO	Coordinateur au REPHSY
Monsieur Benjamin GOUACHE	Psychiatre ALHPI

Pour la Fondation Georges BOISSEL :

Prénom, nom	Qualité
Madame Karine BERARD	Responsable affaire juridiques et relations usagers
Monsieur Jean Michel CRETIER	Directeur de la MAS Saint Clair

4. Les membres de la commission présents ou ayant donné pouvoir

Voix délibératives				
Représentation, siège		Civilité, prénom, nom		
ARS	tit	M	Aymeric	BOGEY
ARS	tit	M	Raphaël	GLABI
ARS	sup	Mme	Cécile	JOST
CD	tit	Mme	Laura	BONNEFOY
Usagers – PA	tit	M	Jean-Paul	BOENINGEN
Usagers – PA	tit	M	Roger	MEUNIER
Usagers - PA	tit	M	Maxence	GIRARD
Usagers- PH	tit	Mme	Nelly	MARONI
Usagers- PH	tit	Mme	Françoise	PARAMELLE

Voix consultatives				
Représentation, siège		Civilité, prénom, nom		
Gestionnaire	sup	Mme	Francette	GOMES DA SILVA
Gestionnaire	tit	Mme	Flore	CHALAYER
Personne qualifiée	qual	M.	Nicolas	FRANCK
Personne qualifiée	qual	Mme	Catherine	MASSOUBRE
Personnel technique	tec	M.	Charles-Henri	RECORD
Personnel technique	tec	Mme	Cécile	BERTRAND
Personnel technique	tec	Mme	Dominique	LINGK
Usager	usa	Mme	Myriam	BODELLE
Usager	usa	M	Olivier	PAUL

5. L'ordre du jour

5.1. La vérification des régularités administratives

5.1.1. Incompatibilités

Aucune incompatibilité n'a été relevée. Les membres de la commission n'ont pas, directement ou indirectement, participé à une instruction préalable du dossier.

5.1.2. Conflit d'intérêts

Aucun conflit d'intérêt n'a été relevé. Toutes les déclarations publiques d'intérêts ont été déposées sur la plateforme en ligne ou transmises en version papier et vérifiées avant la séance de la commission.

5.1.3. Quorum

La commission comprend 12 membres délibératifs désignés par arrêté.

Au moins 6 d'entre eux doivent être présents ou représentés le jour de la commission pour atteindre le quorum.

Le jour de la commission, 8 membres sont présents et 1 membre a donné pouvoir (Mme Jost à M Glabi).

Le quorum est donc atteint (9 voix) et la commission peut siéger.

5.2. Dossier déposé en réponse à l'appel à projets

Conformément au cahier des charges, deux dossiers ont été déposés en réponse à l'appel à projets et reçus au siège de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes et du Conseil Départemental de l'Isère.

- Dossier reçu	2
- Dossier refusé préalablement à la commission (Forclusion, incomplétude, défaut de conformité au cahier des charges).....	0
- Dossier retiré à l'initiative du candidat.....	0
- Dossier instruit.....	2
- Dossier à examiner par la commission	2

5.3. L'examen du dossier

Les modalités de travail de la commission sont établies d'après le règlement intérieur.

Le temps consacré à l'examen des dossiers est identique pour chacun des candidats :

- 35 minutes : 20 minutes - Présentation du dossier par l'instructeur
15 minutes - Identification des questions à poser aux candidats par les membres de la commission
- 30 minutes : 15 minutes - Audition du candidat, invité à se présenter et à faire part de la plus-value de son projet
15 minutes - Échanges avec la commission et réponses aux questions de la commission

6. Le vote et les motivations du choix du candidat

6.1. Le vote

Avis favorable à l'unanimité de la commission pour le dossier déposé par l'association ALHPI.

6.2. Le candidat retenu

L'association ALHPI est une Association loi 1901 à but non lucratif. Elle a été créée en 2001. Elle a pour objectif de permettre aux personnes en situation de handicap psychique d'avoir un parcours personnel en dehors de la maladie et un suivi, sans rupture entre le soin, l'accompagnement médico-social et social vers plus d'autonomie et de bien-être.

Elle a pour but la mise en œuvre sur le territoire du Département de l'Isère, des moyens nécessaires pour veiller à la reconnaissance de la spécificité du handicap psychique, accueillir des personnes en situation de handicap psychique et/ou handicap résultant d'altérations acquises de la sphère cérébrale et veiller au respect de leur dignité, gérer tous types de services et d'établissements permettant leur accompagnement vers une plus grande autonomie dans la vie sociale, travailler en partenariat ou en réseau avec les associations et les organismes sanitaires, médico-sociaux et sociaux.

L'association se compose de membres d'honneur, membres bienfaiteurs et membres adhérents qui doivent être agréés par le conseil d'administration.

L'association ALHPI a déposé ses statuts en Préfecture de l'Isère le 27.12.2002 au terme d'un processus de fusion/création entre deux associations complémentaires à caractère social, gérant des services spécialisés pour le même public handicapé psychique pour rendre possible une continuité de son accompagnement dans la cité :

- l'association Romant, créée le 18.09.1981, gestionnaire d'un foyer d'hébergement et de réadaptation socio professionnelle à St Paul les Monestier. Elle est gérée par des travailleurs sociaux et des personnalités locales ainsi que par des psychiatres.
 - le SERDAC (service d'accompagnement), association créée le 16.09.1991 par quelques familles issues de l'UNAFAM qui, pour répondre à l'isolement et au désarroi de leurs proches malades mentaux sans solutions adaptées, se sont investies dans de petits projets sur 3 axes, accompagnement, logement, activités de loisirs.
- Aujourd'hui, l'association ALHPI gère 3 établissements et services en Isère :
- o Le foyer de réadaptation sociale et professionnelle ALHPI (20 résidents) à Monestier de Clermont et le Foyer Villa Claude Cayeux (20 résidents) à St Maurice en Trièves.
 - o Le SAMSAH Le Serdac, service d'accompagnement pour adultes en situation de handicap psychique (environ 180 personnes accompagnées sur 3 sites : Sassenage, Voiron, l'Isle d'Abeau.
 - o Le service d'activités de jour Antre Temps à Sassenage (environ 80 personnes accueillies à temps partiel).

L'association parraine également le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) « l'Heureux coin » situé à Grenoble. Le SAMSAH le Serdac est agréé et financé par le Département de l'Isère et l'Agence Régionale de Santé. Chaque site dispose d'une équipe pluridisciplinaire sous la responsabilité d'un chef de service pour les sites de Sassenage et Voiron, et d'un Directeur Adjoint pour celui de l'Isle d'Abeau.

Le public accompagné par l'association ALHPI est constitué par des personnes en situation de « handicap psychique » tel que reconnu par loi du 11 février 2005, du fait d'une pathologie psychiatrique ainsi que des personnes présentant un handicap résultant d'altérations acquises de la sphère cérébrale. Les personnes accompagnées par l'ALHPI bénéficient d'une notification de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. Elles sont âgées de 18 à 60 ans (au-delà de 60 ans par dérogation). L'association ALHPI est implantée sur tout le département et travaille déjà en partenariat avec différents acteurs du droit commun ou concernés par le handicap psychique. L'ALHPI propose un projet fondé sur un co-portage avec le RéHPSy.

Le promoteur indique dans son dossier que la réponse a été élaborée par l'association ALHPI (porteur de projet) et le RéHPSy (partenaire principal). Le dossier est co-signé par les deux associations. L'ALHPI recevra les financements et aura la responsabilité de la mise en oeuvre.

❖ Les principaux points forts ressortant du dossier (cf.items de la grille d'instruction)

- Projet élaboré par l'ALHPI avec le REHPSY présenté comme partenaire principal
- Bonne expérience de la démarche de rétablissement de par son appartenance de longue date au réseau ReHPSy et son partenariat avec le C3 R
- Partenariat très développé
- Conventions signées avec la quasi-totalité des acteurs :
- Lettres d'engagement de partenariat des acteurs du logement (OPAC 38, Oiseau Bleu, Ozanam)
- Lettres d'engagement de partenariat des acteurs du médico-social isérois (AFIPh, APAJH, ARIA 38, Milena), avec le secteur sanitaire : clinique du Dauphiné
- Les protocoles et procédures sont bien avancés
- L'ALHPI est implanté sur tout le département y compris le Nord Isère
- Les modalités d'évaluation sont exposées

❖ Les principaux points faibles ressortant du dossier (cf. Items de la grille d'instruction)

- Concernant la gouvernance: la notion de co-portage avec le RéHPSy mérite d'être précisée
- Risque de confusion entre les équipes de professionnels des deux dispositifs SAMSAH handicap psychique et SAMSAH réhab. Il convient de s'assurer que le promoteur mettra bien en œuvre deux dispositifs distincts pour - d'une part le SAMSAH handicap psychique existant (109 places autorisées) - d'autre part le SAMSAH réhab.

❖ Les précisions obtenues lors de l'audition

Question : Quelle sera précisément l'articulation entre le SAMSAH déjà existant et le SAMSAH réhabilitation ?

Réponse : Ils seront bien différents mais pourront être totalement complémentaires. L'actuel SAMSAH travaille surtout sur le maintien à domicile alors que le SAMSAH réhabilitation interviendra plutôt en amont.

Question : Est-ce qu'il existe une convention entre l'ALHPI et REHPSY ? Et quelle répartition des rôles est prévue ?

Réponse : Il n'y a pas de convention spécifique pour le moment, mais l'enjeu sera bien de définir les modalités de mise en œuvre partagée. Une convention sera rédigée et signée. Le REHPSY se positionne essentiellement sur l'évaluation et le case management.

Question : Avez-vous bien en tête qu'il faudra réfléchir en termes de file active et fixer les modalités d'évaluation dans la convention dans les prochains mois ?

Réponse : Oui absolument. La dimension formation sera également à traiter rapidement

Question : Où en êtes-vous de vos réflexions en matière de file active ? Quel coefficient ?

Réponse : Dans le cadre des activités du SAMSAH déjà existant, l'association a déjà fait une demande de passage en file active. Concernant le SAMSAH réhabilitation il est difficile de chiffrer la file active à ce stade, mais ce sera de toute façon au-delà du nombre de places. La référence actuelle en interne est d'environ 30 situations par case manager.

Question : Vous prévoyez deux sites. Sur le volet logement, comment envisagez-vous de laisser le choix aux usagers sans coûts démesurés ?

Réponse : Il existe déjà aujourd'hui des bureaux déjà implantés sur les deux sites, et dont la compétence est départementale. Il est prévu de fonctionner de la même manière pour le SAMSAH réhabilitation. Les deux sites ont été choisis sur la base d'éléments démographiques.

Question : Pouvez-vous nous en dire plus concernant les délais de mise en œuvre prévus ?

Réponse : les recrutements sont à prévoir ainsi que la formation. Pour les locaux aucun délais. Une mise en œuvre dans les 3 à 6 mois est envisageable.

Question : Quelles sont les mutualisations prévues ?

Réponse : Les fonctions du siège seront mutualisées, ainsi que le poste de Direction

Question : l'aspect logement est bien développé dans le dossier, il y aurait toutefois une opportunité complémentaire compte tenu des liens existants sur le territoire : celle d'associer les usagers dès la construction détaillée du projet.

Réponse : Le projet associe déjà largement les usagers puisque le CA de l'association se partage à parts égales entre professionnels et usagers/parents. Par ailleurs la mise en place de la pair aide est bien prévue. L'association est favorable à la prise en compte de la remarque de la commission.

6.3. Le candidat non retenu

- la Fondation Georges Boissel créée en 1967 par le Dr Boissel a été reconnue d'utilité publique en juillet 1970. Elle poursuit toute action dans les domaines sanitaire, social et médico-social, notamment en faveur des malades psychiques, des personnes âgées ainsi que des personnes handicapées. Sa présidente est Madame Danielle Mulin et son siège est basé sur Bourgoin-Jallieu.

Elle gère :

- Un établissement sanitaire : l'ESMPI (Etablissement de Santé Mentale Portes de l'Isère) qui couvre 3 secteurs adultes du Nord Isère, 2 de l'Isère Rhodanienne et l'inter secteur infanto-juvénile de Vienne.
- Une MAS (Maison d'Accueil Spécialisée) spécifique pour le handicap psychique à St Clair de La Tour
- 3 établissements sociaux : l'ALPA (Accompagnement Logement Porte des Alpes), SFM (solidarité Femmes Miléna) et l'Arbre Fruité à Grenoble.
- Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation de l'Isère.

Chaque établissement peut bénéficier des fonctions supports du siège dans les domaines suivants : finances, ressources humaines, système d'information, logistique, juridique, communication et qualité.

Les sites envisagés sont : Bourgoin, Vienne et Grenoble.

Chaque antenne bénéficiera des professionnels suivants (en plus des fonctions supports) : 1 IDE, 1 éducateur spécialisé, 1 CESF et un pair aidant.

En transversal il est également prévu : psychologue, médecin, assistante sociale, ergothérapeute, secrétariat médical et un poste administratif.

La Fondation bénéficie d'un label de niveau 1 sur le volet réhabilitation sur l'Hôpital de Villefontaine. Il est prévu de s'appuyer sur cette équipe pour former la nouvelle équipe sur la période 2019-2025.

❖ Les principaux points forts ressortant du dossier

- Partenariat avec les acteurs du logement et de l'insertion existant.
- Promoteur disposant d'une compétence reconnue dans le domaine de la psychiatrie.
- Intégration d'un travailleur pair dans l'équipe.
- Couverture du territoire envisagée conforme aux besoins identifiés.
- Enveloppe budgétaire respectée.

❖ Les principaux points faibles ressortant du dossier

- Partenariat insuffisamment développé avec les acteurs du sanitaire et du médico-social notamment dans le sud-Isère.
- Manque d'éléments concrets de mise en œuvre. Absence de procédure et de protocole dans le dossier et en annexe.
- Participation des familles et des proches peu développée.
- Pas d'éléments de mise en œuvre des outils garantissant les droits des usagers.
- Absence d'éléments sur l'évaluation du dispositif.
- La sortie du dispositif et le suivi des bénéficiaires après la sortie du dispositif ne sont pas abordés.
- Pas de locaux identifiés.

Globalement, le projet est jugé relativement fourni pour ce qui concerne les objectifs et les intentions, mais insuffisant sur le volet de la mise en œuvre. Le projet ne semble pas encore construit de manière assez concrète et opérationnelle.

❖ Précisions obtenues lors de l'audition

Question : Comment envisagez-vous les partenariats dans le cadre du projet présenté ?

Réponse : La Fondation s'appuiera en première intention sur l'expérience interne, afin d'informer largement. Il faudra ensuite des partenariats extérieurs pour la formation notamment (centre référent Grenoble). Le partenariat avec l'hôpital est évident, il faudra aussi conventionner avec le CHAI pour les orientations. Un lien sera également à faire avec les associations.

Concernant REHPSY, nous sommes membres, il y aura nécessairement un travail ensemble. Le REHPSY a dit qu'il serait ok pour travailler avec le candidat qui sera retenu.

Question : Quelle différence faites-vous entre un SAMSAH classique et un SAMSAH réhabilitation ?

Réponse : l'âge, le lien avec le volet santé mentale, et les aspects liés à la remédiation cognitive

Question : Au-delà de la dimension cognitive, qu'est ce qui est prévu dans le projet ?

Réponse : nous en sommes au début de la démarche, il est prévu d'aller plus loin via des formations

Question : Quelle place est envisagée pour les familles ?

Réponse : la place des familles est évidente au sein de la Fondation

Question : Concernant les sorties du dispositif, quelles dispositions sont envisagées ?

Réponse : Pendant la prise en charge, un travail sur l'autonomie sera mené, les suites possibles seront les demandes d'orientations ou le logement autonome.

Question : Pourquoi avoir prévu une possibilité d'entrée dès 16 ans ?

Réponse : Il s'agit de répondre à des demandes de plus en plus nombreuses

Question : Les dépenses du groupe 1 ne sont-elles pas sous évaluées ? Notamment compte tenu des frais de déplacements probablement importants ?

Réponse : Les dépenses ont été calculées avec la Direction, sur la base du prix du marché, des remboursements de frais kilométriques etc...

Question : Avez-vous conscience qu'une simple information auprès des équipes sera probablement insuffisante, et qu'un vrai changement de paradigme est nécessaire pour développer la réhabilitation ?

Réponse : Oui, c'est pour cela que des formations sont prévues

Question/remarque : l'approche du logement développée dans le projet est assez classique, mais pas tellement orientée vers « le logement d'abord »

Réponse : L'approche développée est peut être traditionnelle mais fonctionne à priori. Nous verrons pour développer les choses au fil du temps.

6.4. Conclusion

Les votes donnent le résultat suivant : vote à l'unanimité, 9 voix, pour le projet de l'association ALHPI.

À l'issue des auditions et des délibérations la séance est levée.

Fait à Lyon, le 17 janvier 2019

Aymeric BOGEY
Délégation départementale 38
ARS Auvergne Rhône-Alpes
Co président de la commission



Laura BONNEFOY
Vice-Présidente
Conseil Départemental de l'Isère
Co présidente de la commission





Arrêté n° 2019-414 du 24 janvier 2019

Arrêté rectificatif de l'arrêté n° 2018-10315 relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD d'Entre-Deux-Guiers

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Vu l'arrêté n° 2018-10315 ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) en cours de signature ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

L'article 3 de l'arrêté n° 2018-10315 est modifié sur le montant du versement trimestriel de la dotation dépendance qui n'est pas de 78 783,84 € mais de 73 783,84 € comme repris ci-dessous.

Montant de la tarification dépendance	610 080 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	169 696,84 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	237,27 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	145 010,53 €
Montant de la dotation annuelle 2019 (paiement en quatre fois)	295 135,36 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	73 783,84 €

Les tarifs restent inchangés.

Article 2 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 3 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 4 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 19 février 2019



Arrêté n° 2019-438 du 29 janvier 2019

Arrêté relatif aux tarifs dépendance 2019 de l'EHPAD Les Coralies sis à Chozeau

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) en cours de négociation ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant du forfait dépendance de l'EHPAD de Chozeau est fixé à 410 771,78 €, au titre de l'exercice budgétaire 2019.

Article 2 :

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 1816-1814), à verser à l'établissement s'établit à 166 620,32 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	410 771,78 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	152 414,41 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	5 966,59 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	85 770,46 €
Montant de la dotation annuelle 2019 (paiement en quatre fois)	166 620,32 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	41 655,08 €

Article 3 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 41 655,08 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Les tarifs dépendance applicables à l'EHPAD de Chozeau sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarifs dépendance EHPAD

Tarif dépendance GIR 1 et 2	22,23 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	14,11 €

Tarif prévention à la charge du résident EHPAD 5,98 €

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 8 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 19 février 2019



Arrêté n° 2019-471 du 29 janvier 2019

Arrêté complémentaire tarifs hébergement pour personnes âgées de moins de 60 ans

pris en charge par l'accueil de jour de l'EHPAD intercommunal « L'Obiou » de Mens

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application,

Vu l'arrêté n° 2019-157 fixant les tarifs applicables pour l'EHPAD Obiou de Mens ;

Considérant la demande de l'établissement de fixer un tarif hébergement pour la prise en charge d'une personne âgée de moins de 60 ans en accueil de jour ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le tarif hébergement pour personnes âgées de moins de 60 ans de l'accueil de jour rattaché à l'EHPAD Intercommunal « L'Obiou » à Mens est fixé à 50,39 € à compter du **1^{er} février 2019** :

Article 2 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 3 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 4 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 19 février 2019



Arrêté n° 2019-493 du 1er février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement la résidence autonomie « Le Belvédère »
à Saint-Martin-d'Uriage**

Le Président du Conseil départemental

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les dépenses et recettes de fonctionnement de la résidence autonomie de Saint-Martin-d'Uriage sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	59 488,00€
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	115 808,08 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	161 308,56 €
Reprise du résultat antérieur - Déficit	-
TOTAL DEPENSES	336 604,64 €
Groupe I - Produits de la tarification	233 383,48 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	92 252,96 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	960,50 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	10 007,70 €
TOTAL RECETTES	336 604,64 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie de Saint-Martin-d'Uriage sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement moyen (F1 bis1)	24,06 €
-----------------------------------	---------

Tarifs spécifiques :

Tarif hébergement F1 bis 2	28,50 €
Tarif hébergement F2	35,70 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 19 février 2019



Arrêté n° 2019-608 du 1er février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de la petite unité de vie « MARPA La Révola » à Villard-de-Lans**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Considérant que pour les résidents souhaitant déjeuner ou dîner à l'extérieur ou préparer eux-mêmes leurs repas, non servis par la M.A.R.P.A., sont déduits du prix de journée le prix du déjeuner et/ou du dîner fixé(s) par l'établissement, le petit déjeuner n'étant pas déductible du prix de journée ;

Sur proposition de la Directrice générale des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les dépenses et recettes de la petite unité de vie « MARPA La Révola » à Villard-de-Lans sont autorisées comme suit :

BUDGET GLOBAL : HEBERGEMENT PERMANENT ET ACCUEIL DE JOUR

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	96 316,00 €	8 880,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	263 030,51 €	123 058,00 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	103 618,00 €	0,00 €
	Reprise du résultat antérieur	0,00 €	0,00 €
	Déficit		
TOTAL DEPENSES		462 964,51 €	131 938,00 €

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	427 579, 51 €	128 880,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	35 135,00 €	1 100,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits encaissables	250,00 €	0,00 €
	Reprise de résultats antérieurs Excédent	0,00 €	1 958,00 €
	TOTAL RECETTES	462 964,51 €	131 938,00 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à la petite unité de vie « MARPA La Révola » à Villard-de-Lans sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

HERBERGEMENT PERMANENT :

Les tarifs hébergement comprennent :

- la gestion du linge (linge plat et linge personnel des résidents),
- les produits d'incontinence,
- les repas (petits déjeuner, déjeuners, dîners).

Les tarifs hébergement ne comprennent pas :

- le nettoyage des parties privatives,
- l'électricité des parties privatives.

Tarif hébergement

Tarif hébergement 51,80 €

Tarifs hébergement spécifiques

Tarif hébergement T1 bis 54,13 €

Tarif hébergement T2 personne seule 60,71 €

Tarif hébergement T2 couple 46,62 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 25,29 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 16,05 €

ACCUEIL DE JOUR :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 25,90 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 25,29 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 16,05 €

Article 3 :

Le bénéficiaire de l'aide sociale contribuera à ses frais d'hébergement à hauteur de 90 % de ses ressources dans la limite légale, conformément aux dispositions prévues par le règlement départemental d'aide sociale.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra conserver les sommes nécessaires au règlement des frais relatifs au logement non compris dans le prix de journée.

Article 5 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 19 février 2019



Arrêté n° 2019-733 du 5 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'accueil de jour « L'Eau d'Olle » à Bourg-d'Oisans**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental, et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Conseil départemental et l'établissement ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les dépenses et recettes de l'accueil de jour « L'Eau d'Olle » à Bourg-d'Oisans sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 889,60 €	210,74 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	0,00 €	11 833,36 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	16 090,00 €	
	Reprise du résultat antérieur Déficit		
	TOTAL DEPENSES	20 979,60 €	12 044,10 €

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	19 729,45 €	12 044,10 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	28,15 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Reprise de résultats antérieurs Excédent	1 222,00 €	
	TOTAL RECETTES	20 979,60 €	12 044,10 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'accueil de jour « L'Eau d'Olle » à Bourg-d'Oisans sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement : 24,70 €

Tarifs dépendance :

Tarif dépendance GIR 1 et 2	22,69 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	14,40 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,11 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 19 février 2019



Arrêté n° 2019-739 du 5 février 2019

Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie de La-Tour-du-Pin

Le Président du Conseil départemental

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les dépenses et recettes de fonctionnement de la résidence autonomie de La Tour du Pin sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	360 930,00 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	693 000,00 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	509 271,40 €
Reprise du résultat antérieur - Déficit	-
TOTAL DEPENSES	1 563 201,40 €
Groupe I - Produits de la tarification	992 201,40 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	553 000,00 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	3 000,00 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	15 000,00 €
TOTAL RECETTES	1 563 201,40 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie de La Tour du Pin sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement F1 bis 1	25,22 €
Tarif hébergement F1 bis 2	25,60 €
Tarif hébergement F1 bis 1 meublé	27,68 €
Tarif hébergement F2	30,95 €
Tarif hébergement F1 bis 2 meublé	29,71 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 19 février 2019



Arrêté n° 2019-770 du 6 février 2019

Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2019-239 relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pierre Blanche » à Voiron

Le Président du Conseil départemental

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu l'arrêté n° 2019-239 en date du 17 janvier 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

L'article 1 est modifié comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I-Dépenses afférentes à l'exploitation courante	248 960,00 €
Groupe II-Dépenses afférentes au personnel	386 158,00 €
Groupe III-Dépenses afférentes à la structure	214 882,00 €
Reprise du résultat antérieur- Déficit	
TOTAL DEPENSES	850 000,00 €
Groupe I-Produits de la tarification	544 654,00 €
Groupe II-Autres produits relatifs à l'exploitation	305 346,00 €
Groupe III-Produits financiers et produits encaissables	
Reprise de résultats antérieurs- Excédent	
TOTAL RECETTES	850 000,00 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pierre Blanche » à Voiron sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement	22,10 €
-------------------	---------

Tarifs spécifiques

Tarif spécifiques Foyer Pierre Blanche

Tarif hébergement F1 bis 1	21,03 €
Tarif hébergement F1 bis 2	29,43 €

Tarif spécifiques Foyer Soleil

Tarif hébergement F1 bis 1	21,14 €
Tarif hébergement F1 bis 2	26,74 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la résidence autonomie « Pierre Blanche ».

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184, Rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-815 du 7 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « Château de la Serra » situé à Villette-d'Anthon**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget de l'EHPAD « Château de la Serra » situé à Villette-d'Anthon sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	296 849,25 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	931 485,26 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	499 173,25 €
	Reprise du résultat antérieur – Déficit	0 €
	TOTAL DEPENSES	1 727 507,76 €
Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 596 918,43 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	45 593,57 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	68 995,76 €
	Reprise de résultats antérieurs – Excédent	16 000,00 €
	TOTAL RECETTES	1 727 507,76 €

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	550 859,36 €
Montant du financement complémentaire – places temporaires	30 992,95 €
Reprise du résultat antérieur – déficit	
Produits de la tarification dépendance	581 852,31 €

Article 3 :

Pour l'unité personnes âgées handicapées, les dépenses et recettes de la section dépendance (financement complémentaire) sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels	Financement complémentaire dépendance
Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	32 306,92 €
Groupe I : Produits de la tarification	32 306,92 €

Article 4 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement s'établit à 191 857,72 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (17 217,89 € pour le mois de mars 2019 et 58 213,28 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2019).

Montant de la tarification dépendance	614 159,23 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département (hébergement temporaire et unités pour personnes handicapées vieillissantes)	304 660,72 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	97,58 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	83 257,58 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	226 143,35 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	34 285,63 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	191 857,72 €
Montant correspondant aux mois de mars à verser	17 217,89 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	58 213,28 €

Article 5 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 56 535,84 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 6 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Château de la Serra » à Villette-d'Anthon sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	64,97 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	88,63 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	25,43 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	16,14 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,85 €
-----------------------------	--------

Tarif dépendance unité pour personnes handicapées âgées

Tarif dépendance GIR 1 et 2	33,07 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	20,99 €

Article 7 :

Les tarifs de l'accueil de jour rattaché à l'EHPAD « Château de la Serra » à Villette d'Anthon sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019**:

Tarif accueil de jour

Tarif hébergement	25,73 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	49,18 €

Tarif dépendance GIR 1 et 2	30,07 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	19,08 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	8,10 €

Article 8 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 9 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 10 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 11 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 12 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.



Arrêté n° 2019-831 du 11 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « Abel Maurice » situé à Bourg-d'Oisans**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget de l'EHPAD « Abel Maurice » à Bourg-d'Oisans sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	460 000,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 148 928,26 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	713 974,00 €
	Reprise du résultat antérieur – Déficit	
	TOTAL DEPENSES	2 322 902,26 €

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2 206 724,26 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	50 000,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	41 178,00 €
	Reprise de résultats antérieurs – Excédent	25 000,00 €
	TOTAL RECETTES	2 322 902,26 €

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	730 381,01 €
Montant du financement complémentaire – places temporaires	11 740,11 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	
Produits de la tarification dépendance	742 121,12 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 364 516,63 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (36 451,69 € pour le mois de mars 2019 et 109 354,98 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	742 121,12 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département (hébergement temporaire)	94 807,71 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	9 536,89 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	202 144,54 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	437 419,95 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	72 903,32 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	364 516,63 €
Montant correspondant au mois de mars à verser	36 451,69 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	109 354,98 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 109 354,98 € (montant de la somme annuelle à verser en 2019 / 4) correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	61,48 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	82,60 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2 23,87 €

Tarif dépendance GIR 3 et 4 15,14 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 6,43 €

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-835 du 11 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « Bellefontaine » situé au Péage-de-Roussillon**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget de l'EHPAD « Bellefontaine » situé au Péage-de-Roussillon sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	749 056,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 223 808,00 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 515 281,00 €
	Reprise du résultat antérieur – Déficit	0 €
	TOTAL DEPENSES	4 488 145,00 €
Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	4 310 489,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	21 430,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	126 226,00 €
	Reprise de résultats antérieurs – Excédent	30 000,00 €
	TOTAL RECETTES	4 488 145,00 €

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	1 424 946,16 €
Montant du financement complémentaire – places temporaires	33 286,52 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	
Produits de la tarification dépendance	1 458 232,68 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 708 290,86 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (70 505,92 € pour le mois de mars 2019 et 212 594,98 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	1 458 232,68 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département (hébergement temporaire et unités pour personnes handicapées vieillissantes)	213 571,43 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	25 909 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	356 950,96 €
Déduction des moins de 60 ans	15 730,09 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	846 071,20 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	137 780,34 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	708 290,86 €
Montant correspondant au mois de mars à verser	70 505,92 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	212 594,98 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 211 517,80 € (montant de la somme annuelle à verser en 2019 / 4) correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Bellefontaine » au Péage-de-Roussillon sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	64,81 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	86,68 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,10 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,29 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,49 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Les tarifs de l'accueil de jour rattaché à l'EHPAD « Bellefontaine » au Péage-de-Roussillon sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019**:

Tarif accueil de jour

Tarif hébergement	18,78 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	40,75 €
Tarif dépendance GIR 1 et 2	31,10 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	19,74 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	8,36 €

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 9 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 10 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-845 du 12 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie
« Pierre Sépard » à Saint-Martin-d'Hères**

Le Président du Conseil départemental

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Pierre Sépard » à Saint-Martin-d'Hères sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I-Dépenses afférentes à l'exploitation courante	111 806,00 €
Groupe II-Dépenses afférentes au personnel	406 816,20 €
Groupe III-Dépenses afférentes à la structure	120 530,70 €
Reprise du résultat antérieur- Déficit	0,00 €
TOTAL DEPENSES	639 152,90 €
Groupe I-Produits de la tarification	534 132,90 €
Groupe II-Autres produits relatifs à l'exploitation	105 020,00 €
Groupe III-Produits financiers et produits encaissables	0,00 €
Reprise de résultats antérieurs- Excédent	0,00 €
TOTAL RECETTES	639 152,90 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pierre Sémard » à Saint-Martin-d'Hères sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif F1 bis 1 personne	25,50 €
Tarif F1 bis 2 personnes	29,96 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la résidence autonomie « Pierre Sémard ».

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184, Rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-852 du 14 février 2019

Arrêté relatif à la tarification 2019 des foyers d'hébergement et logement, du foyer de vie et du service d'activités de jour gérés par l'association Sainte-Agnès à Saint-Martin-le-Vinoux

Le Président du Conseil départemental

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2018 DOB A 05 03 du 16 novembre 2018 fixant les orientations de la tarification 2019 des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2018 BP 2019 F 34 05 du 13 décembre 2018 déterminant le budget primitif 2019 notamment pour le secteur « personnes handicapées » ;

Vu les propositions budgétaires présentées par l'association Sainte-Agnès ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les dotations globalisées des foyers hébergement et logement, du foyer de vie et du service d'activités de jour, pour personnes adultes handicapées, gérés par l'**association Sainte-Agnès à Saint-Martin-le-Vinoux**, sont fixées ainsi qu'il suit au titre de l'année **2019**.

Les prix de journée indiqués ci-après sont applicables à compter du **1^{er} mars 2019**.

FOYER D'HEBERGEMENT ET FOYER LOGEMENT « SERVONNET » - SAINT-MARTIN-LE-VINOUX

Foyer d'hébergement

. Dotation globalisée	3 589 389,00 €
. Prix de journée	118,58 €

Foyer logement

. Dotation globalisée	133 120,00 €
. Prix de journée	63,01 €

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	334 946,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	2 722 758,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	692 353,00 €
	Total	3 750 057,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	3 722 509,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	896,04 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	26 651,96 €
	Total	3 750 057,00 €

FOYER DE VIE « LE PLANEAU » - SAINT-MARTIN-LE-VINOUX

. Dotation globalisée	2 424 253,00 €
. Prix de journée	143,12 €

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	369 985,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 652 352,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	434 910,00 €
	Total	2 457 247,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	2 424 253,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	52,89 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	14 775,36 €
	Total	2 439 081,25 €
Reprise de résultat 2017 (excédent)		18 165,75 €

SERVICE D'ACTIVITES DE JOUR - SAINT-MARTIN-LE-VINOUX

. Dotation globalisée	619 304,00 €
. Prix de journée	75,66 €

Montant des charges et produits autorisés par groupes fonctionnels :

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	61 356,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	501 690,00 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	67 083,00 €
	Total	630 129,00 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification et assimilés	619 304,00 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	8 683,18 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	627 987,18 €
Reprise de résultat 2017 (excédent)		2 141,82 €

SERVICE D'ACTIVITES DE JOUR AVEC FOYER D'HEBERGEMENT SAINT-MARTIN-LE-VINOUX

. Prix de journée	170,00 €
-------------------	-----------------

Article 2 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 3 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié à Monsieur le Président de l'association Sainte-Agnès.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-868

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « Les Jardins de Médicis » à Diémoz (38)**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant du forfait dépendance 2019 est fixé comme indiqué ci-dessous :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	581 809,04 €
Montant du financement complémentaire – places temporaires	22 468,00 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	
Produits de la tarification dépendance	604 277,04 €

Article 2 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 167 248,73 €. Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (16 424,30 € pour le mois de mars 2019 et 50 274,81 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance (HP + HT)	604 277,04 €
Déduction des prix de journée en année pleine, des résidents hors département et des résidents isérois en hébergement temporaire	272 776,20 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	32 166,67 €
Déduction des recettes Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	102 242,59 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	197 091,58 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	29 842,85 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	167 248,73 €
Montant à verser par le département pour le mois de mars	16 424,30 €
Montant de la somme trimestrielle à verser par le département à compter du deuxième trimestre de l'année	50 274,81 €

Article 3 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 49 272,89 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 4 :

Les tarifs dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	21,44 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	13,60 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	5,77 €
-----------------------------	--------

Article 5 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 6 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 7 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 8 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-964 du 18 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD la Barre à Saint-Jean-de-Bournay**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2019 est arrêté à la somme de 2 717 892,80 €.

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	988 699,67 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	0 €
Produits de la tarification dépendance	988 699,67 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 493 909,64 € (cf. détail ci-dessous). 49 390,64 € versés pour le mois de mars 2019 et 148 173,00 € par trimestre pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019.

Montant de la tarification dépendance	988 699,67 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département	142 516,00 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	103,73 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	259 448,00 €
Déduction des moins de 60 ans	0 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	586 631,94 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour les mois de janvier et février 2019)	92 722,30 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	493 909,64 €
Montant correspondant au mois de mars à verser	49 390,64 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	148 173,00 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 146 657,99 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	56,94 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	77,43 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	23,56 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	14,95 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,34 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-977 du 18 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'E.H.P.A.D et de l'accueil de jour « Brun Faulquier » à Vinay**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2019-41 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget de l'EHPAD « Brun Faulquier » sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels		Montants hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	580 010 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 206 470 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	539 209 €
	Reprise du résultat antérieur - Déficit	-
	TOTAL DEPENSES	2 325 689 €
Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2 017 914 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	270 000 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	37 775 €
	Reprise de résultats antérieurs - Excédent	-
	TOTAL RECETTES	2 325 689 €

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	771 016,98 €
Reprise de résultat antérieur	-
Produits de la tarification dépendance	771 016,98 €

Article 3

Pour l'accueil de jour, les dépenses et recettes au titre de l'exercice budgétaire 2019 sont établies comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 120 €	156 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	12 300 €	19 770 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	6 925 €	161 €
	Reprise du résultat antérieur Déficit	-	-
	TOTAL DEPENSES	37 345 €	20 087 €
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	33 345 €	20 087 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	0 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	4 000 €	0 €
	Reprise de résultats antérieurs Excédent	-	-
	TOTAL RECETTES	37 345 €	20 087 €

Article 4 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 417 155,80 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (41 901,64 € pour le mois de mars 2019 et 125 084,72 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	771 016,98 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département	29 144,93 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	11 544,95 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	227 507,42 €
Déduction des moins de 60 ans	0,00 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	502 819,68 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	85 663,88 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	417 155,80 €
Montant correspondant au mois de mars à verser	41 901,64 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les 3 derniers trimestre de l'année)	125 084,72 €

Article 5 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 125 704,92 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 6 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD et à l'accueil de jour « Brun Faulquier » à Vinay sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

EHPAD :

Tarif hébergement

Bâtiments anciens :

Tarif hébergement	58,75 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	81,45 €

Bâtiment neuf et logements réhabilités :

Tarif hébergement	65,33 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	88,04 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	26,37 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	16,74 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,10 €
-----------------------------	--------

Accueil de jour :

Tarif hébergement

Tarif hébergement	31,95 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	51,47 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	23,62 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,33 €

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 9 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 10 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-1019 du 20 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Belvédère »
gérée par le CCAS de Seyssins**

Le Président du Conseil départemental

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Considérant la participation communale ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Le Belvédère » de Seyssins sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 230 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	55 000 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	144 060 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	-
TOTAL DEPENSES	239 290 €
Groupe I - Produits de la tarification	147 102,90 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	73 460,00 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	18 727,10 €
TOTAL RECETTES	239 290 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Le Belvédère » de Seyssins sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement F1	13,46 €
Tarif hébergement F1 bis 1 personne	17,05 €
Tarif hébergement F1 bis 2 personnes	20,64 €
Tarif hébergement F2	23,69 €

Article 3 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-1025 du 20 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD la Chêneraie à Saint-Quentin-Fallavier**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2019 est arrêté à la somme de 2 742 965,28 €.

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance	821 476,00 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	34 000,00 €
Produits de la tarification dépendance	855 476,00 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 379 562,05 € (cf. détail ci-dessous). 37 955,05 € versés pour le mois de mars 2019 et 113 869,00 € par trimestre pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019.

Montant de la tarification dépendance	855 476,00 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département (hébergement temporaire et unités pour personnes handicapées vieillissantes)	243 714,16 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	12 927,27 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	176 936,14 €
Déduction des moins de 60 ans	0 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	421 898,43 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	42 336,38 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	379 562,05 €
Montant correspondant au mois de mars à verser	37 955,05 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	113 869,00 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 105 474,61 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	69,00 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	92,41 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,94 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,78 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,69 €
-----------------------------	--------

L'activité hébergement temporaire et l'accueil de jour bénéficieront du même tarif dépendance que l'hébergement permanent.

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-1028 du 20 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD Le Couvent à Saint-Quentin-Fallavier**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2019 est arrêté à la somme de 1 129 911,00 €.

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	384 074,88 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	10 000 €
Produits de la tarification dépendance	394 074,88 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 227 728,49 € (cf. détail ci-dessous). 22 772,85 € versées pour le mois de mars 2019 et 68 318,55 € par trimestre pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019.

Montant de la tarification dépendance	394 074,88 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département (hébergement temporaire et unités pour personnes handicapées vieillissantes)	13 461,60 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	534,80 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	113 077,44 €
Déduction des moins de 60 ans	0 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	267 001,04 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	39 272,55 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	227 728,49 €
Montant correspondant au mois de mars à verser	22 772,84 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	68 318,55 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 66 750,26 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	61,57 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	82,87 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,21 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,36 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,52 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-1029 du 20 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « Vigny Musset » à Grenoble**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget de l'EHPAD « Vigny Musset » sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Pour l'EHPAD

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	554 444,33 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	663 400,86 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	818 421,12 €
	Reprise du résultat antérieur – Déficit	0 €
	TOTAL DEPENSES	2 036 266,31 €
Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2 034 266,31 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €
	Reprise de résultats antérieurs – Excédent	2 000 €
	TOTAL RECETTES	2 036 266,31 €

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	639 947,30 €
Montant du financement complémentaire – places temporaires	0 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	27 000 €
Produits de la tarification dépendance	666 947,30 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 341 320,97 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (34 133 € pour le mois de mars 2019 et 102 395,99 € pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	666 947,30 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département (hébergement temporaire et unités pour personnes handicapées vieillissantes)	65 652,34 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	9 704,40 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	184 338,60 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	407 251,96 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	65 930,99 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	341 320,97 €
Montant correspondant au mois de mars à verser	34 133 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les 3 derniers trimestre de l'année)	102 395,99 €

Article 5 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 101 812,99 € (montant de la somme annuelle à verser en 2019 / 4) correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 6 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	71,19 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	94,40 €
Tarif hébergement temporaire	75,29 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	26,62 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	16,89 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,17 €
-----------------------------	--------

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 9 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 10 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-1036 du 20 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD Bois Ballier à Saint-Quentin-Fallavier**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2019 est arrêté à la somme de 1 829 595,80 €.

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance	517 489,11 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	30 000 €
Produits de la tarification dépendance	547 489,11 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 286 516,13 € (cf. détail ci-dessous). 28 651,63 € versées pour le mois de mars 2019 et 85 954,83 € par trimestre pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019.

Montant de la tarification dépendance	547 489,11 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département (hébergement temporaire et unités pour personnes handicapées vieillissantes)	36 089,44 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	0 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	142 788,64 €
Déduction des moins de 60 ans	27 361,89 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	341 249,15 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	54 733,02 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	286 516,12 €
Montant correspondant au mois de mars à verser	28 651,63 €
Montant d'un versement trimestriel de dotation	85 954,83 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 85 312,29 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	84,32 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	108,97 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	27,33 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	17,34 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,36 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-1053 du 21 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie
« La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental ;

Considérant la participation communale ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	147 445 €
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	255 548 €
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	245 522 €
	Reprise du résultat antérieur - Déficit	-
	TOTAL DEPENSES	648 515 €

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	358 815 €
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	289 700 €
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0 €
	Reprise de résultats antérieurs - Excédent	-
	TOTAL RECETTES	648 515 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement applicables à la résidence autonomie « La Berjallière » de Bourgoin-Jallieu sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement - F1 bis 1	24,27 €
Tarif hébergement - F1 bis 2	29,12 €

Article 3 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019



Arrêté n° 2019-1066 du 21 février 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « Le Chant du Ravinson »**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2018-10003 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Vu la convention d'aide sociale appliqué pour 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2019 ,

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Les prix de journée hébergement fixé par le Département dans le présent arrêté (article 5) s'appliquent aux personnes bénéficiaires de l'aide sociale et aux résidents entrés dans l'établissement avant la date de signature de la convention d'aide sociale.

Les prix de journée dépendance dans le présent arrêté (article 5) s'appliquent à tous les résidents.

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	641 191,31 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	6 000 €
Produits de la tarification dépendance	647 191,31 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mars à décembre s'établit à 326 268,13 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (32 626,81 € pour le mars 2019 et 97 880,44 € par trimestre, pour les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	647 191,31 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département (hébergement temporaire)	56 590,07 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	5 100,79 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	188 387,79 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	397 112,66 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour le mois de janvier et février 2019)	70 844,53 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en quatre fois)	326 268,13 €
Montant correspondant au mois de mars à verser	32 626,81 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les 3 derniers trimestre de l'année)	97 880,44 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 99 278,16 € (montant de la somme annuelle à verser en 2019 / 4) correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	71,67 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	94,34 €
Tarif hébergement temporaire	75,25 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	26,89 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	17,06 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,24 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

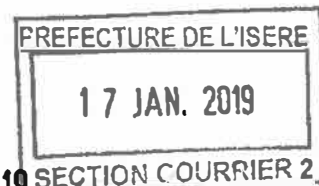
En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 26 février 2019

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté n° 2018-9947 du 14 JAN. 2019

Arrêté relatif à l'autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile ;

Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016 ;

Vu la demande formulée le 26 novembre 2018 par Madame Emmanuelle Kacou et Monsieur Thibault Lefebvre ;

Vu le dossier déclaré complet ;

Vu les éléments d'appréciation recueillis au terme de l'instruction de la demande d'autorisation menée par la direction de l'autonomie ;

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée à la SARL Accompagnement et Soutien à Domicile (ASD), dont le siège social est situé 20 place Yves Pagneux, 38270 Beaurepaire, pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin.

Article 2 :

Le service « ASD » pourra intervenir sur les communes suivantes :

- Beaufort, Bellegarde-Poussieu, Jarcieu, Lentiol, Marcilloles, Marcollin, Monsteroux-Milieu, Moissieu-sur-Dolon, Montseveroux, Pact, Pajay, Saint-Barthélémy, Pisieu, Pommier-de-Beaurepaire, Primarette, Revel-Tourdan, Thodure qui constituent sa zone d'intervention.

Article 3 :

Le service « ASD » est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF.

Article 5 :

Conformément à l'article L. 313-1, cette autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans à compter de sa notification.

Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 6 :

La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée aux conclusions de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mises en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 7 :

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Article 8 :

La présente autorisation d'activité du SAAD « Accompagnement et Soutien à Domicile (ASD) », domicilié 20 place Yves Pagneux, 38270 Beaurepaire, sera enregistrée au fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques suivantes :

Identification de l'entité juridique :

- Adresse : 20 place Yves Pagneux, 38270 Beaurepaire
- Numéro de SIREN : 843 128 836
- Statut :

Identification du service :

- Adresse : 20 place Yves Pagneux, 38270 Beaurepaire
- Catégorie : 460 Service Prestataire d'Aide à Domicile
- Agrégat de catégorie : 4605 - Etablissements et services multi clientèles
- Mode de tarification : 01 - service tarif libre
- SIRET : 843 128 836 000 15

Equipement :

- Discipline : 469 - Aide à domicile
- Mode de fonctionnement : 16 - Prestation en milieu ordinaire
- Clientèle : 010 - Personnes handicapées (tous types de déficiences sans autre indication) et 700 Personnes âgées (sans autre indication)

Article 9 :

Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 10 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 11 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le : 17 janvier 2019



**EXTRAIT DES DÉCISIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 01 février 2019

DOSSIER N° 2019 C01 C 11 64

Politique : - Logement

Programme : PALHDI

Opération : Mise en œuvre autres actions PALHDI

Objet : Adoption du schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2018-2024

Dépôt en Préfecture le : 06 févr 2019

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N° 2019 C01 C 11 64,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

- de réaffirmer la participation du Département au volet social du schéma départemental d'accueil des gens du voyage au titre de ses compétences sociales,
- d'adopter le schéma départemental des gens du voyage 2018-2024, joint en annexe,
- d'autoriser le Président à signer l'arrêté conjoint d'adoption.

SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL ET D'HABITAT DES GENS DU VOYAGE 2018-2024

ISERE

La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil des gens du voyage modifiée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 Egalité Citoyenneté et par la loi n°2018-957 du 07 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites vise, à définir un équilibre d'une part, entre la liberté constitutionnelle d'aller et venir et l'aspiration légitime des gens du voyage à pouvoir stationner dans des conditions décentes, et d'autre part, le souci également légitime des pouvoirs publics, l'Etat et les élus locaux, d'éviter des installations illicites qui occasionnent des difficultés de cohabitation avec les populations locales. D'autre part, cette loi, en imposant aux communes de plus de 5000 habitants une obligation d'accueil des gens du voyage, complétée par la prise de compétence obligatoire des EPCI, pour la création, l'aménagement, la gestion et l'entretien des aires d'accueil avec la possibilité d'inscrire au schéma une troisième catégorie d'équipements que sont les terrains familiaux, permet un sensible progrès dans la prise en compte de cette population.

L'article 1 de la loi précitée prévoit que le schéma départemental doit faire l'objet d'une révision selon une périodicité d'au plus six années. Ainsi, au terme du troisième schéma départemental 2011-2016 co-piloté par l'Etat et le Département, la commission départementale consultative des gens du voyage réunie le 26 janvier 2016 a annoncé, à l'occasion du bilan des stationnements pour l'année 2015, la mise en place prochaine de la révision du schéma selon les principes suivants :

- *Une révision ambitieuse abordant les problèmes de fond : équilibre territorial nord/sud, le besoin d'aires de grand passage, sédentarisation qui dévoie la fonction des aires d'accueil ;*
- *Une révision raisonnable, qui fixe des obligations soutenables et proportionnées aux besoins en itinérance, lesquels devront être évalués objectivement,*
- *Une révision qui permette de faire appliquer le droit : les obligations remplies seront corroborées par la mise en œuvre d'évacuations forcées par l'État en cas d'installations illicites.*

Le bilan du précédent schéma, présenté en commission départementale consultative du 18 avril 2017 s'avère positif en termes d'accueil, notamment au regard de la moyenne nationale. En effet, le taux de réalisation des aires d'accueil atteint 82% contre 50% sur le territoire national. Ce constat reste toutefois une réponse théorique car 50 % seulement des aires réalisées sont des équipements "actifs", non couverts par la sédentarisation. En revanche, le taux de 27% de réalisation sur les aires de grands passages n'est pas du tout satisfaisant.

Une analyse qualitative approfondie présentée en commission consultative départementale du 15 décembre 2017 a mis en évidence cinq constats :

1. la production projetée des aires est supérieure aux besoins identifiés dans le précédent schéma, compte-tenu des aires de séjour rapidement sédentarisées ;
2. les équipements réalisés sont généralement d'une qualité inférieure à la moyenne nationale ;
3. les besoins estimés en aires d'accueil sont globalement moins importants que lors du schéma 2011-2016, et restent non couverts du fait de la nécessité de traiter la question de la sédentarisation d'un grand nombre d'aires d'accueil ;
4. les règlements des aires sont très hétérogènes, ce qui génère de la concurrence entre les sites et parfois des stationnements illicites (nécessité d'une harmonisation des règlements des aires) ;
5. la mise en œuvre d'aires de grand passage s'inscrit a priori dans la mutualisation entre les collectivités et doit viser un meilleur maillage géographique avec des équipements adaptés aux besoins.

Ce nouveau schéma, établi pour la période couvrant les années 2018 à 2024, a été élaboré conjointement par le Département et l'Etat, en concertation avec les collectivités territoriales concernées et les associations représentant les gens du voyage. Il propose de poursuivre la structuration de solutions concrètes et pérennes, pour permettre aux collectivités d'être en règles avec leurs obligations et faciliter ainsi pleinement l'application du droit.

LE CADRE JURIDIQUE DE MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA.....

LES TEXTES DE REFERENCE.....	
<i>La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil des gens du voyage modifiée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 Égalité Citoyenneté et par la loi n°2018-957 du 07 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites.....</i>	
<i>La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTre).....</i>	
<i>La loi Egalité Citoyenneté du 27 janvier 2017</i>	
<i>La loi n°2018-957 du 7 novembre 2018 clarifie les conditions dans lesquelles les communes et EPCI remplissent leurs obligations au titre du schéma départemental et crée une obligation d'information préalable des autorités publiques concernant les phénomènes grands passages. La loi prévoit par ailleurs l'extension au maire de toute commune dotée d'une aire d'accueil, de terrains familiaux locatifs ou d'une aire de grand passage conformes aux prescriptions du schéma départemental, du pouvoir d'interdire le stationnement illicite de résidences mobiles hors des aires et terrains prévus à cet effet, même dans le cas où l'EPCI auquel elle appartient n'a pas rempli l'ensemble de ses obligations.</i>	
<i>Cette loi rend également les EPCI compétents en matière de création d'aires d'accueil, de terrains familiaux locatifs et d'aires de grand passage.....</i>	
LE PERIMETRE DU SCHEMA (CF TEXTES DE REFERENCE)	
L'ORGANISATION DES COMPETENCES	
<i>Les communes.....</i>	
<i>Les EPCI.....</i>	
QUI SONT LES GENS DU VOYAGE ?	

BILAN DU PRECEDENT SCHEMA.....

LE BILAN DES OBLIGATIONS	
<i>Des aires de grand passage insuffisantes en nombre et d'une gestion complexe.....</i>	
<i>Aires d'accueil : coexistence et glissement entre aires de séjour, aires de passage et sédentarisation.....</i>	
<i>L'accompagnement de la sédentarisation</i>	
<i>L'hétérogénéité des modes de gestion.....</i>	
L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ET EDUCATIF DES GENS DU VOYAGE	
<i>L'organisation en Isère.....</i>	
<i>Les actions spécifiques et les acteurs mobilisés :.....</i>	
<i>Des équipements qui conditionnent l'efficacité de l'action sociale.....</i>	
<i>Des problématiques spécifiques qui constituent des freins à l'accès au droit commun.....</i>	

ORIENTATIONS STRATEGIQUES.....

DISPOSER D'UN RESEAU D'ACCUEIL ET D'HABITAT COHERENT ET EFFECTIF SUR LE DEPARTEMENT.....	
<i>Assurer la réalisation effective des aires d'accueil et des aires de grands passages</i>	
CES DEUX OBJECTIFS S'INSCRIVENT DANS LE RESPECT DU DROIT ET PERMETTENT AUX COLLECTIVITES CONCERNEES D'EVITER ET DE MIEUX GERER LES STATIONNEMENTS ILLICITES.	
<i>Proposer des sites d'accueil provisoires des grands passages alliés à la recherche de foncier et réaliser effectivement les aires de grand passage définitives.</i>	
<i>Rendre l'itinérance aux aires d'accueil inscrites au schéma aujourd'hui en grande partie sédentarisées. ..</i>	
OFFRIR DES CONDITIONS DE VIE DECENTES.....	
<i>Harmoniser les modes de gestion.....</i>	
<i>Construire un cadre de références des différents équipements pour les EPCIs</i>	
<i>Construire une programmation de solutions d'habitat adaptées à des populations sédentarisées.....</i>	
ORGANISER ET RENDRE LISIBLE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL.....	

Conforter les missions de l'action sociale polyvalente de secteur et de catégorie	
Investir les axes d'intervention prioritaires de l'action sociale départementale :.....	
Rendre lisible l'organisation des compétences et renforcer les partenariats.....	
ASSURER LA GOUVERNANCE DU SCHEMA.....	
Mettre en place d'une gouvernance souple comprenant :.....	
Organiser la coordination départementale des grands passages	
Intervenir pour évacuer les groupes en stationnements illicites lorsque les collectivités concernées ont rempli leurs obligations.....	

LES PRESCRIPTIONS DU SCHEMA EN MATIERE D'EQUIPEMENTS.....

COMMUNAUTE DE COMMUNES LE GRESIVAUDAN	
Aire de grand passage de Crolles.....	
Aire d'accueil de Pontcharra	
Aire d'accueil de Villard Bonnot	
Aire d'accueil de St Ismier	
Prescriptions pour la Communauté de communes du Grésivaudan	
GRENOBLE ALPES METROPOLE	
Aire de grand passage Le Fontanil (en projet).....	
Aire d'accueil de Vizille	
Aire d'accueil de Grenoble Esmonin	
Aire d'accueil du Rondeau.....	
Terrains sédentarisés sur le territoire de Grenoble Alpes Métropole	
Prescriptions pour Grenoble Alpes Métropole.....	
VIENNE CONDRIEU AGGLOMERATION	
Aire de grand passage de Vienne	
Aire d'accueil de Pont Evêque	
Aire d'accueil de Chasse sur Rhône.....	
Prescriptions pour Vienne Condrieu Agglomération.....	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BIEVRE EST	
Aire de grand passage de Beaucroissant	
Aire d'accueil d'Apprieu	
Aire d'accueil de Colombe.....	
Aire d'accueil du Grands Lemps.....	
Prescriptions pour la Communauté de communes de Bièvre Est.....	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS VOIRONNAIS	
Aire de grand passage de la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais.....	
Aire d'accueil de Voiron	
Aire d'accueil de Tullins.....	
Aires d'accueil de Rives.....	
Prescriptions de la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais	
BIEVRE ISERE COMMUNAUTE	
Prescriptions pour Bièvre Isère Communauté.....	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PORTE DE L'ISERE.....	
Aire de grand passage de Villefontaine	
Aire de grand passage de Bourgoin-Jallieu	
Aire d'accueil de L'Isle d'Abeau	
Aire d'accueil de Bourgoin-Jallieu.....	

<i>Aire d'accueil de Bourgoin-Jallieu</i>	
<i>Aire d'accueil de St Quentin Fallavier</i>	
<i>Prescriptions de la Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère</i>	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DES BALCONS DU DAUPHINE	
<i>Aire d'accueil de Frontonas</i>	
<i>Prescriptions de la Communauté de communes des Balcons du Dauphiné</i>	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DES VALS DU DAUPHINE	
<i>Aire d'accueil de St Jean de Soudain</i>	
<i>Aire d'accueil Les Abrets</i>	
<i>Prescriptions de la Communauté de communes des Vals du Dauphiné</i>	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS ROUSSILLONNAIS	
<i>Aire de grand passage de Roussillon</i>	
<i>Aire d'accueil de Chanas</i>	
<i>Aire d'accueil de St Maurice l'Exil</i>	
<i>Aire d'accueil de Sablons</i>	
<i>Aire d'accueil Le Péage de Roussillon</i>	
<i>Prescriptions de la Communauté de communes du Pays Roussillonnais</i>	
COMMUNAUTE DE COMMUNES LA MATHEYSINE	
<i>Nom de l'aire : Aire d'accueil La Mure</i>	
<i>Prescriptions de la Communauté de communes la Matheysine</i>	
COMMUNAUTE DE COMMUNES ST MARCELLIN VERCORS ISERE COMMUNAUTE	
<i>Aire d'accueil de St Marcellin</i>	
<i>Prescriptions de la Communauté de communes St Marcellin Vercors Isère Communauté</i>	
<i>Aire de grand passage de Villette d'Anthon</i>	
<i>Aire d'accueil Charvieu Chavagneux</i>	
<i>Prescriptions de la Communauté de communes LYSED</i>	
ANNEXES	
ANNEXE 1 – METHODOLOGIE DE REVISION DU SCHEMA	
ANNEXE 2 – FICHE CONTACTS.....	
ANNEXE 3 – CONDITIONS ACTUELLES D'UTILISATION DES AIRES DE GRAND PASSAGE ISEROISES	
ANNEXE 4 – CONDITIONS ACTUELLES D'UTILISATION DES AIRES D'ACCUEIL ISEROISES.....	
ANNEXE 5 – CONSTRUCTION D'UN CADRE REFERENTIEL	
ANNEXE 6 – ACCOMPAGNEMENT A LA SEDENTARISATION DES GENS DU VOYAGE	
<i>Diagnostic social des sites</i>	
<i>Constitution de références pour les communes et EPCIs</i>	
ANNEXE 7 – GOUVERNANCE.....	
<i>Commission départementale consultative des gens du voyage</i> :	
<i>Comité technique de suivi du schéma</i>	
<i>Réunion annuelle d'organisation des grands passages</i>	
ANNEXE 8 – CONTEXTE LEGAL SCOLARISATION	
ANNEXE 9 – GUIDE DES PROCEDURES D'EVACUATION	
<i>La procédure juridictionnelle d'expulsion</i>	
<i>La procédure juridictionnelle de condamnation pénale</i>	
<i>Procédure administrative d'évacuation forcée</i>	
ANNEXE 10 – LES FINANCEMENTS MOBILISABLES	

Les financements s'appliquent exclusivement pour les communes nouvellement inscrites au schéma départemental.....

Pour l'ensemble des communes

ANNEXE 11 – CADRE LEGISLATIF

1. *Lois*.....

2. *Décrets d'application*.....

3. *Circulaires et instructions*.....

4. *Codes*

ANNEXE 12 – LISTE DES COMMUNES DE PLUS DE 5 000 HABITANTS.....

LE CADRE JURIDIQUE DE MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA

Les textes de référence

La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil des gens du voyage modifiée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 Égalité Citoyenneté et par la loi n°2018-957 du 07 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites.

Le Préfet doit élaborer en co-pilotage avec le Département, un schéma départemental d'accueil qui prévoit les obligations à la charge des collectivités territoriales pour l'accueil des gens du voyage sur le département.

Les modalités d'aménagement et de fonctionnement des aires permanentes d'accueil, des aires de grand passage et des terrains familiaux locatifs, seront précisées par plusieurs décrets en Conseil d'État à venir.

L'objectif est notamment d'éviter que des aires d'accueil restent inoccupées en raison d'exigences d'accès trop importantes, ou parce que les emplacements proposés ne correspondent pas à des exigences minimales d'accessibilité des véhicules ou de respect des personnes.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTre)

- renforce le degré d'implication des communautés de communes et des communautés d'agglomération en leur attribuant de nouvelles compétences,
- rend la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires des gens du voyage » obligatoire pour les EPCI à compter du 01 janvier 2017.

La loi Egalité Citoyenneté du 27 janvier 2017 est venue favoriser la prise en compte de la sédentarisation dans le mode de vie des gens du voyage par l'intégration des besoins au sein des Programmes locaux de l'habitat (PLH) et des Plan Départementaux d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), et des prescriptions inscrites au schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

La loi n°2018-957 du 7 novembre 2018 clarifie les conditions dans lesquelles les communes et EPCI remplissent leurs obligations au titre du schéma départemental et crée une obligation d'information préalable des autorités publiques concernant les phénomènes grands passages. La loi prévoit par ailleurs l'extension au maire de toute commune dotée d'une aire d'accueil, de terrains familiaux locatifs ou d'une aire de grand passage conformes aux prescriptions du schéma départemental, du pouvoir d'interdire le stationnement illicite de résidences mobiles hors des aires et terrains prévus à cet effet, même dans le cas où l'EPCI auquel elle appartient n'a pas rempli l'ensemble de ses obligations.

Cette loi rend également les EPCI compétents en matière de création d'aires d'accueil, de terrains familiaux locatifs et d'aires de grand passage.

Le périmètre du schéma (cf textes de référence)

La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 prévoit dans son article 1, paragraphe II, au vu d'une évaluation préalable des besoins et de l'offre existante :

- **l'élaboration d'un schéma départemental**, copiloté par l'État et le Département, qui **prévoit les secteurs géographiques d'implantation et les communes où doivent être réalisés** :

1. **Des aires permanentes d'accueil**, ainsi que leur capacité : accessibles tout au long de l'année, elles sont destinées à l'accueil des voyageurs itinérants, dont les durées de séjour dans un même lieu sont variables et peuvent aller **jusqu'à 5 mois** ;
2. **Des aires de grand passage** destinées à l'accueil des gens du voyage se déplaçant collectivement à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels, pouvant accueillir des groupes constitués de 50 à 200 caravanes pour une courte étape (**de quelques jours à une quinzaine de jours**). Il s'agira de préciser la capacité et les périodes d'utilisation de ces aires.
3. **Des terrains familiaux locatifs** aménagés et implantés selon les conditions prévues à l'article L. 444-1 du code de l'urbanisme et destinés à l'installation prolongée de résidences mobiles, le cas échéant dans le cadre des mesures définies par le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées en Isère (PALHDI) destinés à l'accueil des voyageurs qui souhaitent disposer d'un ancrage territorial et séjourner **sans limitation de durée** sans pour autant renoncer au voyage une partie de l'année.

Le schéma départemental définit aussi les conditions dans lesquelles l'Etat intervient pour assurer le bon déroulement des rassemblements traditionnels ou occasionnels et des grands passages.

- les communes de plus de 5 000 habitants figurent obligatoirement au schéma départemental.

Le schéma Départemental définit par ailleurs la nature des actions à caractère social destinées aux gens du voyage.

L'organisation des compétences

Les communes

La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 prévoit dans son article 2.I que les communes figurant au schéma départemental sont tenues, dans un délai de deux ans suivant la publication de ce schéma, de participer à sa mise en oeuvre. Elles le font en mettant à la disposition des gens du voyage

- les aires permanentes d'accueil aménagées et entretenues,
- les terrains familiaux locatifs
- les aires de grand passage dont le schéma départemental a prévu la réalisation sur leur territoire.

Elles peuvent également transférer cette compétence à un établissement public de coopération intercommunale chargé de mettre en oeuvre les dispositions du schéma départemental ou contribuer financièrement à l'aménagement et à l'entretien de ces aires et terrains dans le cadre de conventions intercommunales.

Les EPCI

Un établissement public de coopération intercommunale chargé de mettre en oeuvre les dispositions du schéma départemental peut également contribuer financièrement à l'aménagement et à l'entretien d'aires permanentes d'accueil aménagées et entretenues, de terrains familiaux locatifs et d'aires de grand passage, dans le cadre de conventions entre établissements publics de coopération intercommunale. **Ainsi un établissement public de coopération intercommunale compétent pour mettre en oeuvre les dispositions du**

schéma départemental peut retenir un terrain d'implantation pour une aire permanente d'accueil, une aire de grand passage ou un terrain familial locatif situé sur le territoire d'une autre commune membre que celle figurant au schéma départemental à la condition qu'elle soit incluse dans le même secteur géographique d'implantation prévu par le schéma départemental.



Le schéma départemental fixe un nombre d'obligations à la charge des collectivités territoriales en incluant une troisième catégorie d'équipement, les terrains familiaux, pouvant être intégrés dans le comptage SRU.

*Toutes les communes de plus de 5000 habitants **sont** concernées*

Une compétence transférée aux EPCI

Un renforcement de la procédure administrative de mise en demeure et d'évacuation forcée pour les collectivités en règle avec leurs obligations.

Un pouvoir de substitution du Préfet renforcé par l'instauration d'une procédure de consignation des fonds communaux ou intercommunaux pour se substituer aux collectivités ou EPCI défaillants en matière de réalisation des équipements inscrits au schéma départemental.

Qui sont les gens du voyage ?

Une population diverse, en évolution.

L'appellation « gens du voyage » recouvre une **large diversité culturelle, sociale et éducative**. Les situations sont multiples en termes de **mode de vie** (itinérance, qualité de l'habitat), de situations sociales et professionnelles, de relations familiales et d'intégration sur un territoire. Les **niveaux de vie** diffèrent. Les personnes faisant appel aux services sociaux bénéficient pour la plupart de minimaux sociaux. Les voyageurs ayant davantage de ressources matérielles et sociales sont souvent les plus à même de préserver un mode de vie itinérant. Cependant certains groupes très mobiles sont aussi très précaires.

Le **degré de mobilité** a tendance à diminuer, sans se traduire par un renforcement significatif de la sédentarisation sur les 10 dernières années. L'ouverture des terrains dits « de séjour » en Isère (à compter de 2004) a permis de répondre à un souhait de stabilité et d'ancrage de certains groupes (améliorant ainsi leurs conditions de vie) avec maintien du voyage de un à trois mois par an.

D'autres situations de sédentarisation se rencontrent sur des terrains familiaux locatifs, des terrains privés ou des aires d'accueil.

Cette relative baisse de la mobilité s'explique par des difficultés financières, l'augmentation de la scolarisation, le besoin d'assurer une place sur un terrain, le vieillissement de la population et les problèmes de santé qui y sont liés. Ces **changements sociétaux** ont des **incidences sur les besoins en termes d'accueil, d'habitat, d'accompagnement et nécessitent des réponses diversifiées**.

Certains groupes (commerçants, artisans, forains) restent très actifs et mobiles à l'échelle du territoire national, régional ou départemental. Les **raisons des déplacements** peuvent être **économiques** (en lien avec certains événements tels que les foires), **familiales** (visite de membres de la famille – baptêmes, fêtes, mariages, maladie ou décès) ou **religieuses**. Les grands passages sont placés sous l'égide d'organisations laïques ou religieuses (catholiques ou évangéliques) et suivent des itinéraires généralement récurrents. Le développement des missions évangéliques itinérantes favorise chez certains groupes la reprise du voyage durant les mois estivaux.

Les besoins en termes d'accueil, d'action sociale ou d'habitat varient selon les groupes et dans le temps, l'ancrage territorial ne signifiant pas toujours un souhait de sédentarisation durable.



Un degré de mobilité variable notamment en fonction du niveau de ressources (les moins précaires sont les plus mobiles)

Une baisse de la mobilité qui s'accroît de manière contrainte : difficultés financières, augmentation de la scolarisation des enfants, besoin d'assurer une place sur un terrain, vieillissement de la population et problématiques de santé.

Le souhait des gens du voyage de trouver un ancrage territorial

Des déplacements sont liés aux activités économiques, aux événements familiaux et religieux.

BILAN DU PRECEDENT SCHEMA

Le bilan des obligations

Des aires de grand passage insuffisantes en nombre et d'une gestion complexe

Un bilan des réalisations plutôt faible

Les obligations en termes de grand passage étaient fixées à 10 équipements relativement bien répartis sur le territoire du Département. Seules 5 aires ont été réalisées et avec une capacité d'accueil en deçà de ce qui était attendu. A cela s'ajoutent 2 terrains provisoires mis à disposition en cas de stationnements lors de la saison estivale mais qui ne peuvent accueillir des groupes au-delà de 70 caravanes. Le taux de réalisation s'établit à 27%.

Seule l'aire de Beaucroissant répond aux critères tant en termes de places minimums que de capacité de gestion. Les autres aires existantes ne sont pas opérantes sur le plan départemental soit parce qu'elles n'atteignent pas la taille critique au regard de la taille des groupes concernés soit parce que leur usage a été détourné. Cette situation pénalise le fonctionnement et l'action préparatoire de la médiation départementale.

Les besoins non satisfaits (les grands axes et secteurs sans capacités d'accueil – soumis aux stationnements illicites)

L'axe de circulation entre Lyon et Chambéry est particulièrement attractif, ce qui conduit à s'interroger sur le déplacement de l'implantation des deux aires de grand passage sur le territoire de la CAPI vers le sillon savoyard.

L'axe de Bièvre constitue un territoire où la réalité des passages subsiste et mérite un examen particulier.

L'absence de coordination inter-départementale voire régionale (notamment pour les zones frontalières)

Cette absence de coordination tient au fait que chaque Département dispose d'un schéma d'une durée de 6 années, dont le renouvellement n'est pas nécessairement synchronisé avec ceux des Départements limitrophes. A cela s'ajoute la difficulté d'une politique publique

sensible, souvent délicate à mettre en œuvre sur un territoire. Toutefois, les enjeux territoriaux comme la rareté et le coût élevé du foncier, ainsi que la cohérence territoriale en réponse aux déplacements, doivent conduire les élus des EPCI limitrophes avec les Départements voisins, où l'attractivité est grande, à travailler ensemble à de meilleures réponses coordonnées pour éviter de trop nombreux stationnements illicites.

Par ailleurs, le fait de disposer d'un coordinateur départemental constitue un réel atout dans la gestion des grands passages à la condition de disposer de suffisamment d'équipements adaptés.

Afin de disposer d'un diagnostic plus complet, des contacts ont été pris avec les deux principaux Départements limitrophes que sont le Rhône et la Savoie, où les axes routiers constituent un des enjeux de stationnements potentiels.

Le Rhône est actuellement en cours de révision de son schéma départemental et fait état à ce jour de 4 aires de grand passage avec un volume de places allant de 80 à 120 places.

Il dispose au total de places à 400 places dont le principal « limite » est l'absence d'équipements d'une capacité allant jusqu'à 200 places.

La Savoie dispose d'un schéma départemental arrivant à échéance en 2018 et comporte 2 aires de grand passage de capacités respectives de 100 places.

Le département de l'Ain est également un territoire où de nombreuses aires de grand passage sont prévues au schéma, notamment sur les secteurs de Belley, Montluel et Miribel, à ce jour non réalisées.

Les Départements limitrophes ont en partie rempli leurs obligations, ce qui oriente les grands passages qui ne trouvent pas de solution vers le Département de l'Isère et de l'Ain. Ces deux derniers n'ayant pas réalisé les équipements prévus, ils ne peuvent pas solliciter le concours de l'Etat en cas de stationnement illicite.

Aires d'accueil : coexistence et glissement entre aires de séjour, aires de passage et sédentarisation

La particularité iséroise (aires de passage et de séjour)

Historiquement, le département de l'Isère a fait la distinction entre les aires d'accueil de séjour, et les aires d'accueil de passage.

Cette distinction semble trouver son origine dans le schéma départemental de 1996, qui fait la différence entre les terrains de passage (destinés à accueillir des petits groupes pour des haltes de 2 jours à 3 mois maximum) et les terrains de séjour (équipées pour un séjour de longue durée, de 3 mois à 1 an renouvelable).

Cette terminologie a été depuis reprise dans les différents schémas départementaux (2002-2008, 2011-2016). La réalisation des aires d'accueil de séjour s'est inscrite dans une logique de « sédentarisation » des gens du voyage pour les collectivités qui ont pu apporter à un instant T une réponse adaptée. Cela a permis de résorber les terrains provisoires et occupations illicites et d'améliorer les conditions d'accueil des gens du voyage, sans toutefois que cela soit clairement inscrit au schéma départemental.

Cette situation a généré un ancrage territorial très fort sur les aires d'accueil du schéma non prévues à cet effet. (cf paragraphe sur les dysfonctionnements des aires)

Les choix d'implantation des aires d'accueil demeurent justifiés au regard des stationnements repérés.

Les aires de passage inscrites au précédent schéma semblent aujourd'hui en nombre suffisant au regard des besoins (d'accueil plutôt trop nombreuses au regard du passage courant constaté), si la fonction initiale d'itinérance dévolue aux aires d'accueil est retrouvée.

Les constats de dysfonctionnement

On rencontre sur le Département 5 types de situations à améliorer:

1. **les aires de passage où la fonction d'accueil de l'itinérance est plutôt bien respectée** mais où un risque de glissement vers de la sédentarisation existe, si des réponses adaptées ne sont pas apportées à la demande d'ancrage territorial.

Par ailleurs, la cohabitation entre aires de passage et aires de séjour tend à faciliter

l'investissement des équipements de passage par les ménages sédentaires (décohabitations notamment).

2. **des aires de séjour pour la plupart sédentarisées** comportant des aires d'accueil plutôt récentes, avec de bonnes conditions de vie mais une gestion non adaptée pour des sédentaires.

Dans un premier temps, si l'installation sur ces aires a permis d'apporter indéniablement une amélioration à la situation de ces familles, elle a favorisé l'installation de familles sédentaires sur des aires aménagées et gérées pour les gens du voyage itinérants. De fait, l'offre pour les familles itinérantes n'a pas augmenté. L'ambiguïté ainsi créée à l'égard des familles sédentaires installées sur les aires de séjour qui se considèrent "chez elles", rend difficile aujourd'hui l'application des règles de gestion publique pour les aires d'accueil de gens du voyage.

Les occupants ont également pu construire ou installer des abris dits « légers » sur leurs emplacements. Les tolérances de ces constructions nécessaires varient de 20m² à 45m² suivant les EPCI. Pour autant, toutes ces constructions sont illégales et elles créent partout où elles sont installées un droit réel à habiter.

L'aménagement des aires de séjour a souvent été le moyen pour les collectivités de répondre à leurs obligations. Mais dans les faits, elles apportent une réponse à des populations vivant en caravane déjà ancrées, parfois de longue date, dans leur commune, en situation d'habitat précaire et souvent en stationnement illégal.

Ces solutions n'ouvrent pas de droits au titre des aides au logement pour les ménages et privent les collectivités des dotations équivalentes à l'accueil de populations en habitat très social.

3. **des aires d'accueil anciennes non inscrites au schéma** avec des équipements parfois vétustes, ne répondant pas aux besoins d'une implantation résidentielle, et dont la gestion n'est pas adaptée pour les sédentaires. Ce sont des aires sur lesquelles on peut constater par ailleurs des phénomènes de sur-occupation.
4. **des terrains provisoires** où les ménages se sont installés dans la durée, avec des mauvaises conditions de vie, pas ou peu d'équipements, des problèmes de salubrité, des situations urgentes à traiter.

5. **des terrains loués ou acquis par une famille** gens du voyage, souvent en zones non urbanisables (ex: zone naturelle), où des problèmes en matière de droit du sol sont inévitables.

Un premier état des lieux des espaces de la sédentarisation sur notre département a été réalisé en 2013, l'objectif étant d'apporter aux services de l'Etat une meilleure connaissance des situations locales et de leurs degrés d'urgence, pour permettre le lancement d'une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale visant à accompagner les collectivités dans la prise en compte des situations de sédentarisation.

Environ 350 ménages sédentaires ou semi-sédentaires sont répartis de la manière suivante :

- environ de 150 ménages sur les aires d'accueil inscrites au schéma
- environ de 50 ménages sur les terrains communaux non répertoriés au schéma
- environ de 50 ménages sur les terrains provisoires
- environ de 100 ménages sur les mini-terrains de Grenoble Alpes Métropole.

A noter que le comptage est évolutif car l'évolution entre la situation de voyageur et celle de sédentaire n'est pas linéaire.

L'accompagnement de la sédentarisation

Le dispositif MOUS "accompagnement des gens du voyage sédentarisés vers de l'habitat social", mis en œuvre depuis septembre 2015 a permis de prendre en compte 11 sites (bilan joint en annexe), sur lesquels une expertise sociale (diagnostic fin de la situation des familles) et un diagnostic patrimonial juridique ont été conduits par deux opérateurs mandatés conjointement par l'Etat et le Département, en collaboration avec les collectivités concernées. Ceci a permis de présenter aux élus concernés, pour chaque site, un état des lieux très précis des conditions de sédentarisation et les possibilités d'évolution ou non vers des solutions plus pérennes pour des familles fortement ancrées territorialement.

Le dispositif MOUS est un outil d'aide à la décision pour les collectivités territoriales confrontées à des situations de sédentarisation, très nombreuses sur notre territoire.

Cette action est inscrite au Plan Départemental pour l'accès au logement et à l'hébergement des personnes défavorisées de l'Isère (PALHDI 2014-2020).

L'hétérogénéité des modes de gestion

Un travail a été conduit au sein des services de l'État pour recueillir, au travers les différents règlements intérieurs des aires, l'ensemble des modalités pratiquées par les collectivités territoriales sur notre territoire : un tableau joint en annexe permet de confirmer la diversité des pratiques.

L'hétérogénéité qualitative des équipements et leur gestion actuelle rend difficile aujourd'hui l'instauration d'un cadre dans lequel les droits et obligations de chacun (collectivités, voyageurs et gestionnaires) sont clairement énoncés et respectés.



Un département bien doté en aires d'accueil dont la vocation initiale d'itinérance été dévoyée par l'usage, et le mode de gestion.

Une sédentarisation accrue sur les aires d'accueil de séjour, avec un fort risque de glissement sur les aires de passage, où les aménagements et modes de gestion ne sont pas adaptés à la présence permanente de ménages.

Un choix d'implantation cohérent.

Une grande hétérogénéité de la qualité des équipements et des modes de gestion.

Des difficultés pour faire évoluer les sites existants vers un habitat sédentaire.

Un dispositif MOUS à disposition des collectivités (sous réserve de financements), pour une prise en compte de la sédentarisation des aires d'accueil du schéma.

L'accompagnement social et éducatif des gens du voyage

L'organisation en Isère

Dans le Département de l'Isère, le suivi social des gens du voyage est assuré soit par les services sociaux polyvalents du Département, soit par le service Action Promotion en Milieu Voyageur (APMV) de l'association Sauvegarde Isère qui accompagne depuis 1986 les gens du voyage.

Les ménages suivis par le service APMV

Depuis 2005, le service APMV accompagne les **personnes isolées et familles issues de la communauté des gens du voyage, considérées comme « non-sédentaires »**. Ce critère est apprécié au regard de leur domiciliation ou résidence, le service accompagnant :

- Les personnes itinérantes, notamment celles qui sont domiciliées dans des CCAS et les itinérants ou semi-itinérants domiciliés chez des proches ;
- Les personnes séjournant sur des aires d'accueil dites « terrains de séjour » inscrites au schéma départemental ;
- Les personnes de passage stationnant sur des aires de passage ou en stationnement illicite si elles sollicitent le service pendant leur séjour en Isère ;
- Et les personnes séjournant sur des terrains dits « provisoires » (dans l'attente de la création de terrains pouvant les accueillir de façon pérenne).

La population accompagnée par l'APMV représente sur l'ensemble du département pour l'année 2017 :

- 711 ménages ;
- 1768 personnes (adultes et enfants) ;
- 416 personnes accompagnées au titre du RSA ;
- 47 terrains où des visites à domicile ont lieu régulièrement.

Le service est organisé en trois pôles (Bourgoin-Jallieu, Roussillon et Grenoble) afin de couvrir le territoire.

Les ménages suivis par les services sociaux du Département :

Aujourd'hui, sont accompagnés par les services de droit commun (polyvalence de secteur), les gens du voyage résidant :

- en appartement,
- sur des terrains municipaux ou « mini-terrain »,
- sur des terrains familiaux locatifs,
- ou sur des terrains privés.

En 2005, 126 ménages ont fait l'objet d'un passage de relais de l'APMV vers le secteur, après la mise en place de cette répartition. Parmi ces familles, certaines interpellent encore l'APMV de façon ponctuelle (notamment pour les questions liées au statut de travailleur indépendant).

Dans les faits, on constate que les « allers-retours » entre polyvalence de secteur et service de catégorie sont fréquents, en raison notamment des spécificités du public accompagné.

Les actions spécifiques et les acteurs mobilisés :

Les activités d'animation globale et familiale dans le cadre d'un projet social agréé par la CAF (2016-2019) s'appuyant sur des centres sociaux mobiles :

Le projet social 2016-2019 porté par l'APMV s'adosse sur la circulaire CNAF de 2012 pour notamment :

- Répondre aux besoins des familles dans les difficultés de la vie quotidienne et l'accès aux droits ;
- Faciliter l'insertion sociale des familles dans leur environnement, réduire l'isolement et favoriser le développement des liens sociaux ;
- Encourager les initiatives des habitants, leur participation aux activités socioculturelles du territoire.

Sur les territoires CAF Portes de Vienne (Isère Rhodanienne) et Confins du Dauphiné (Nord-Isère), les actions collectives proposées dans le cadre du Centre Social APMV depuis 2012 forment un outil pertinent pour favoriser l'insertion sociale des gens du voyage, tant par le contenu des interventions que par la démarche en elle-même (co-construction des actions avec les habitants).

La scolarisation :

La circulaire n°2012-142 définit au niveau national : « *les orientations et principes généraux de scolarisation des enfants itinérants (EFIV) ou sédentarisés depuis peu ayant besoin d'une attention particulière du fait d'un mode de relation discontinu à l'école* ».

Le droit commun s'applique : l'instruction est assurée prioritairement dans les établissements d'enseignement mais des dispositifs particuliers peuvent être mis en place de façon transitoire.

L'enseignement à distance peut être « *envisagé, partiellement ou totalement, pour permettre la scolarité de ceux dont la fréquentation scolaire assidue est rendue difficile par la très grande mobilité de leur famille* ». L'éducation nationale considère que cette modalité ne devrait concerner que les « *cas avérés de déplacements fréquents* ».

La circulaire « Elèves itinérants » du Recteur de l'académie de Grenoble (janvier 2013) souligne la nécessité pour le système éducatif de faire preuve de « *souplesse et de capacité d'adaptation* » pour répondre aux besoins spécifiques de ces élèves.

Le Recteur propose une nouvelle organisation, qui s'appuie notamment sur le CASNAV (coordination, formation, pilotage) et la Direction Départementale des services de l'Education Nationale (DSDEN), avec la nomination d'un chargé de mission.

Les Centres Académiques pour la Scolarisation des Nouveaux Arrivants et des enfants du Voyage (CASNAV), placés auprès des recteurs, sont à la fois des centres de ressources pour les établissements, des pôles d'expertise et des instances de coopération et de médiation avec les partenaires institutionnels et associatifs de l'école.

Les actions de prévention et d'accès à la santé

Les gens du voyage sont définis comme un public prioritaire dans le Programme Régional pour l'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS) depuis plusieurs années. Dans le cadre du PRS et du PRAPS, l'Agence Régionale de Santé mène aujourd'hui une action majeure en direction des gens du voyage à travers le financement d'un poste de chargée de mission santé (1 ETP) porté par l'APMV.

Cette action de promotion de la santé, qui a débuté en 1998, a évolué au fil des années et permet d'aller au-devant des personnes sur les terrains dans un objectif de prévention et de

protection médicale (accès effectif aux droits et aux soins).

L'action santé touche, sur l'ensemble du département, un grand nombre de personnes : 698 personnes rencontrées en 2017 sur 41 sites, ainsi que sur les trois antennes APMV du département (Roussillon, Grenoble, Bourgoin). En 2017, 74 personnes ont participé à au moins une action collective en lien avec la santé.



Un accompagnement assuré par les services sociaux polyvalents de secteur pour les ménages sédentaires et par un service de catégorie pour les itinérants, avec une certaine perméabilité

Des actions spécifiques portées ou fortement articulées au service de catégorie :

- ***la CAF (centres sociaux mobiles/actions collectives)***
- ***la DDEN et le rectorat (scolarisation)***
- ***l'ARS (prévention et accès à la santé)***

Des équipements qui conditionnent l'efficacité de l'action sociale

La qualité et la gestion des équipements influent considérablement sur l'insertion des ménages dans le tissu local, mais également sur le respect des installations.

L'hétérogénéité qualitative des équipements et leur gestion actuelle rendent difficiles aujourd'hui l'instauration d'un cadre dans lequel les droits et obligations de chacun (collectivités, voyageurs et gestionnaires) sont clairement énoncés et respectés.

La localisation des aires et leur mode de gestion (tarifs, règlement intérieur, durée de séjour et motifs de dérogations, régularité du quittancement et de la perception des redevances, compréhension des charges facturées, présence du gestionnaire, entretien des équipements, facilités de paiement...) sont cruciaux dans le rapport des gens du voyage à l'insertion sociale et notamment à la scolarisation (proximité d'écoles, paiement de la cantine...).



La qualité des équipements et de leur gestion conditionnent :

- ***l'insertion***
- ***le respect des installations***
- ***la mise en œuvre de l'accompagnement social***

Des problématiques spécifiques qui constituent des freins à l'accès au droit commun

L'**itinérance** complexifie les parcours de soin, de scolarisation et d'insertion lorsqu'il n'y a pas d'adaptation des dispositifs dédiés aux personnes sédentaires.

L'accès à l'éducation

L'École constitue une clé essentielle de l'intégration dans la société des enfants et des jeunes, futurs adultes et citoyens. Les valeurs et les repères acquis au cours de la scolarité (qu'il s'agisse des règles permettant de vivre ensemble ou de l'acquisition de compétences) fondent la qualité de l'intégration dans le tissu social et économique et doivent garantir l'égalité des chances.

Les difficultés d'accès à l'école et d'assiduité sont liées à plusieurs facteurs :

- Localisation des aires en proximité ou non des groupes scolaires et absence de desserte en transports ;
- Conditions d'habitat précaires, qui génèrent des risques de stigmatisation et un sentiment d'exclusion ;
- Difficultés « culturelles » (illettrisme des parents, irrégularité de la scolarisation, défiance à l'égard de l'école) et au niveau des apprentissages (sens / disparités dans l'accompagnement scolaire selon les secteurs) ;
- Démarches administratives et modalités d'inscription peu souples (modes de paiement des cantines scolaires par exemple).

Ces éléments expliquent également le faible taux de scolarisation en école maternelle (non obligatoire). Par ailleurs, l'assiduité dans le parcours préscolaire et élémentaire semble influencer positivement sur la scolarisation en collège : elle permet la consolidation des acquis et l'insertion durable des élèves et de leur famille dans le parcours scolaire, évitant ainsi le recours à l'enseignement à distance ou l'orientation vers des structures relevant du handicap.



L'itinérance et les conditions d'habitat influent sur l'assiduité scolaire.

Les modalités d'inscription et les formalités administratives (notamment cantine) peuvent limiter la scolarisation.

L'assiduité en pré-scolaire et primaire conditionne le maintien d'une scolarisation en secondaire

L'accès à la santé et aux soins

Dans la population en général et chez les gens du voyage en particulier, les corrélations entre les conditions de vie et de travail, le niveau d'éducation et la santé sont très fortes.

La plupart des travaux concernant la santé des gens du voyage indique un écart très significatif concernant l'espérance de vie des voyageurs avec la population générale (une étude européenne avait ainsi estimé cet écart à 15 ans en 2000).

De nombreux voyageurs sont encore à l'écart de la prévention et des soins de santé. La prise en charge se fait souvent plus tardivement et l'appel aux services d'urgence reste fréquent, surtout au sein des groupes les plus mobiles. Les gens du voyage itinérants rencontrent des difficultés importantes pour assurer la continuité de leur suivi médical.

Pourtant, des populations plus sédentaires rencontrent aussi de graves problématiques de santé.

Enfants et adolescents :

Les suivis PMI ou pédiatre sont répandus pour les jeunes enfants, mais la couverture vaccinale est très inégale selon les groupes familiaux. Le repérage de problèmes de santé dans le cadre scolaire (problèmes dentaires, de vue, troubles du comportement, troubles

dys- etc.) est plutôt effectif en élémentaire mais peut être limité par les problèmes de déscolarisation ou d'assiduité.

La fréquentation des services PMI est variable selon les territoires du Département.

L'adolescence est une période courte, les filles devenant mères jeunes, les jeunes hommes travaillant tôt avec leurs pères. Les adolescents sont peu touchés par les actions de prévention proposées dans l'enceinte scolaire (peu de scolarisation en collège), notamment la prévention des conduites addictives et l'éducation à la sexualité.

Personnes âgées ou en situation de handicap :

Les personnes en situation de handicap comme les personnes âgées sont prises en charge à domicile, y compris dans les cas de grande dépendance, dans des conditions d'habitat qui peuvent être précaires. Les proches refusent généralement les placements en établissements spécialisés ou en maison de retraite. De ce fait les aidants familiaux peuvent se trouver en difficulté face à une prise en charge lourde.

Concernant l'accès aux droits, on relève des situations de non-recours liées à diverses raisons : méconnaissance des dispositifs, renoncement devant la complexité des démarches, illettrisme conjugué aux difficultés croissantes pour accéder à un guichet de proximité.



Un écart significatif d'espérance de vie des voyageurs par rapport à la population générale

Un accès difficile aux parcours de soins notamment pour les personnes fragiles

Un accès à la prévention limité du fait d'un manque d'assiduité dans la scolarisation notamment à l'adolescence

Un non recours aux droits

L'Insertion vers l'emploi

Il est difficile d'appréhender précisément la situation de l'emploi et du travail des gens du voyage. Les constats issus de l'activité du service APMVI concernent essentiellement les personnes en situation précaire (le plus souvent bénéficiaires du RSA).

Les **activités économiques** exercées par les voyageurs en Isère concernent : activités d'élagage, peinture, entretien des espaces verts, des façades et des toitures, ferrailage, commerce ambulant, négoce de véhicules d'occasion, vannerie, activités foraines.

Du fait de la perte de vitesse de certaines activités traditionnelles et de l'évolution du marché, de plus en plus de gens du voyage exercent les mêmes activités professionnelles, souvent saisonnières et économiquement aléatoires. Ils entrent en concurrence les uns avec les autres dans un contexte économique peu favorable.

Beaucoup choisissent d'exercer leur activité de façon indépendante (sous le statut de micro-entreprise). Mais de nombreuses personnes sont en difficulté pour remplir les conditions légales nécessaires à la création de micro-entreprises (car ils ne disposent pas des certifications professionnelles nécessaires) ou pour assurer la gestion administrative de leur activité professionnelle (évolution de la législation, illettrisme).

Une très forte proportion des gens du voyage faisant appel aux services sociaux est en difficulté par rapport aux savoirs de base (en lien avec le décrochage scolaire dès la sortie du primaire), ce qui constitue un frein important à l'insertion professionnelle et renforce le risque / le sentiment d'exclusion.

En Isère, l'accompagnement des travailleurs indépendants par organismes spécialisés est très variable. La durée et la stabilité du lien avec ce public sont déterminants dans la qualité de l'accompagnement et de ses bénéfices.

Certains voyageurs font appel à des personnes extérieures pour la gestion administrative de leur activité (services de secrétariat ou des associations spécialisées comme ARTE dans la Drôme).

Le principe guidant l'insertion socio-professionnelle est le recours aux dispositifs de droit commun. L'ensemble de l'offre d'insertion est ouverte aux gens du voyage dans les différents domaines que sont la formation, l'accès à l'emploi salarié, la création ou la consolidation d'entreprise.

Or, une large majorité des gens du voyage, y compris les bénéficiaires du RSA, a des

difficultés à s'inscrire dans les accompagnements emploi proposés.

L'orientation est difficile et il est souvent nécessaire d'envisager des actions « passerelles » vers le droit commun.



L'itinérance et les conditions d'habitat influent sur les capacités d'insertion économique.

Les difficultés face aux savoirs de base, liées aux décrochages scolaires, rendent difficile l'inscription dans les parcours d'insertion traditionnels.

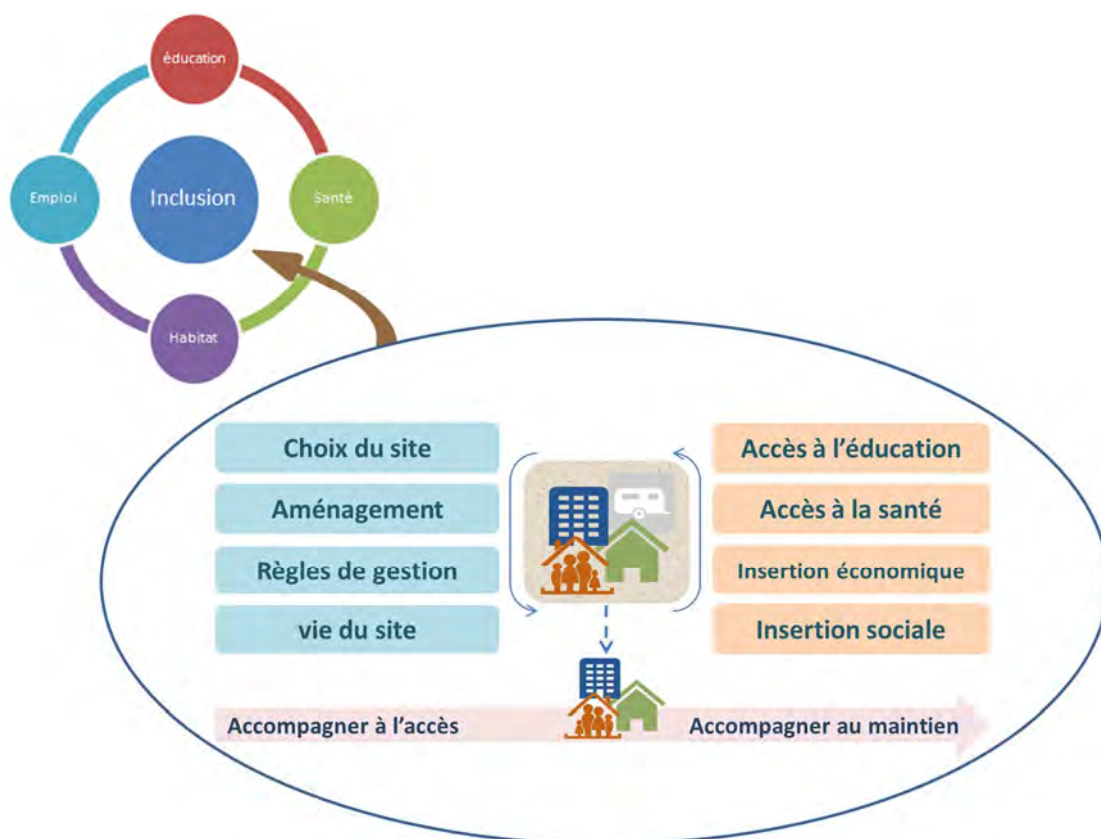
Des activités favorables au micro-entreprenariat mais avec des difficultés d'obtention des certifications professionnelles et de gestion administrative

ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Au vu des évolutions législatives récentes, des constats de terrain et du bilan du précédent schéma départemental, le présent schéma départemental propose de poursuivre l'élaboration de solutions concrètes et pérennes pour permettre aux collectivités d'être en règle avec leurs obligations et aux gens du voyage de trouver des solutions d'accueil ou d'habitat décentes.

Les solutions d'habitat ou d'occupation retenues par les collectivités pour remplir leurs obligations devront garantir les conditions d'accès des ménages à l'insertion dans toutes ses dimensions.

L'ambition du présent schéma est d'instaurer un cadre départemental qui permette pleinement l'application du droit, que ce soit en matière d'accueil de l'itinérance, d'habitat ou d'accompagnement social. Ce document cadre constitue le pivot des dispositifs pour organiser l'accueil de cette population. Si la programmation des équipements était au cœur des précédents schémas, celui de 2018 ouvre une période d'optimisation de l'occupation et du fonctionnement des aires d'accueil ainsi que des actions d'inclusion sociale et de prise en compte des besoins d'ancrage territorial qui sont placées au centre des politiques publiques.



Disposer d'un réseau d'accueil et d'habitat cohérent et effectif sur le Département

Assurer la réalisation effective des aires d'accueil et des aires de grands passages

- **Réaliser les équipements manquants**
- **Garantir le maintien de leur vocation d'accueil de l'itinérance**

Ces deux objectifs s'inscrivent dans le respect du droit et permettent aux collectivités concernées d'éviter et de mieux gérer les stationnements illicites.

Proposer des sites d'accueil provisoires des grands passages alliés à la recherche de foncier et réaliser effectivement les aires de grand passage définitives.

Rendre l'itinérance aux aires d'accueil inscrites au schéma aujourd'hui en grande partie sédentarisées.

Redonner l'itinérance aux aires d'accueil inscrites au schéma permet aux collectivités de bénéficier du dispositif d'aide à la gestion des aires d'accueil, communément dénommé ALT 2.

Les modalités de mise en œuvre de cette aide sont fixées par le décret 2014-1742 du 30 décembre 2014. Il s'agit d'une aide financière versée au gestionnaire de l'aire au regard du taux d'occupation réelle de l'aire à la seule condition que celle-ci constitue une aire d'accueil dédiée à l'itinérance des gens du voyage.

Offrir des conditions de vie décentes

Harmoniser les modes de gestion

Travailler à la **mise en cohérence des règlements intérieurs**, pour éviter les phénomènes de concurrence entre sites et en optimiser l'utilisation : tarifs, durées de séjours adaptées aux réalités du passage, motifs de dérogations.

Construire un cadre de références des différents équipements pour les EPCIs

En matière d'aménagement, enrichir le **cadre réglementaire** (décrets en attente) :

- de recommandations favorisant la **qualité d'usage**
- de recommandations destinées à **faciliter la gestion** et le **respect des installations**
- d'une série d'**exemples de réalisations** avec un retour sur leur fonctionnement

En matière de gestion :

- mettre à disposition des EPCIs des outils pour **optimiser le choix des gestionnaires**
- capitaliser et diffuser les **bonnes pratiques**

Construire une programmation de solutions d'habitat adaptées à des populations sédentarisées

- engager une réflexion sur le **devenir des aires ou terrains** qui ne peuvent plus avoir le statut d'aires d'accueil, et peuvent ne plus figurer aux équipements du schéma.
- conduire sur ces sites **un diagnostic social, patrimonial et juridique** réalisé par les collectivités avec l'appui de l'Etat et du Département
- **accompagner les ménages** vers des solutions d'habitat adaptées à leur mode de vie mais également à leur réalité de vie (handicap, capacité budgétaire...)
- **construire les solutions permettant la sédentarisation** des ménages et leur accès au droit : habitat adapté, terrains familiaux, logements locatif social...

Organiser et rendre lisible l'accompagnement social

La question de l'accueil des gens du voyage ne peut pas être réduite aux seuls besoins en aires de stationnement. En s'appuyant sur « des équipements correctement gérés et permettant la vie des familles » (Jean Baptiste Humeau), la politique d'accueil doit aussi prendre en compte les enjeux d'ordre social et économique.

Conforter les missions de l'action sociale polyvalente de secteur et de catégorie

L'accompagnement social polyvalent est défini comme suit dans le code de l'action sociale et des familles :

Article L123-2 : Le service public départemental d'action sociale a pour mission générale d'aider les personnes en difficulté à retrouver ou à développer leur autonomie de vie.

Article L116-1:« L'action sociale et médico-sociale tend à promouvoir, dans un cadre interministériel, l'autonomie et la protection des personnes, la cohésion sociale, l'exercice de la citoyenneté, à prévenir les exclusions et à en corriger les effets».



Par ailleurs, la loi de lutte contre les exclusions de 1998 dispose dans son premier article :« La lutte contre les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation.

La présente loi tend à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits

fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance.

L'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics dont les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les organismes de sécurité sociale ainsi que les institutions sociales et médico-sociales participent à la mise en œuvre de ces principes.

Ils poursuivent une politique destinée à connaître, à prévenir et à supprimer toutes les situations pouvant engendrer des exclusions. »

Ainsi, qu'il soit effectué par les services sociaux départementaux ou par un service de catégorie, l'accompagnement social des gens du voyage vise à faciliter **leur insertion et leur autonomie de vie, en facilitant notamment leur accès au droit et à l'ensemble des dispositifs de droit commun.**

Toutefois, compte tenu des spécificités relevées dans le diagnostic, les actions à développer dans le présent schéma départemental s'attacheront à lever les freins à l'inclusion en identifiant, pour chacune des thématiques, les leviers permettant de faciliter l'insertion durable en s'appuyant notamment sur les **complémentarités entre service polyvalent de secteur, de catégorie et les autres acteurs institutionnels (CAF, DDEN et rectorat, ARS).**

L'accompagnement social et éducatif des gens du voyage, doit permettre de tenir compte des particularités suivantes :

- Rapport à la temporalité, itinérance
- Rapport à l'écrit, illettrisme, rapport à l'école
- Insertion socio professionnelle, prédominance du statut Travailleur Non Salarié
- Fonctionnement communautaire

Investir les axes d'intervention prioritaires de l'action sociale départementale :

- **Enfance, jeunesse, scolarisation et santé** en lien avec les compétences départementales et notamment le soutien à la parentalité.
- **Insertion** en s'appuyant sur le Programme Départemental d'insertion vers l'emploi, notamment pour les bénéficiaires du RSA.
- Retravailler les **périmètres d'intervention** du service polyvalent de catégorie et de secteur en cohérence avec l'évolution des sites recommandée dans le cadre du nouveau schéma départemental.

Rendre lisible l'organisation des compétences et renforcer les partenariats

Il est important que l'ensemble des compétences soient clairement identifiées et facilement mobilisables par les collectivités, gestionnaires et acteurs de l'accompagnement.

Il conviendra donc de préciser le rôle des différents partenaires intervenant dans l'accompagnement des gens du voyage pour la durée du schéma (confère Fiche contacts en annexe).

Par ailleurs, pour la mise en œuvre des orientations du schéma départemental, en matière d'accompagnement social notamment, il conviendra de renforcer les partenariats avec les partenaires suivants :

- **Direction départementale de l'éducation nationale et Rectorat** (Casnav) pour les aspects scolarisation
- **ARS** pour les questions d'accès aux soins et à la prévention
- **CAF** pour les actions collectives développées dans le cadre des centres sociaux mobiles (agrément APMV)
- **Intercommunalités** pour l'accompagnement des situations de sédentarisation (en lien le service APMV notamment pour la phase de diagnostic social) et l'insertion vers l'emploi.

Assurer la Gouvernance du schéma

Confère annexe Gouvernance

Mettre en place d'une gouvernance souple comprenant :

- Un comité de suivi du schéma sous pilotage conjoint État- Département pour conduire une programmation pour les six années à venir en soutien des collectivités chargées de la réalisation.
- Un comité élargi aux partenaires de l'accompagnement social, réuni au moins une fois par an.
- La commission départementale consultative des gens du voyage chargée d'établir chaque année un bilan d'application du schéma et de veiller à sa mise en œuvre.

Organiser la coordination départementale des grands passages

La gestion des grands passages doit répondre à la réalité des usages pour élaborer un réseau efficient. Trois facteurs interdépendants conditionnent la réussite de cette coordination :

- une anticipation et une préparation en amont des flux au niveau départemental, en lien avec les collectivités porteuses, facilitées par l'obligation d'information préalable créée par la loi 2018-957 du 7 novembre 2018 pour les représentants des grands groupes de gens du voyage (à partir de 150 caravanes), qui doivent notifier leur venue au moins 3 mois avant l'arrivée sur les lieux au représentant de l'État dans la région et le département d'accueil ainsi qu'au président du Conseil Départemental ;
- des équipements réalisés et fonctionnels, sur lesquels la gestion des présences est possible ;
- une médiation et une coordination départementale qui assurent le lien entre tous les acteurs et notamment avec les collectivités et les groupes de voyageurs dans la phase préparatoire, mais aussi dans la phase opérationnelle du début du printemps jusqu'à l'automne.

Cette action sera menée en lien étroit avec le coordonnateur départemental.

Intervenir pour évacuer les groupes en stationnements illicites lorsque les collectivités concernées ont rempli leurs obligations.

LES PRESCRIPTIONS DU SCHEMA EN MATIERE D'EQUIPEMENTS

Communauté de communes Le Grésivaudan

Aire de grand passage de Crolles

Chemin de Pré Pichat 38920 Crolles



Commune : Crolles

EPCI : Communauté de communes Le Grésivaudan

Statut : aire de grand passage

Capacité : 50 places

Contact du gestionnaire : gestion en régie par l'EPCI

Obbligations au titre du nouveau schéma :

- Maintien de cet équipement en tant qu'aire de grand passage d'une capacité de 50 places.
- La nécessité de disposer d'une aire de grand passage de 150 à 200 places sur le territoire du Grésivaudan est confirmée.



Aire d'accueil de Pontcharra

l'Île Fribaud, Chemin du Coisetan 38530 Pontcharra



Commune : Pontcharra

EPCI : Communauté de communes Le Grésivaudan

Statut : aire d'accueil

Capacité : 26 places

Contact du gestionnaire : gestion en régie par l'EPCI

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Réorienter les familles sédentarisées présentes sur le site en amont de la remise en service de l'aire, par l'actualisation du diagnostic social des familles, la réalisation d'un terrain familial, et/ou d'un habitat adapté.



Aire d'accueil de Villard Bonnot



Commune : Villard Bonnot

EPCI : Communauté de communes Le Grésivaudan

Statut : aire d'accueil

Capacité : 24 places

Contact du gestionnaire : gestion en régie par l'EPCI

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Site à maintenir pour l'itinérance des gens du voyage mais ouverture hors période estivale en raison de la présence d'une industrie voisine polluante incompatible avec la période des grosses chaleurs.

- Reloger les familles sédentarisées présentes sur le site de Villard Bonnot (foncier identifié pour la construction d'un terrain familial sur le territoire de la commune Le Versoud).



Aire d'accueil de St Ismier

251 Chemin du Vergibillon 38330 Saint Ismier



Commune : St Ismier

EPCI : Communauté de communes Le Grésivaudan

Statut : aire d'accueil

Capacité : 20 places

Contact du gestionnaire : gestion en régie par l'EPCI

Cette aire n'existe plus en raison des difficultés générées par la proximité immédiate avec la déchetterie.

Obligations au titre du nouveau schéma :

Réalisation sur le territoire de la commune de St Ismier d'un terrain familial pour le logement des 10 familles.



Prescriptions pour la Communauté de communes du Grésivaudan

Territoire de 46 communes dont 6 au-delà du seuil des 5 000 habitants (Crolles, Montbonnot St Martin, Pontcharra, St Ismier, St Martin d'Uriage et Villard Bonnot)

- Création d'un volume de places de 150 à 200 pour l'accueil du grand passage sur le territoire de l'intercommunalité
- **Crolles** : Maintien de l'aire de grand passage (50 places).
- **Pontcharra** : Maintien de l'aire d'accueil (26 places).
- **Le Touvet** : création d'une d'accueil de 20 places.
- **Montbonnot St Martin** : création d'une aire d'accueil de 12 places.
- **Villard Bonnot** : Fermeture de l'aire d'accueil en période estivale.
- **Le Versoud** : Réalisation d'un terrain familial pour le relogement des familles sédentarisées sur l'aire de Villard Bonnot.
- **St Ismier** : Réalisation d'un terrain familial pour le relogement des familles sédentarisées sur l'aire d'accueil.

Grenoble Alpes Métropole

Aire de grand passage Le Fontanil (en projet)



Commune : Le Fontanil- St Egrève

EPCI : GAM

Statut : aire de grand passage

Capacité : 200 places

Contact du gestionnaire : ACGV

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Aire de grand passage à créer sur les communes du Fontanil et de St Egrève à hauteur de 200 places à l'horizon 2019.
- Prévoir un système d'astreinte le week-end pour l'arrivée des groupes.

Aire d'accueil de Vizille
Pré Meytra – 1822 route d'Uriage



Commune : Vizille

EPCI : GAM

Statut : aire d'accueil

Capacité : 25 places

Contact du gestionnaire : ACGV

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Veiller au respect du règlement intérieur pour éviter la sédentarisation de cet équipement.



Aire d'accueil de Grenoble Esmonin
Avenue du grand Esmonin



Commune : Grenoble

EPCI : GAM

Statut : aire d'accueil

Capacité : 44 places

Contact du gestionnaire : ACGV

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Veiller à une bonne gestion du site en raison du nombre élevé de places.



Aire d'accueil du Rondeau
6 rue Pierre de Coubertin



Commune : Grenoble -Echirolles

EPCI : GAM

Statut : aire d'accueil

Capacité : 32 places

Contact du gestionnaire : ACGV

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Aire d'accueil à créer sur l'espace du terrain du Rondeau à échéance de 2019, dédiée à l'itinérance des gens du voyage.
- Compte tenu de la proximité avec le village d'insertion MOUS ROM de la Métropole et CCAS de Grenoble, il s'agira de veiller à une gestion quotidienne du site pour éviter tout conflit entre les différents publics du site. L'entrée de l'aire d'accueil doit être distincte de celle du village d'insertion.



Terrains sédentarisés sur le territoire de Grenoble Alpes Métropole

170 places aujourd'hui occupées par des sédentaires.

Les aires sédentarisées inscrites au schéma départemental 2011-2016 feront l'objet d'une transformation en terrain familial, dans le respect de la réglementation relative aux différents risques (inondation...) et celle des PLU.

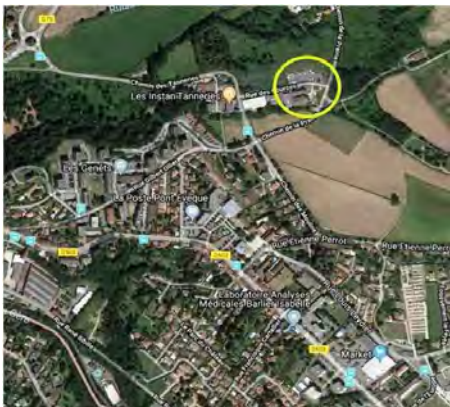
Commune	Nombre de places	Observation
St Martin d'Hères	20 places	
Vif	16 places	
Meylan	16 places	
Seyssins	8 places	
St Martin le Vinoux	14 places	
Seyssinet-Pariset	18 places	Dont 10 places existantes à maintenir en terrain familial
La Tronche	8 places	
Eybens	16 places	
Domène	8 places	
Sassenage	10 places	
Varces	10 places	
Fontaine	14 places	Places existantes à maintenir en terrain familial
St Egrève	12 places	

Prescriptions pour Grenoble Alpes Métropole

Territoire de 49 communes dont 19 au-delà du seuil des 5 000 habitants (Grenoble, Claix, Domène, Echirolles, Eybens, Fontaine, Gières, La Tronche, Meylan, Le Pont de Claix, St Egrève, St Martin d'Hères, St Martin le Vinoux, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varce, Vif, Vizille)

- **Le Fontanil- St Egrève** : Création d'une aire de grand passage de 200 places avec une mise en service en 2019.
Dans l'attente de la réalisation de l'aire, proposition de terrain(s) provisoires pour gérer les grands passages sur le territoire de Grenoble Alpes Métropole.
- **Grenoble** : Création de l'aire d'accueil du Rondeau de 32 places à l'horizon 2019.
- Transformation des terrains sédentarisés dans le respect de la réglementation relative aux différents risques (inondation...) et celle des PLU, en terrains familiaux.
- Engagement d'un traitement des situations d'ancrage territorial par la production d'un diagnostic social des ménages concernés afin d'aller vers de l'habitat social classique, adapté ou en terrain familial.

Aire d'accueil de Pont Evêque
Rue des Sources



Commune : Pont Evêque

EPCI : Vienne Condrieu Agglomération

Statut : aire d'accueil

Capacité : 14 places

Contact du gestionnaire : Régiss'aire

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Veiller à l'application du règlement intérieur de l'aire d'accueil pour éviter toute sédentarisation du site par quelques familles.



Aire d'accueil de Chasse sur Rhône
538 route de comunay



Commune : Chasse sur Rhône

EPCI : Vienne Condrieu Agglomération

Statut : aire d'accueil

Capacité : 52 places (anciennes aire de séjour 26 +
aire de passage 26)

Contact du gestionnaire : Régiss'aire

Aire déjà créée dédiée à l'accueil de groupes itinérants aujourd'hui majoritairement occupée par un même groupe familial de sédentarisés.

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Travailler au relogement des familles sédentaires de cet équipement par l'accompagnement de ce public vers de l'habitat social classique, adapté ou en terrain familial.



Prescriptions pour Vienne Condrieu Agglomération

Territoire de 30 communes dont 12 situées sur le département du Rhône et 18 sur le département de l'Isère.

Et 3 communes de plus de 5 000 habitants : Vienne, Chasse sur Rhône et Pont Evêque.

- Ensemble des obligations réalisées.
- Pas de nouvelles obligations en termes d'aires d'accueil et d'aire de grand passage.
- Inscription d'une prise en compte nécessaire de la réorientation des familles sédentaires vers tout type d'habitat (habitat social classique, habitat adapté) ou terrain familial.

Communauté de communes de Bièvre Est

Aire de grand passage de Beaucroissant D 1085



Commune : Beaucroissant

EPCI : Communauté de communes de Bièvre Est

Statut : aire de grand passage

Capacité : 100 places

Contact du gestionnaire : SG2A
l'Hacienda

Aire déjà créée dédiée à l'accueil de groupes stationnant à la saison estivale dans le cadre d'un itinéraire prédéfini pour rejoindre des grands rassemblements.

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintien de cet équipement en tant qu'aire de grand passage.
- Ouverture de cette aire toute l'année.



Aire d'accueil d'Apprieu
Lieu-dit « les Blaches »



Commune : Apprieu

EPCI : Communauté de communes de Bièvre Est

Statut : aire d'accueil

Capacité : 10 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

Aire déjà créée dédiée à l'accueil des groupes itinérants. Aire très excentrée, aujourd'hui occupée par un seul ménage sédentaire.

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Travailler à la relocalisation du ménage sédentarisé en terrain familial, soit en aménageant le terrain voisin de 180 à 200m², limitrophe à l'aire, soit en recherchant un autre foncier pour accueillir cette personne seule et ses deux caravanes.



Aire d'accueil de Colombe
La Bertine - Chemin du Noyer



Commune : Colombe

EPCI : Communauté de communes de Bièvre Est

Statut : aire d'accueil

Capacité : 10 places

Contact du gestionnaire : le futur bailleur ou collectivité

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Site à transformer en habitat adapté pour les 4 ménages présents.
- Prévoir un accompagnement des familles et de la collectivité sur ce changement de destination du site.



Aire d'accueil du Grands Lemps
70 route de la Bajatière



Commune : Grand Lemps

EPCI : Communauté de communes de Bièvre Est

Statut : aire d'accueil

Capacité : 10 places

Contact du gestionnaire : SG2A
l'Hacienda

Aire déjà créée dédiée à l'accueil des groupes itinérants mais occupée par 5 ménages sédentaires.

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Formalisation de la transformation de l'aire en terrain familial, ou éventuellement en habitat adapté, sous réserve de modification des documents d'urbanisme.
- Prévoir un accompagnement des familles et la collectivité sur ce changement de destination du site.



Prescriptions pour la Communauté de communes de Bièvre Est

Territoire composé de 14 communes dont aucune ne dépasse le seuil des 5 000 habitants.

- **Beaucroissant** : Maintien de cet équipement en tant qu'aire de grand passage et ouverture de l'aire toute l'année.
- **Apprieu** : Maintien de l'aire d'accueil.
- **Colombe** : Formalisation de la transformation de l'aire en habitat adapté.
- **Grand Lemps** : Formalisation de la transformation de l'aire en terrain familial, ou éventuellement en habitat adapté, sous réserve de modification des documents d'urbanisme.

Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais

Aire de grand passage de la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais

Statut : aire de grand passage

Capacité : 150 places

Contact du gestionnaire : à préciser

Obligations au titre du nouveau schéma :

Créer un volume de 150 places à trouver sur le territoire de la CA du Pays Voironnais.

Aire d'accueil de Voiron
Chemin des Marais



Commune : Voiron

EPCI : Communauté d'agglomération du Pays Voironnais

Statut : aire d'accueil

Capacité : 25 et 15 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

Obligations au titre du nouveau schéma :

Modernisation et rénovation des équipements dans le cadre de l'accueil itinérant des gens du voyage.



Aire d'accueil de Tullins
Avenue du Peuras



Commune : Tullins

EPCI : Communauté d'agglomération du Pays Voironnais

Statut : aire d'accueil

Capacité : 20 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

Obligations au titre du nouveau schéma :

Formalisation de la transformation de l'aire en terrain familial, ou éventuellement en habitat adapté, sous réserve de modification des documents d'urbanisme, pour accueillir les ménages sédentarisés de l'aire de séjour de Voiron (15 places).



Aires d'accueil de Rives



Commune : Rives

EPCI : Communauté d'agglomération du Pays Voironnais

Statut : aire d'accueil

Capacité : 10 et 15 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

402 Espace 3 fontaines - Capacité 10 places



Entrée de Rives, RD 1085 - Capacité 15 places



Obligations au titre du nouveau schéma :

Aire de 15 places à rénover et à conserver pour l'accueil de l'itinérance des gens du voyage et aire de 10 places à transformer en habitat adapté.

Prescriptions de la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais

Territoire de 33 communes dont 5 au-delà du seuil des 5 000 habitants (Voiron, Tullin, Rives, Voreppe et Moirans)

- Aire de grand passage à créer avec un volume de 150 places à trouver sur le territoire de la **CA du Pays Voironnais** ;
- **CA du Pays Voironnais** : 55 places (40 à Voiron et 15 à Rives) à dédier à l'accueil itinérant sur le territoire de la CAPV.
- **Tullins** : Formalisation de la transformation de l'aire en terrain familial, ou éventuellement en habitat adapté, sous réserve de modification des documents d'urbanisme.
- **Rives** (10 places) : Formalisation de la transformation de l'aire en habitat adapté.
- **Moirans** : Création d'un habitat adapté pour 7 familles sur la commune.

Bièvre Isère Communauté

Prescriptions pour Bièvre Isère Communauté

Territoire de 54 communes dont 1 au-delà du seuil des 5 000 habitants

- Participation financière de **Bièvre Isère Communauté** à l'investissement et au fonctionnement des équipements des intercommunalités voisines ayant des aires d'accueil (comme la CC Bièvre Est avec l'AGP de Beaucroissant)

Communauté d'agglomération Porte de l'Isère

Aire de grand passage de Villefontaine



Commune : Villefontaine

EPCI : Communauté d'agglomération Porte de l'Isère

Statut : aire de grand passage

Capacité : 70 places (150 places initialement prévues)

Contact du gestionnaire : Adoma

Aire actuellement de capacité insuffisante pour une aire de grand passage, et dont les équipements sont de faible qualité.



Obligations au titre du nouveau schéma :

Créer, sur une ou deux aires de grand passage, un volume de 250 à 300 places en gestion mutualisée par convention intercommunale avec deux autres EPCI (les Balcons du Dauphiné et les Vals du Dauphiné).

Aire de grand passage de Bourgoin-Jallieu

Commune : Bourgoin-Jallieu

EPCI : Communauté d'agglomération Portes de l'Isère

Statut : aire de grand passage

Capacité : 70 places (***aire prévue pour 100 à 150 places***)

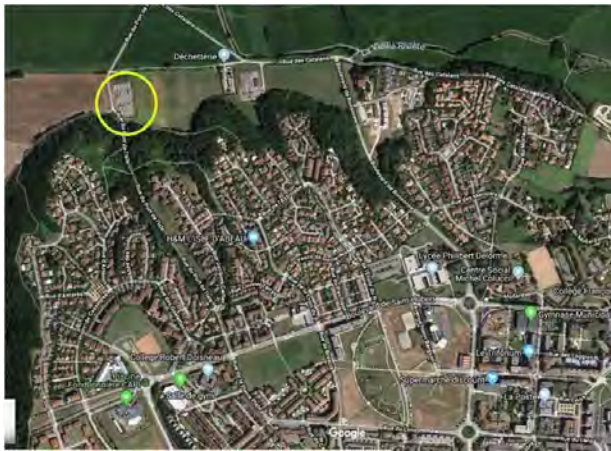
Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

Aire provisoire non aboutie car de faible qualité, de taille insuffisante et localisée en zone humide.

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Suppression de l'obligation de réalisation d'une aire de grand passage figurant au précédent schéma départemental.
- Créer, sur une ou deux aires de grand passage, un volume de 250 à 300 places en gestion mutualisée par convention intercommunale avec deux autres EPCI (les Balcons du Dauphiné et les Vals du Dauphiné).

Aire d'accueil de L'Isle d'Abeau
Rue du Port de l'Isle



Commune : L'Isle d'Abeau

EPCI : Communauté d'agglomération Porte de l'Isère

Statut : aire d'accueil

Capacité : 20 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Prévoir une évolution qualitative du site.



Aire d'accueil de Bourgoin-Jallieu
Chemin des marais



Commune : Bourgoin-Jallieu

EPCI : Communauté d'agglomération Porte de l'Isère

Statut : aire d'accueil

Capacité : 50 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

Obligations au titre du nouveau schéma :

Équipement à maintenir avec une capacité maximum de 25 places et recomposition de l'espace pour laisser davantage de place aux zones de vie et moins aux voiries.



Aire d'accueil de Bourgoin-Jallieu
Chemin des marais



Commune : Bourgoin-Jallieu

EPCI : Communauté d'agglomération Porte de l'Isère

Statut : aire d'accueil

Capacité : 20 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

Occupée par des sédentaires ; le dispositif MOUS a permis un fin diagnostic social des familles dont les besoins sont à prendre en compte.

Obligations au titre du nouveau schéma :

Formaliser la transformation de l'aire en terrain familial.

Aire d'accueil de St Quentin Fallavier
D 124



Commune : St Quentin Fallavier

EPCI : Communauté d'agglomération Portes de l'Isère

Statut : aire d'accueil

Capacité : 15 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Accompagner les demandes des sédentaires afin qu'ils quittent le site et améliorer le confort global et individuel de l'aire.



Prescriptions de la Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère

Territoire de 22 communes dont 5 au-delà du seuil des 5 000 habitants (L'Isle d'Abeau, Bourgoin-Jallieu, La Verpillière, St Quentin Fallavier, et Villefontaine).

- Création, sur une ou deux aires de grand passage, d'un volume de 250 à 300 places en gestion mutualisée par convention intercommunale avec deux autres EPCI (les Balcons du Dauphiné et les Vals du Dauphiné).
- **Bourgoin-Jallieu** : L'aire d'accueil d'une capacité actuelle de 50 places est à maintenir en capacité réduite de 25 places.

- Rénovation et réaménagement des aires d'accueil de **Bourgoin-Jallieu** (25 places), **L'Isle d'Abeau et St Quentin Fallavier**, soit un volume de 60 (80 si maintien Bourgoin Jalien 20 places) places dédiées à l'itinérance des gens du voyage sur ce territoire.
- **La Verpillière** : Suppression de l'obligation de 10 places car non nécessaire au regard des besoins du territoire.
- **Bourgoin-Jallieu** (20 places) : Formalisation de la transformation de l'aire en terrain familial.

Communauté de communes des Balcons du Dauphiné

Aire d'accueil de Frontonas

Chemin des Marais



Commune : Frontonas

EPCI : Communauté de communes des Balcons du Dauphiné

Statut : aire d'accueil

Capacité : 20 places

Contact du gestionnaire : VAGO

Aire aujourd'hui très proche d'un lieu de sédentarisation.

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Choix de la collectivité entre maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil, ou formaliser la transformation de l'aire en terrain familial.
- En cas de maintien de la vocation d'itinérance, veiller à se conformer aux règles de gestion propres aux aires d'accueil.



Territoire de 47 communes dont 2 au-delà du seuil des 5 000 habitants, Les Avenières Veyrins Thuellin et Tignieu-Jameyzieu

- Création, sur une ou deux aires de grand passage, d'un volume de 250 à 300 places en gestion mutualisée par convention intercommunale avec deux autres EPCI (les Balcons du Dauphiné et les Vals du Dauphiné).
- **Frontonas** (20 places) : Choix de la collectivité entre maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil, ou formaliser la transformation de l'aire en terrain familial.
- **Morestel et Passins** : Suppression des obligations prévues en termes de réalisation d'équipements au regard des besoins repérés.
- **Les Avenières-Veyrins-Thuellin** : nouvelle commune de plus de 5000 habitants, création d'une aire d'accueil de 12 places.

Communauté de communes des Vals du Dauphiné

Aire d'accueil de St Jean de Soudain Chemin du marais



Commune : St Jean de Soudain

EPCI : Communauté de communes des Vals du Dauphiné

Statut : aire d'accueil

Capacité : 26 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

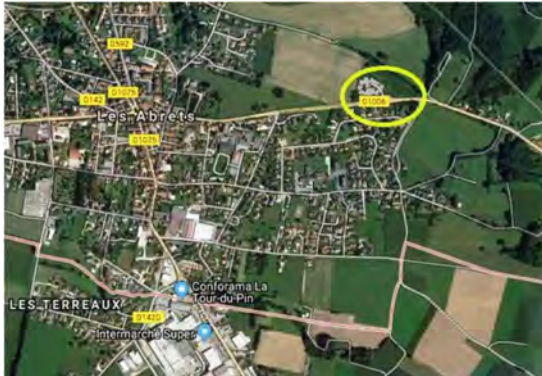
Aire déjà créée à « recomposer » car les voiries sont surdimensionnées rendant inexploitable 4 places de stationnement.

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Améliorer les équipements d'accueil de l'aire.



Aire d'accueil Les Abrets
Rue d'Italie



Commune : Les Abrets

EPCI : Communauté de communes des Vals du Dauphiné

Statut : aire d'accueil

Capacité : 26 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Améliorer la sécurisation de l'accès et la qualité des sanitaires.



Prescriptions de la Communauté de communes des Vals du Dauphiné

Territoire de 37 communes dont 2 au-delà du seuil des 5 000 habitants, La Tour du Pin et Les Abrets en Dauphiné

- Création, sur une ou deux aires de grand passage, d'un volume de 250 à 300 places en gestion mutualisée par convention intercommunale avec deux autres EPCI (les Balcons du Dauphiné et les Vals du Dauphiné).
- Maintien des deux aires d'accueil de **St Jean de Soudain** et **Les Abrets en Dauphiné** pour l'accueil des itinérants.

Communauté de communes du Pays Roussillonnais

Aire de grand passage de Roussillon

Commune : Roussillon

EPCI : Communauté de communes du Pays Roussillonnais

Statut : aire de grand passage

Contact du gestionnaire : à préciser

Obligations au titre du nouveau schéma :

Pour répondre pleinement aux besoins du territoire, une première phase de réalisation à hauteur de 80 places pour 2019 devra être complétée par une seconde phase complémentaire pour atteindre 150 places à l'horizon 2020, de préférence sur un lieu unique pour prendre en compte la future fusion avec la CC de Beaurepaire (dont une commune atteindra le seuil de 5 000 habitants d'ici la fin de validité du schéma).

Aire d'accueil de Chanas
Lieu dit « sous les vignes »



Commune : Chanas

EPCI : Communauté d'agglomération du Pays
Roussillonnais

Statut : aire d'accueil

Capacité : 20 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Veiller au respect du règlement intérieur pour éviter toute tentative d'ancrage territorial sur l'aire.



Aire d'accueil de St Maurice l'Exil
Lieu dit « Les Grandes Arnaudes »



Commune : St Maurice l'Exil

EPCI : Communauté de communes du Pays Roussillonnais

Statut : aire d'accueil

Capacité : 20 places

Contact du gestionnaire : SG2A
l'Hacienda

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Veiller au respect du règlement intérieur pour éviter toute tentative d'ancrage territorial sur l'aire.



Aire d'accueil de Sablons
D4 - En Charmeton



Commune : Sablons

EPCI : Communauté de communes du Pays Roussillonnais

Statut : aire d'accueil

Capacité : 20 places

Contact du gestionnaire : SG2A l'Hacienda

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Maintenir ou redonner sa vocation d'itinérance à l'aire d'accueil.
- Veiller au respect du règlement intérieur pour éviter toute tentative d'ancrage territorial sur l'aire.



Aire d'accueil Le Péage de Roussillon

Commune : Le Péage de Roussillon

EPCI : Communauté de communes du Pays Roussillonnais

Statut : aire d'accueil

Contact du gestionnaire : à inclure dans le marché que la collectivité a passé avec le gestionnaire

Obligations au titre du nouveau schéma :

Aire d'accueil de 20 places à créer.

Prescriptions de la Communauté de communes du Pays Roussillonnais

Territoire de 22 communes dont 3 au-delà du seuil des 5 000 habitants, St Maurice l'Exil, Le Péage de Roussillon et Roussillon

- Maintien des trois aires d'accueil de **Chanas, Sablons** et **St Maurice l'Exil** pour l'accueil des itinérants.
- **Le Péage de Roussillon** : Création d'une aire d'accueil pour l'itinérance à hauteur de 20 places.
- **Roussillon** : Création d'une aire de grand passage d'une capacité de 80 places au cours de l'année 2019 et atteignant 150 places au cours de l'année 2020.

Communauté de communes la Matheysine

Nom de l'aire : Aire d'accueil La Mure

D114D – ZI des Marais



Commune : La Mure

EPCI : Communauté de communes du Pays Matheysin

Statut : aire d'accueil

Capacité : 10 places

Contact du gestionnaire : gestion en régie par l'EPCI

Obligations au titre du nouveau schéma :

Sous-utilisée, nécessité de revoir le règlement intérieur et notamment le coût de séjour pour les familles afin de la rendre plus attractive. A réaliser dans le cadre d'un travail



départemental sur l'harmonisation des sites.

Prescriptions de la Communauté de communes la Matheysine

Territoire de 44 communes dont 1 au-delà du seuil des 5 000 habitants, La Mure

- **La Mure :** Maintien de l'aire d'accueil pour l'accueil des itinérants.

Communauté de communes St Marcellin Vercors Isère Communauté

Aire d'accueil de St Marcellin

Commune : St Marcellin

EPCI : Communauté de communes St Marcellin Vercors Isère Communauté

Statut : aire d'accueil

Obligations au titre du nouveau schéma :

- Aire de 16 places à créer à l'horizon 2019
- Veiller au respect du futur règlement intérieur de l'aire pour éviter toute sédentarisation du site par des groupes en demande d'ancrage territorial. Si après la réalisation de l'aire ce phénomène apparaissait, il s'agira de prévoir des réponses adaptées à cette demande d'ancrage territorial.

Prescriptions de la Communauté de communes St Marcellin Vercors Isère Communauté

Territoire de 47 communes dont 1 au-delà du seuil des 5 000 habitants, St Marcellin

- **Saint-Marcellin** : Aire d'accueil de 16 places à créer d'ici 2019 pour le stationnement des itinérants

Communauté de communes Lyon St Exupéry en Dauphiné (LYSED)

Aire de grand passage de Vilette d'Anthon

Commune : Vilette d'Anthon

EPCI : Communauté de communes LYSED

Statut : aire de grand passage

Contact du gestionnaire : gestion en régie par l'EPCI

Obligations au titre du nouveau schéma :

Aire de 80 places à créer à l'horizon 2019.

Aire d'accueil Charvieu Chavagneux

84 rue des fabriques



Commune : Charvieu-Chavagneux

EPCI : Communauté de communes Lysed

Statut : aire d'accueil

Capacité : 25 places

Contact du gestionnaire : gérée en régie par la collectivité

Obligations au titre du nouveau schéma :

Maintenir ou redonner la vocation d'itinérance à cette l'aire d'accueil.



Prescriptions de la Communauté de communes LYSED

Territoire de 6 communes dont 2 au-delà du seuil des 5 000 habitants, Pont de Chéruy et Charvieu-Chavagneux

- **Villette d'Anthon** : Création d'une aire de grand passage sur la commune, d'une capacité de 80 places.
- **Charvieu-Chavagneux** : Maintien de l'aire d'accueil de 25 places pour le stationnement des itinérants.

ANNEXES

ANNEXE 1 – METHODOLOGIE DE REVISION DU SCHEMA

<i>Phase de la révision</i>	<i>Éléments analysés</i>	<i>Maîtrise d'ouvrage</i>	<i>Maîtrise d'oeuvre</i>	<i>Calendrier</i>
Diagnostic initial des équipements	Besoins en passage et grand passages – grands axes de circulation	Etat (DDCS)	Cabinet Caths	Fin 2016-1 ^{er} trimestre 2017
Commission consultative départementale du 18 avril 2017 : présentation des éléments de diagnostics et d'expériences de traitement de la sédentarisation sur d'autres départements.				
3 réunions territoriales				
Juin 2017 - Saisine des EPCI pour les premières propositions sur la base du diagnostic				
Juin 2017 – Réunion technique				
Diagnostic complémentaire : rencontre avec les intercommunalités et orientations	Qualité des équipements – principes de gestion – évolution souhaitable	Département – co-financement Etat (fonds FAPI)	Etat – DDCS , Préfecture et Sous-Préfectures	2 nd semestre 2017
Novembre 2017 : réunion technique				
Commission consultative départementale du 15 décembre 2017				
Diagnostic et préconisations en matière d'accompagnement social	Panorama exhaustif des modes d'organisation de la polyvalence Problématiques spécifiques et freins d'accès à l'inclusion durable Pistes de résolution	Département – co-financement Etat (fonds FAPI)	Sauvegarde Isère – service APMV.	Décembre – février 2018

Travaux complémentaires				
MOUS Sédentarisation	<i>Diagnostic social des sites sédentarisés</i> <i>Analyse de site et mutabilité</i> <i>Propositions pré-opérationnelles</i>	<i>Etat/Département</i>	<i>APMV/Soliha</i>	<i>2015-2017</i>

Cabinet Caths
44 chemin des Izards
31 200 Toulouse
Tel. : 05.62.72.48.42.
Courriel : caths@ccpst.org

Sauvegarde Isère – service APMV
76 rue des Alliés
38 100 Grenoble
Tel. :04.76.49.01.03
Fax : 04.76.49.30.78

Soliha Isère-Savoie
37 rue de la liberté
38 600 FONTAINE
Tél. : 04 76 47 82 45

ANNEXE 2 – FICHE CONTACTS

Quoi	Qui	Coordonnées
Pilotage du schéma	Etat – Direction de la cohésion sociale	Pôle hébergement-logement social N° tel : 04 57 38 65 62 Mail : ddcs-hebergement-logement@isere.gouv.fr
	Département – Direction des Solidarités	Service Logement N° tel : 04 76 00 36 44 Mail : dso.logement@isere.fr
Suivi des obligations	Etat – Direction départementale des territoires / Direction départementale de la cohésion sociale	Service logement et construction N° tel : 04 56 59 43 00 ddt-slc@isere.gouv.fr Pôle hébergement-logement social N° tel : 04 57 38 65 62 ddcs-hebergement-logement@isere.gouv.fr
Coordination des grands passages / médiation	Direction de la cohésion sociale	Médiateur départemental Arben DOMI - Sauvegarde Isère APMV adomi.mediateurprefecture@gmail.com
Scolarisation des enfants du voyage	Direction départementale de l'éducation nationale	N° tel : 04 76 74 79 79 Mail : ce.dsden38@ac-grenoble.fr
	Rectorat de l'Académie de Grenoble	CASNAV N° tel : 04 76 74 76 41 Mail : ce.casnav@ac-grenoble.fr
Accès aux soins	Agence Régionale de santé	Poste chargé de mission - APMV
Accompagnement social des gens du voyage	Département - Direction des solidarités	Service Logement N° tel : 04 76 00 36 44 Mail : dso.logement@isere.fr
	Services sociaux du Département / maisons de territoire	En fonction du lieu de résidence
	APMV	Antenne de Grenoble : 76 rue des Alliés – 38100 GRENOBLE N° tel : 04 76 49 01 03 Antenne de Bourgoin-Jallieu : 3 rue Jean Henri Fabre- 38300 BOURGOIN JALLIEU N° tel : 04 37 03 17 51 Antenne de Roussillon : 9 place de l'Edit- 38150 ROUSSILLON N° tel : 04 74 86 65 91
Stationnements illicites	Préfecture / services de police	Bureau de la Sécurité intérieure et de l'Ordre public N° tel : 04.76.60.34.00 Mail : pref-siop@isere.gouv.fr

ANNEXE 3 – CONDITIONS ACTUELLES D'UTILISATION DES AIRES DE GRAND PASSAGE ISEROISES

Collectivité	Répartition	Caution	Redevance	Prix eau/m3	Prix électricité / kWh	Pièces demandées
Echirolles /AGP	Par groupe	1500 €	400 € à partir de 50 caravanes	2 €	0.12 €	
Vienne AGP	41 à 60 caravanes	500 €	200 €	2,42 € à 2,52 €	0.12 €	
	61 à 80 caravanes	1000 €	300 €			
	81 à 100 caravanes	1500 €	400 €			
Crolles AGP	groupe	500 €	7 € par caravane et par semaine	2.16 €	0.12 €	
Beaucroissant AGP	groupe	2000 €	400 € par semaine	2 €	0.12 €	
Villefontaine AGP	20 à 60 caravanes	1000 €	200 € par semaine	2 €	0.15 €	Papier d'identité / cartes grises des véhicules
	+ de 60 caravanes		300 € par semaine			

ANNEXE 4 - CONDITIONS ACTUELLES D'UTILISATION DES AIRES D'ACCUEIL ISEROISES

Aire d'Accueil	Nature	Caution femp	Tarif emplacement	Eau/m3	Elec. kWh	Autres frais	Autres
Rives	Passage	50 €	3,30 (1er-42è jour), 1,50€ (IPMR), 5€ (43-70) 2,50€ (PMR), 7€ (71-...), 3,50€ (PMR)	2 €	0,15€	50€ avance sur fluides	
	Séjour	50 €	55€/mois	2 €	0,15€	50€ avance sur fluides	
CCBE	Apprieu / Séjour	50 €	50€/mois	2,876	0,12€		Stationnement maximum de 9 mois. Délai de carence d'un mois entre deux séjours
	Colombe / Séjour	50 €	50€/mois	2,87 €	0,12€		Stationnement maximum de 9 mois. Délai de carence d'un mois entre deux séjours
	Le Grand Lemps / Passage	50 €	— 2,50€ (1er-420), 54(43-70), 7€ (71-90)	2,87 €	0,12€		Stationnement maximum de 3 mois. Délai de carence d'un mois entre deux séjours
SAGAV	Isle l'Aboau / Passage	100 €	2,50€/jour	3,50 €	0,15 €		Etre à jour financièrement Délai de carence de 3 mois entre deux séjours
	Bourgoin-Jallieu / Passage						
	Bourgoin-Jallieu / Séjour						
	Saint-Jean de Soudain / Passage						
	Les Abrets !Passage						
Tullins	Passage	100 €	1,65€/jour (1-60), 2,75€/jour (61-75), 3,85€/jour (76-90)	2,30 €	0,15€		Stationnement maximum de 3 mois Délai de carence entre deux séjours ' 1 mois
La Mure	Passage	1000	10€ (1-2 essieux moins de 4 m) 15€ (+de 3 essieux, plus de 4m)	1€(1-2essieux de 4m) 1,50€ (+ 3 essieu .4m) 20(2 caravaras)	1,50€/kWh (1-2 essieu - de 4m) 2€(+ de 3 essieux . de 4m) 2,50€ (2 carav)		Fermeture pour raison climatique du 1er octobre au 31 mars de chaque année
Villard Bonnot	Séjour	/	5€/jour	Compris dans la redevance			Délai de carence entre deux séjours i 15 jours
	Passage	/	5€/ jour	Compris dans la redevance			Délai de carence entre deux séjours . 3 mois

Aire d'Accueil	Nature	Caution em pit	Tarif emplacement	Eau/m 3	Elec. KWh	Autres frais	Autre
CC Balcons du dauphiné	Frontonas/ Séjour	100 €	2,50€/jour	3 €	0,15€	50€ avance sur fluides	Stationnement maxi 9 mois. Délai entre deux séjour, minimum 3 ^{mois} Etat des lieux entrée et sortie Ouverture du site 12 mois
Voiron	Passage / Séjour	60 €	AAP : 1,65€ jour (1 er- 42è jr) 2,75€ (43-50), 3,85€ (51-57), 4,95€ (58-....) AAS 1,65€ Jour	3 €	0,12€	Avance sur conso.	Stationnement 3 mois max ou 90 jours (AP) -3 mois entre deux séjour. Station-nement 9 mois ou 270 jours consécutifs (AS) - 1 mois entre deux séjour. Etat des lieux entrée et sortie Partie sur scolarisation obligatoire 6-16 ans Ouverture du site 12 mois
Charvieu-Chavagneux							
Méтро	Passage	100 €	2,50€/jour (1er-70è jr), 5€ (71-90)	2 €	0,12€	Ancien séjour non aménagés en passage. Redevance 60€/mois, caution 50€/ emplacement. Eau/Electricit : sans changement	Séjour maximum de 3 mois. Délai entre deux séjours de 2 mois
	Séjour	50 €	2,50€/jr	2 €	0,12€		Séjour maximum de 9 mois. Délai de carence entre deux séjour est d'1 mois.
Vienne Condrieu Agglo	Pont-Evègue / Passage	50 €	3€t (1 à 42 nuits), 6€ (43-56), 9€ (57-...)				Stationnement maximum de 3 mois sur 12 mois (dérogation exceptionnelle possible)
	Chasse-sur-Rhône / Passage		3€ (1 à 42 nuits), 6€ (43-56), 9€ (57-...)				Stationnement maximum de 3 mois sur 12 mois (dérogation exceptionnelle possible)
	Chasse-sur-Rhône / Séjour		3Ejour				Stationnement maximum de 9 mois sur une période de 12 mois
Grésivau-clan	Pontcharra / Passage	50 €	5€/jour	compris dans le forfait			Stationnement maximum 3 mois
	Saint-Ismier / Séjour (Terrain Familial)	50 €	70€/mois	contrat individuel			
CCPR	Chanas / Séjour	50 €	3€/jour	2 €	0,11€		Stationnement maximum de 9 mois
	Sablons / Passage	50 €	3€ (1er-45è jour), 6€ (46-90)	2 €	0,11€		Stationnement maximum de 3 mois
	Saint Maurice l'Exil / Pas-	50 €	3€ (1 er-45e jour), 6€ (46-90)	2 €	0,11€		Stationnement maximum de 3 mois

ANNEXE 5 – CONSTRUCTION D’UN CADRE REFERENTIEL

Cadre réglementaire actuel : décret N° 2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d’accueil des gens du voyage

Circulaire du 5 juillet 2001 relative à l’application de la loi du 5 juillet 2000

Circulaire du 17 décembre 2003 relative aux terrains familiaux permettant l’installation des caravanes constituant l’habitat permanent de leurs utilisateurs.

Décrets en attente pour l’aménagement, l’entretien et la gestion des différents équipements (aires d’accueil, de grand passage et terrains familiaux)

Décret n°2017-1742 du 30 décembre 2014 relatif à l’aide à la gestion des aires d’accueil

Un cadre référentiel de recommandations relatives à la création, la rénovation et la gestion des aires d’accueil et terrains de grand passage pourra être formalisé – à partir des travaux réalisés par le bureau d’étude Caths et l’APMV - dans le cadre de l’animation du schéma départemental.

Ce cadre référentiel représenterait un outil d’accompagnement méthodologique pour les collectivités locales en charge de la mise en œuvre de ces projets. A ce titre, l’élaboration de ce cadre référentiel pourrait faire l’objet d’un groupe de travail spécifique rassemblant les collectivités locales intéressées et les partenaires sociaux et techniques (CAUE, AGEDEN, SOLIHA).

Préconisations aires de grands passages

Objectifs

Principes de localisation

Niveau qualitatif d’équipement à réaliser

Préconisations aires d’accueil

Objectifs

Principes de localisation

Niveau qualitatif d’équipement à réaliser

L’inscription dans le site (les besoins en réseaux urbains ou équipements associés, les limites avec le voisinage, l’accès)

L’organisation globale (principe d’organisation générale, les équipements communs, l’espace entre les emplacements, principes de composition)

L’aménagement d’un emplacement (besoins de surface libre, équipements individuels, protection des personnes)

Schéma de principe d’un emplacement

Principes de composition schématisés

La gestion des sites

Les enjeux de la gestion

Profil d’agent gestionnaire

Celui-ci pourrait s’accompagner d’un recensement de projets réalisés sur le territoire isérois mais aussi français et de bonnes pratiques.

ANNEXE 6 – ACCOMPAGNEMENT A LA SEDENTARISATION DES GENS DU VOYAGE

Diagnostic social des sites

Le Département continuera à accompagner les intercommunalités qui le souhaitent à la sédentarisation des gens du voyage.

Cette action s'inscrit pleinement dans les compétences départementales :

- Au titre de l'action sociale polyvalente
- Au titre de l'insertion
- Au titre du plan d'action pour le logement des personnes défavorisées.

La Sauvegarde Isère – service APMV dispose d'une connaissance fine des sites départementaux, notamment des aires d'accueil en voie de sédentarisation et des ménages qui y stationnent.

Elle pourra donc être missionnée pour réaliser le diagnostic social de l'occupation de ces sites, selon la méthodologie éprouvée durant la mission de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale portée par l'Etat et le département entre 2015 et 2017.

Il conviendra donc d'inscrire les sites à étudier dans le cadre d'une programmation annuelle, en lien avec les services du Département, de l'Etat et l'APMV.

Les conditions de financement de ces diagnostics restent à préciser.

Constitution de références pour les communes et EPCIs

En lien avec travail conduit dans le cadre du PDH et PALHDI pour la prise en compte de ces publics spécifiques, certains EPCI manifestent leur attente en termes d'accompagnement pour passer du diagnostic au projet à l'instar de la Communauté de Communes Bièvre Est suite aux rendus de la MOUS Sédentarisation.

Le service logement fort du pilotage des travaux de la MOUS et des rendus de SOLIHA a engrangé un certain nombre d'éléments méthodologiques et de préconisations pour le passage au projet

Les services de l'Etat et du Département proposent donc de constituer un fond de ressources pour les intercommunalités qui comprendra :

- Un cahier des charges type de consultation pour un accompagnement pré-opérationnel suite au diagnostic social du site (étude de capacité, mutabilité du site, documents d'urbanisme, préconisations

d'aménagement et chiffrage en fonction des solutions retenues)

- Une série d'exemples de terrains familiaux/habitat adapté
- Un référentiel d'aménagement basé sur les recommandations réglementaires et les bonnes pratiques qui optimisent le fonctionnement des équipements

Par ailleurs, un travail avec caue-alec-ageden sera engagé afin de formaliser ces éléments et compléments sur l'approche paysagère, architecturale et énergétique essentielles dans la conception de ces projets d'habitat spécifiques et innovants.

Ce travail pourra s'appuyer sur une expérimentation à mener sur la communauté de communes de Bièvre-Est dans la phase projet de sédentarisation.

ANNEXE 7 – GOUVERNANCE

Commission départementale consultative des gens du voyage :

Pilotage : Etat – Direction de la cohésion sociale/Direction départementale des territoires/Préfecture
Département – Direction des solidarités

Membres : Voir arrêté préfectoral

Rythme : 2 réunions annuelles au moins (cf décret n°2017-921 du 9 mai 2017)

Comité technique de suivi du schéma

Pilotage : Etat – Direction de la cohésion sociale/Direction départementale des territoires
Département – Direction des solidarités / Direction départementale de l'éducation et de la jeunesse / Directions territoriales au besoin

Membres : ensemble des EPCIs concernés par les obligations inscrites au schéma
APMV
Direction départementale de l'éducation nationale
Rectorat de l'Isère (CASNAV)
CAF
ARS
Bailleurs sociaux en fonction des sujets inscrits aux ordres du jour

Rythme : 3 réunions annuelles – calendrier fixé en début d'année

La composition du comité technique pourra varier en fonction des sujets portés à l'ordre du jour.

Au moins une réunion annuelle pour traiter de l'accompagnement social.

Réunion annuelle d'organisation des grands passages

Pilotage : Etat – Direction de la cohésion sociale/Préfecture

Membres : Services de l'État : Sous-préfectures, DDSP, gendarmerie
Département Ensemble des EPCI concernés par les obligations du schéma
Gestionnaires des aires
Coordonnateur départemental pour les gens du voyage

Rythme annuel : 1 réunion annuelle départementale – avec possibilité d'une réunion par arrondissement préalable à la réunion départementale pour le recueil des propositions des EPCI pour des terrains provisoires en l'absence d'équipements réalisés.

ANNEXE 8 – CONTEXTE LEGAL SCOLARISATION

La loi prévoit que l'instruction est obligatoire pour les enfants entre six et seize ans. Les familles ont l'obligation de scolariser leurs enfants relevant de l'obligation scolaire. Les maires pour les écoles et l'inspecteur d'académie pour le second degré sont tenus de procéder à l'affectation de ces jeunes. Les enfants du voyage ont droit à une scolarisation dans les mêmes conditions que les autres enfants, quelles que soient la durée et les modalités de stationnement ou de séjour (même en cas d'irrespect des règles d'urbanisme) de leur famille.

La **circulaire n°2012-142** définit au niveau national « *les orientations et principes généraux de scolarisation des enfants itinérants (EFIV) ou sédentarisés depuis peu ayant besoin d'une attention particulière du fait d'un mode de relation discontinu à l'école* ». Le droit commun s'applique (l'instruction est assurée prioritairement dans les établissements d'enseignement) mais des dispositifs particuliers peuvent être mis en place de façon transitoire. L'enseignement à distance peut être « *envisagé, partiellement ou totalement, pour permettre la scolarité de ceux dont la fréquentation scolaire assidue est rendue difficile par la très grande mobilité de leur famille* ». L'éducation nationale considère que cette modalité ne devrait concerner que les « *cas avérés de déplacements fréquents* ».

La **circulaire « Elèves itinérants » du recteur de l'académie de Grenoble (janvier 2013)** souligne la nécessité pour le système éducatif de faire preuve de « *souplesse et de capacité d'adaptation* » pour répondre aux besoins spécifiques de ces élèves. Le recteur présente le cadre d'une nouvelle organisation, qui s'appuie notamment sur le CASNAV (coordination, formation, pilotage) et la Direction Départementale des services de l'Education Nationale (DSDEN), avec la nomination d'un chargé de mission.

Les **Centres Académiques pour la Scolarisation des Nouveaux Arrivants et des enfants du Voyage (CASNAV)**, placés auprès des recteurs, sont à la fois des centres de ressources pour les établissements, des pôles d'expertise et des instances de coopération et de médiation avec les partenaires institutionnels et associatifs de l'école. Depuis la création du **poste de coordinateur départemental en 2013**, diverses thématiques ont été étudiées dans le cadre de groupes de travail (mise en place d'un livret de suivi pédagogique, création de supports pour faciliter les démarches d'inscription administrative). Avec l'arrivée en 2017 d'une nouvelle équipe de coordination, le CASNAV pourrait renforcer son rôle de pilote et accompagner les expérimentations locales visant à trouver des solutions pour des situations individuelles complexes, en lien avec la chargée de mission enfants du voyage de la DSDEN.

La création en 2015 du poste de **chargée de mission enfants du voyage rattachée aux services départementaux de l'Education Nationale** est un réel atout, tant pour son rôle de médiation entre l'institution scolaire et les parents que pour son rôle de formation et

d'accompagnement des personnels pédagogiques. Un partenariat entre la chargée de mission et le **service social APMV** (rôle de repérage et de médiation auprès des familles) permet d'assurer une intervention plus efficiente pour favoriser la scolarisation et éviter le décrochage scolaire dans certaines situations individuelles.

La chargée de mission facilite aussi l'accueil des enfants itinérants lors de l'arrivée d'un groupe de grand passage et analyse les demandes d'inscription en classe réglementée par le CNED (enseignement à distance gratuit pour les familles justifiant d'un motif d'itinérance). Ce travail vise à limiter le recours à cette modalité de scolarisation pour les enfants au niveau élémentaire (prioritairement) et au niveau secondaire afin de favoriser l'accueil en établissement lorsque la mobilité de la famille est faible. Ainsi cette modalité peut être réservée aux enfants dont les parents sont itinérants. Toutefois, dans ce cas, un travail reste à faire pour compléter l'offre du CNED et apporter un soutien aux élèves inscrits pour l'enseignement à distance.

La **loi relative à l'égalité et à la citoyenneté adoptée en 2016** prévoit désormais la possibilité de double inscription au Centre National d'Enseignement à Distance (CNED) et dans un établissement d'enseignement (public ou privé).

La réussite éducative (qui vise l'épanouissement et la socialisation) ne peut être améliorée que par l'implication des différents acteurs : parents, enseignants, travailleurs sociaux, animateurs... Une coordination est indispensable, d'où l'importance d'un pilote clairement identifié pour l'animation du volet éducatif (qui peut être le CASNAV de l'académie de Grenoble).

ANNEXE 9 – GUIDE DES PROCEDURES D'EVACUATION

Ce guide a pour objet de présenter les procédures d'évacuation forcée auxquelles les présidents d'établissements publics à coopération intercommunales (EPCI) ou les maires peuvent recourir lorsqu'ils sont confrontés à une installation illicite de gens du voyage sur leur territoire.

Préalable : avant toute demande d'évacuation, s'assurer que les personnes stationnant sont bien des gens du voyage, c'est-à-dire que leurs habitats sont des résidences mobiles et que l'occupation comporte du matériel automobile ou tracté.

La procédure juridictionnelle d'expulsion

Texte de référence

Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage modifiée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 et par la loi n°2018-957 du 07 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites.

Personnes publiques ou privées concernées par la procédure :

Tout propriétaire, public ou privé.

Tribunal compétent :

- Si le terrain occupé appartient au domaine public d'une personne publique, celle-ci peut saisir le tribunal administratif (TA) en référé au titre de l'article L. 521-3 du code de justice administrative (référé « mesures utiles »), dont les modalités ont été précisées par l'arrêt « SARL Icomatex » du conseil d'Etat (l'action doit présenter un caractère d'urgence et ne se heurter à aucune contestation sérieuse). La requête est alors recevable même en l'absence de décision administrative préalable.
- Si l'occupation illicite porte sur une dépendance du domaine privé d'une personne publique, ou une dépendance de la voirie routière (ex : parcs de stationnement), la personne publique propriétaire saisit les tribunaux judiciaires, donc le tribunal de grande instance.
- Si l'occupation illicite porte sur un terrain privé, le propriétaire ou l'occupant légal peut saisir, par référé, le président du tribunal de grande instance (TGI).

Déroulement de la procédure

La procédure décrite ci-dessous concerne la saisine du Président du TGI

1. Saisine du tribunal de grande instance

- La procédure a un coût, qui comprend les frais d'enregistrement de la plainte, à quoi s'ajoutent les frais d'huissier et d'avocat.
- Le maire ou le propriétaire fait constater le stationnement illicite et saisit ensuite le président du TGI en référé, par voie d'assignation (qui est la plus rapide des

procédures civiles). Le dossier remis au juge doit comporter le procès-verbal et le titre ou l'acte attestant de la propriété sur le terrain concerné.

- Lorsque le cas présente un caractère d'urgence, la procédure « d'heure à heure » peut être utilisée. Elle permet au demandeur d'assigner même les jours chômés ou fériés.

2. Notification du jugement d'expulsion

- Si le juge statue en faveur du propriétaire, il prend une ordonnance d'expulsion, qui peut être assortie d'une astreinte et qui est immédiatement exécutoire, même si elle fait l'objet d'un appel. Le juge peut, outre la décision d'expulsion, demander aux occupants de rejoindre l'aire d'accueil aménagée : dans ce cas, il n'est pas nécessaire pour le maire de relancer la procédure en cas de déplacement des caravanes sur un autre terrain de la commune.
- L'huissier notifie le jugement d'expulsion aux occupants illégaux du terrain, et leur commande de quitter les lieux. Si le juge l'autorise, l'exécution peut également avoir lieu sur simple présentation du jugement, ce qui évite la procédure de signification et donc les problèmes d'identification.
- En cas de refus des gens du voyage de quitter les lieux, l'huissier peut demander une réquisition de la force publique au préfet, qui décide seul de l'accorder ou non.

NB - Cette procédure n'est pas applicable lorsque les gens du voyage sont propriétaires du terrain sur lequel ils stationnent, ou lorsqu'ils disposent d'une autorisation d'aménagement d'un terrain de camping ou d'un parc résidentiel pour Habitat Léger de Loisirs (HLL), ou encore lorsqu'il s'agit d'un terrain familial bénéficiant d'une autorisation d'aménagement pour permettre une telle installation.

La procédure juridictionnelle de condamnation pénale

Texte de référence

Loi n°2003-239 du 18 mars 2003 de Sécurité intérieure (Articles 53 à 58 relatifs aux gens du voyage)

Personnes publiques ou privées concernées par la procédure

- Les communes de plus de 5 000 habitants qui répondent aux obligations fixées par le schéma départemental d'accueil des gens du voyage ou bénéficient du délai supplémentaire prévu au III de l'article 2 de la loi du 5 juillet 2000.
- Les communes de moins de 5 000 habitants, non-inscrites au schéma départemental.
- Les communes de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas encore rempli leurs obligations légales, mais qui disposent d'un emplacement provisoire ayant reçu l'agrément du préfet conformément aux dispositions du décret. Dans ce cas, le recours à la procédure d'expulsion ne sera possible que dans un délai de 6 mois suivant la date de l'agrément.
- Les communes qui décident, sans y être tenues, de contribuer au financement d'une aire d'accueil, ou qui appartiennent à un groupement de communes qui s'est doté de la compétence « aires d'accueil ».

- Tout propriétaire privé, que sa commune soit ou non en conformité avec le schéma départemental.

Déroulement de la procédure

- Cette procédure peut être engagée parallèlement à une procédure d'expulsion.
- Les officiers de police judiciaire (OPJ) constatent l'infraction (article 40 du code de procédure pénale) ; si aucune solution à l'amiable entre l'élu et le contrevenant n'a pu aboutir, le procès verbal est dressé et transmis au parquet.
- Le parquet décide de l'opportunité d'engager des poursuites : 3 issues possibles :
 - ➔ un classement sans suite
 - ➔ une audience directement au tribunal correctionnel (article 40-1 du code de procédure pénale)
 - ➔ le plus souvent, il est décidé d'envoyer l'affaire en médiation pénale afin de rechercher des solutions, de rappeler le contrevenant à la loi (et lui éviter un casier judiciaire).

Procédure administrative d'évacuation forcée

Textes de référence

Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance (articles 27 à 30)

Loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'habitat et l'accueil des gens du voyage, modifiée par la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et par la loi n°2018-957 du 07 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites.

Cette procédure administrative s'opère par saisine du Préfet qui pourra procéder, après mise en demeure de quitter les lieux restés sans effet, à l'évacuation forcée du groupe concerné. Strictement encadrée pour assurer le respect des libertés publiques et des droits des intéressés, sa mise en œuvre nécessite, en sus du trouble à l'ordre public, que plusieurs conditions réglementaires soient réunies.

Attention :

la procédure administrative ne s'applique pas lorsque les gens du voyage :

- ➔ ***sont propriétaires du terrain sur lequel ils stationnent***
- ➔ ***stationnent sur un terrain de camping, une aire d'accueil ou un terrain familial***

Communes concernées par la procédure

- Les communes de plus de 5 000 habitants qui répondent aux obligations fixées par le schéma départemental d'accueil des gens du voyage.
- Les communes de moins de 5 000 habitants, non-inscrites au schéma départemental.
- Les communes qui décident, sans y être tenues, de contribuer au financement d'une aire d'accueil, ou qui appartiennent à un groupement de communes qui s'est doté de la compétence « aires d'accueil ».
- Les communes de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas encore rempli leurs obligations, mais qui bénéficient d'un délai de deux ans supplémentaire par la manifestation de leur volonté de se conformer à ces obligations.
- Les communes de plus de 5 000 habitants qui disposent d'un emplacement provisoire ayant reçu l'agrément du préfet conformément aux dispositions du décret

du 3 mai 2007. Dans ce cas, le recours à la procédure d'expulsion ne sera possible que pendant la durée de l'agrément.

Pour ces communes, la loi prévoit, pour le maire ou pour le propriétaire d'un terrain privé situé sur le territoire de cette commune, la possibilité de saisir directement le préfet.

Conditions de mise en œuvre

1. La collectivité doit répondre à deux obligations :

- L'autorité qui détient le pouvoir de police spéciale en matière de stationnement des gens du voyage (le président de l'EPCI ou le maire si il s'est opposé au transfert du pouvoir de police) doit avoir pris un arrêté intercommunal ou municipal d'interdiction de stationnement sur le territoire de l'EPCI ou de la commune en dehors des aires d'accueil et/ou de grands passages.

L'arrêté du maire doit être affiché et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

L'arrêté du président de l'EPCI doit être affiché dans chaque mairie, à l'exception des communes de moins de 5000 habitants, et publié au recueil des actes administratifs de l'EPCI.

- La collectivité concernée doit remplir ses obligations au regard de la réglementation de l'accueil des gens du voyage (schéma départemental).

2. Le stationnement illégal doit porter une atteinte à la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publique.

Cette condition est appréciée par le préfet sur la base des rapports de police ou de gendarmerie que sollicite la préfecture, mais également au regard des faits portés à sa connaissance par écrit par le demandeur. Elle est indispensable à la mise en oeuvre de la procédure.

Ces différents troubles peuvent se caractériser de la manière suivante :

- ***pour la sécurité publique*** : il peut s'agir notamment des branchements non licites effectués sur les bornes incendie et/ou électricité, d'un trouble causé à la sécurité routière ou d'une installation dans des lieux compromettant la sécurité des personnes (proximité d'une voie ferrée, d'un chantier, d'une autoroute, etc.) ;
- ***pour la tranquillité publique*** : il s'agit notamment des installations qui ont lieu sur des espaces agricoles ou gênant l'usage normal du terrain par les usagers (parking desservant une zone d'habitation, une zone industrielle ou commerciale, terrain servant à des activités municipales, scolaires, sportives, culturelles etc.) ou encore qui ont lieu à proximité d'une zone d'habitation et provoquent de nombreuses doléances et plaintes de la part des riverains ;
- ***pour la salubrité publique*** : les troubles sont traditionnellement caractérisés par

l'absence de sanitaires et/ou la présence de nombreux déchets, compte tenu de l'absence de bennes d'ordures ménagères et la présence notamment de déjections humaines, etc.

Déroulement de la procédure

1. Le préfet est saisi d'une demande du président d'EPCI ou du maire, du propriétaire ou du titulaire du droit d'usage

La collectivité détentrice du pouvoir de police spéciale, le propriétaire ou l'exploitant du terrain, saisit le préfet en précisant :

- la localisation exacte de l'installation et le nombre de caravanes concernées ;
- la preuve que la commune peut bénéficier de la procédure (arrêté ou délibération portant mise en place des aires d'accueil, délibération transférant la compétence à un EPCI...);
- l'arrêté municipal ou intercommunal interdisant le stationnement des gens de voyage en dehors des aires aménagées et la preuve de son caractère exécutoire (transmission au représentant de l'Etat, publicité par l'affichage et/ou publication au recueil des actes administratifs) ;
- un rapport détaillé précisant la nature et l'ampleur des troubles à la sécurité, la tranquillité et/ou la salubrité publiques (photos, plaintes, ou tout autre document à l'appui...)

1. Le préfet demande à la police ou gendarmerie nationale d'établir un procès-verbal de renseignement administratif sur les troubles ou risques de trouble à l'ordre public.
2. Si les troubles sont avérés et en cas d'échec des actions de médiation, le préfet peut prendre un arrêté portant mise en demeure d'évacuer les lieux.
3. Les forces de l'ordre notifient la mise en demeure préfectorale aux occupants et au président d'EPCI, maire ou propriétaire.

L'arrêté doit également être affiché sur les lieux et à la mairie.

Une preuve de la formalité d'affichage est adressée par la mairie à la préfecture.

Le refus des occupants de recevoir notification est sans effet sur la régularité de la procédure. Une fois la mise en demeure notifiée, les occupants disposent au maximum de 24 h pour quitter les lieux.

4. Si les occupants ne partent pas dans le délai fixé par la mise en œuvre (généralement 24h), le préfet peut alors procéder à une évacuation forcée.

Au-delà de 20 caravanes, les forces de l'ordre ne pouvant pas, sur leurs seules ressources, procéder à l'expulsion, une demande de renfort doit être effectuée auprès de la zone de défense. C'est en fonction des moyens disponibles que la date de l'opération d'expulsion est fixée .

5. A l'issue de la notification de l'arrêté de mise en demeure, les occupants peuvent saisir le juge administratif en référé.

Si un tel recours est formé par les occupants, le tribunal administratif dispose de 48 h pour statuer, délai pendant lequel l'exécution de la mesure est suspendue.

Nouveauté apportée par la loi du 27 janvier 2017 sur la portée de la mise en demeure : possibilité d'une nouvelle évacuation forcée sur le périmètre du détenteur du pouvoir de police

Cette dernière loi permet désormais de traiter les situations dans lesquelles un groupe, après avoir commis un premier stationnement illicite, quitte les lieux et s'installe de manière tout aussi illégale sur un autre terrain, à proximité.

Ainsi, la mise en demeure du préfet continue de s'appliquer lorsqu'une même caravane (ou un groupe de caravanes) procède à un nouveau stationnement illicite répondant aux trois conditions cumulatives suivantes :

- être effectué dans un délai de sept jours à compter de la notification de la mise en demeure aux occupants illicites du premier terrain ;
- être en violation du même arrêté d'interdiction de stationnement, et donc concerner le même groupe, sur le territoire de la même commune ou sur le territoire de l'EPCI lorsque son président dispose du pouvoir de police spéciale ;
- porter la même atteinte à l'ordre public.

Si ces trois conditions sont réunies, le président de l'EPCI ou le maire peut alors saisir le préfet et, après examen du nouveau procès-verbal de renseignement administratif produit par les forces de l'ordre, ce dernier pourra procéder alors à une évacuation forcée.

ANNEXE 10 – LES FINANCEMENTS MOBILISABLES

Les financements s'appliquent exclusivement pour les communes nouvellement inscrites au schéma départemental.

Les aires de grand passages

Aucun financement n'est prévu.

Les aires d'accueil

Pour des nouvelles communes ayant franchi le seuil des 5000 habitants lors du dernier recensement de la population (décret n°2008-1477 du 30 décembre 2008) un financement à la hauteur de 70 % de la dépense totale hors taxe, dans la limite de plafonds de 10 671,50€ par place, est mobilisable.

Pour l'ensemble des communes

Les terrains familiaux

Les terrains familiaux locatifs **pour les nouvelles communes inscrites au schéma**, prévus par le schéma révisé, pourront être financés à hauteur de 70 % de la dépense totale hors taxe, dans la limite d'un plafond subventionnable de 15 245€ par place de caravanes.

La circulaire du 17 décembre 2003 relative aux terrains familiaux, permettant l'installation de caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs, donne une définition de cet équipement : « les terrains familiaux, contrairement aux aires d'accueil, ne sont pas assimilable à des équipements publics. Ils correspondent à un habitat privé qui peut être locatif ou en pleine propriété. Réalisés à l'initiative de personnes morales, publiques ou privées, ces terrains constituent des opérations d'aménagement à caractère privé ». Dans les mêmes conditions financières que les aires d'accueil prévues par le schéma départemental et en application de la loi du 5 juillet 2000, les terrains familiaux locatifs doivent être réalisés par les collectivités locales, seuls bénéficiaires des subventions de l'État.

L'habitat adapté

Le programme PLAI adaptés vise la production de logements ordinaires ou logements structures à très bas niveau de quittance (avec des charges maîtrisées), réservés aux

ménages cumulant des difficultés financières et sociales, et nécessitant une gestion locative adaptée, et le cas échéant un accompagnement social ou des configurations de logements spécifiques.

Le coût d'usage des logements doit être adapté aux ressources des ménages, au regard de la solvabilisation par l'APL et des coûts associés aux loyers : la dépense de logement (loyer+charges, y compris énergie et eau) doit être inférieure au loyer plafond APL.

Depuis 2016, les maîtres d'ouvrage peuvent déposer leurs dossiers au fil de l'eau, sans échéance fixe auprès des services de l'État avec une sélection en région des projets.

Les projets retenus bénéficieront d'une subvention accordée par le FNAP (Fonds national des aides à la pierre), en complément des aides octroyées pour un PLAI « classique ». Cette subvention complémentaire d'un montant compris entre 5 600€ et 13 900€ ne doit pas venir compenser un désengagement des autres financeurs.

Pour les logements (de type T5 ou plus) destinés aux grandes familles (plus de 4 personnes à charge), l'opération bénéficie automatiquement, en plus de la subvention définie ci-dessus, d'une prime de 2000€ par logement PLAI adapté. Le maître d'ouvrage doit dans son dossier de candidature préciser cette spécificité si son opération est concernée par cette mesure.

Conformément aux dispositions du R 331-25-1 du CCH (décret n°2013-670 du 24 juillet 2013), les décisions de subventions sont proposées dans le respect du cadre régional par :

- la DDT
- les délégataires des aides à la pierre.

Les opérations qui auront été retenues au niveau régional, seront ensuite agréées par la DDT et les délégataires des aides à la pierre dans le cadre de la programmation des logements locatifs sociaux de droit commun.

ANNEXE 11 – CADRE LEGISLATIF

1. Lois

- loi n°2017- 86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté
- loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite Loi ALUR
- loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion
- loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance (articles 27 et 28)
- loi du 13 juillet 2006 portant engagement nationale pour le logement (articles 1,65 et 89)
- loi de finances 2006 instituant la taxe d'habitation pour les résidences mobiles (article 92)
- loi n°2004-829 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (articles 163 et 201)
- loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (article 15)
- loi n°2003-239 du 18 mars pour la sécurité intérieure (articles 53 à 58)
- loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage
- loi n°2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites

2. Décrets d'application

- Décret N° 2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage
- Décrets en attente pour l'aménagement, l'entretien et la gestion des différents équipements (aires d'accueil, de grand passage et terrains familiaux)
- Décret n°2017-1742 du 30 décembre 2014 relatif à l'aide à la gestion des aires d'accueil
- Décret 2017-1522 du 2 novembre 2017 relatif aux personnes n'ayant en France ni domicile ni résidence fixe et pris pour l'application des articles 150,194 et 195 de la loi LEC (Egalité Citoyenneté) du 27 janvier 2017.

- ➔ Décret 2017-835 du 5 mai 2017 relatif aux dispositions particulières à certaines agglomérations en matière de réalisation de logements locatifs sociaux et pris pour l'application de la Loi Egalité Citoyenneté du 27 janvier 2017
- ➔ Décret du 9 mai 2017 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission départementale consultative des gens du voyage

3. Circulaires et instructions

- ➔ Circulaire du 5 juillet 2001 relative à l'application de la loi du 5 juillet 2000
- ➔ Circulaire du 17 décembre 2003 relative aux terrains familiaux permettant l'installation des caravanes constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.
- ➔ Circulaire du 19 avril 2017 relative à la loi 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté.
- ➔ Instruction annuelle sur l'organisation des grands passage, la dernière en date étant du 18 mai 2018

4. Codes

- ➔ Article L 111-4 du Code de l'Urbanisme

ANNEXE 12 – LISTE DES COMMUNES DE PLUS DE 5 000 HABITANTS

Bourgoin-Jallieu	La Verpillière	Saint Martin d'Uriage
Charvieu-Chavagneux	Le Péage de Roussillon	Saint Martin le Vinoux
Chasse sur Rhône	Le Pont de Claix	Saint Maurice l'Exil
Claix	Les Abrets en Dauphiné	Saint Quentin Fallavier
Coublevie	Les Avenières Veyrins-Thuellin	Sassenage
Crolles	Meylan	Seyssinet-Pariset
Domène	Moirans	Seyssins
Grenoble	Montbonnot St Martin	Tignieu-Jameysieu
Echirolles	Pont de Chéruy	Tullins
Eybens	Pont Evêque	Varces-Allières et Risset
Fontaine	Pontcharra	Vienne
Gières	Rives	Vif
L'Isle d'Abeau	Roussillon	Villard-Bonnot
La Côte St André	Saint Egrève	Villefontaine
La Mure	Saint Ismier	Vizille
La Tour du Pin	Saint Marcellin	Voiron
La Tronche	Saint Martin d'Hères	Voreppe



Arrêté n° 2019-179 du 29/01/2019

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale de
l'Agglomération grenobloise**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2018-4482 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4070 relatif aux attributions de la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise,

Vu l'arrêté n°2018-8316 portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise,

Vu l'arrêté nommant **Madame Bernadette Jalifier**, chef de service local de solidarité Grenoble ouest à compter du 1^{er} janvier 2019.

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à :

Madame Martine Henault, directrice du territoire de l'Agglomération grenobloise,

Madame Thérèse Cerri, directrice adjointe,

Madame Pascale Callec, directrice adjointe,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

pour les services thématiques :

Madame Céline Bray, chef du service développement social et à
Madame Coralie Girard, adjointe au chef du service développement social,

Monsieur Patrick Pichot, chef du service enfance famille et à
Madame Sylvie Lapergue, adjoint au chef du service enfance famille, et à

Monsieur Frédéric Blanchet, chef du service autonomie et à
Madame Ségolène Olivier, adjointe au chef du service autonomie,

Madame Véronique Nowak, chef du service éducation, et à
Monsieur Laurent Marquès, adjoint au chef du service éducation,

pour les services locaux de solidarité :

Madame Sophie Stourme, chef du service local de solidarité Echirolles et à
Madame Stéphanie Bergereau, adjointe au chef du service local de solidarité Echirolles,

Madame Valérie Buissière-Bonifaci chef du service local de solidarité Fontaine
Madame Cyrielle Mayo-De Vos, adjointe au chef du service local de solidarité Fontaine,

Madame Fabienne Bourgeois, chef du service local de solidarité Grenoble nord et à
Madame Marie De Bovadilla, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble nord,

Madame Christine Grechez, chef du service local de solidarité Grenoble sud et à
Madame Pascale Platini, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble sud,

Madame Geneviève Goy, chef du service local de solidarité Grenoble est et à
Madame Marie-Paule Guibert, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble est,

Madame Bernadette Jalifier, chef du service local de solidarité Grenoble ouest et à
(Poste vacant), adjoint au chef du service local de solidarité Grenoble ouest,

Madame Nathalie Reis, chef du service local de solidarité Meylan,

Madame Caroline Dussart, chef du service local de solidarité Pont-de-Claix et à
(Poste vacant), adjointe au chef du service local de solidarité Pont-de-Claix,

Madame Sylvie Bonnardel, chef du service local de solidarité Saint-Martin-d'Hères et à
Madame Clara Polge, adjointe au chef du service local de solidarité Saint-Martin-d'Hères,

Madame Dominique Para, chef du service local de solidarité Saint-Martin-le-Vinoux et à
Madame Valérie Trinh, adjointe au chef du service local de solidarité Saint-Martin-le-Vinoux,

Madame Claire Droux, chef du service local de solidarité Vizille,

Mesdames Julie Boisseau, Sarah Giraud, Marion Loron, Isabelle Lavarec, cadres d'appui TAG intervenant sur différents SLS.

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Isabelle Saintot**, coordinatrice de la cellule fonction support, pour signer tous les actes relatifs aux attributions de cette cellule.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Mesdames Perrine Rostaingt, Véronique Conte et Alexandra Grezanlé**, chargées de projet développement social, pour signer les contrats d'engagement réciproques dans le cadre du RSA.

Article 5 :

Délégation est donnée à **Madame Florence Allain**, chef de projet au service développement social, pour signer les actes relatifs aux demandes d'aides financières attribuées par le service développement social, aux décisions liées au dispositif hôtelier ainsi que les courriers adressés aux partenaires.

Article 6 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Martine Henault, directrice, et de
(Poste vacant), directeur adjoint, et de
Madame Thérèse Cerri, directrice adjointe, et
Madame Pascale Callec, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 7 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service ou d'un cadre d'appui, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou l'un des adjoints au chef de service, de la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise.

Article 8 :

En cas d'absence d'un chargé de projet développement social, la délégation qui lui est conférée par l'article 4 peut être assurée par l'un des autres chargés de projet développement social ou par le chef de service ou l'adjoint du service développement social

En cas d'absence du chargé de projet ASO, la délégation qui lui est conférée par l'article 5 peut être assurée par le chef ou l'adjoint au chef de service développement social.

Article 9 :

L'arrêté n° 2018-8316 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt en Préfecture : 31/01/2019



Arrêté n° 2019-556 du 31/01/2018

Arrêté relatif à l'organisation des services du Département

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, relative à la fonction publique territoriale,
Vu l'arrêté 2018-4482 relatif à l'organisation des services du Département,
Vu l'avis du comité technique du 14 janvier 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services,

Arrête :

Article 1 :

L'administration départementale est organisée sous l'autorité de la Directrice générale des services du Département.

Sont directement rattachés à la Directrice générale des services :

- le référent déontologue
- le service des assemblées
- la mission « vie des élus »
- la direction des relations extérieures composée des services suivants :
- la direction de la performance et de la modernisation du service au public composée des services

La Directrice générale des services est assistée :

- d'un Directeur général délégué exerçant les fonctions de directeur général adjoint chargé du pôle cadre de vie,
- d'un Directeur général adjoint chargé du pôle famille,
- d'un Directeur général adjoint chargé du pôle ressources,
- d'un Directeur général adjoint chargé du pôle attractivité,
- de chargés de missions.

Article 2 :

L'administration départementale est composée des directions suivantes :

2-1 Directions « départementales » :

- Mobilités
- Aménagement
- Constructions publiques et environnement de travail
- Solidarités
- Autonomie
- Education, jeunesse et sport
- Développement
- Culture et patrimoine
- Finances
- Affaires juridiques, des achats et des marchés
- Innovation numérique et systèmes d'information
- Aménagement numérique - très haut débit
- Ressources humaines

2-2 Directions « territoriales » :

- Agglomération grenobloise
- Bièvre-Valloire
- Grésivaudan
- Haut-Rhône dauphinois
- Isère rhodanienne
- Matheysine
- Oisans
- Porte des Alpes
- Sud-Grésivaudan
- Trièves
- Vals du Dauphiné
- Vercors
- Voironnais-Chartreuse

Article 3 :

Sont rattachées au Directeur général délégué, chargé du pôle cadre de vie, les directions départementales composées de leurs équipes de direction :

- Direction des mobilités
- Direction de l'aménagement
- Direction des constructions publiques et environnement de travail

Article 4 :

Sont rattachées au Directeur général adjoint chargé du pôle famille, les directions départementales composées de leurs équipes de direction :

- Direction des solidarités
- Direction de l'autonomie
- Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport

Article 5 :

Sont rattachées au Directeur général adjoint chargé du pôle ressources, les directions départementales composées de leurs équipes de direction :

- Direction des finances
- Direction des affaires juridiques, achats et des marchés
- Direction de l'innovation numérique et des systèmes d'information
- Direction des ressources humaines
- Service relations usagers

Article 6 :

Sont rattachées au Directeur général adjoint chargé du pôle attractivité du territoire, les directions départementales et territoriales composées de leurs équipes de direction :

- Direction de l'aménagement numérique – très haut débit
- Direction du développement
- Direction de la culture et du patrimoine
- Direction de l'Agglomération grenobloise
- Direction de Bièvre-Valloire :
- Direction du Grésivaudan
- Direction du Haut-Rhône dauphinois
- Direction de l'Isère rhodanienne
- Direction de la Matheysine
- Direction de l'Oisans
- Direction de la Porte des Alpes
- Direction du Sud Grésivaudan
- Direction du Trièves
- Direction des Vals du Dauphiné
- Direction du Vercors
- Direction de Voironnais-Chartreuse

Article 7 :

La présente organisation des services prend effet à compter du 1^{er} février 2019.

Article 8 :

Les dispositions de l'arrêté n° 2018-4482 sont abrogées.

Article 9 :

La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en préfecture : 31/01/2019



Arrêté n°2019-561 du
31/01/2019

Arrêté relatif aux attributions de la direction générale des services du Département

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n°2018-4449 relatif aux attributions de la direction générale des services du Département,

Vu l'avis favorable du comité technique du 14 janvier 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services,

Arrête :

Article 1 : Attributions de la direction générale des services :

La direction générale est chargée de piloter l'administration pour mettre en œuvre la feuille de route de la collectivité. A ce titre, elle définit les grandes orientations, manage l'ensemble des services et s'assure de la qualité des services rendus aux citoyens

1-1 Directrice générale des services :

La Directrice générale des services dirige l'administration départementale. Elle en assure le pilotage et le contrôle. Elle assure l'interface de l'administration départementale avec l'Exécutif et l'assemblée départementale.

1-2 Equipe de direction générale des services :

Pour l'exercice de ses missions, la Directrice générale des services est assistée:

- d'un Directeur général délégué, placé sous l'autorité directe de la Directrice générale des services. Le champ de la direction générale est partagé entre la Directrice générale des services et le Directeur général délégué. En outre, le Directeur général délégué est chargé du management du pôle cadre de vie.
- de trois directeurs généraux adjoints chargés respectivement des pôles famille, attractivité du territoire, ressources
- d'un chargé de la coordination,
- d'un responsable de la coordination.

1-3 Service des assemblées :

- garantir le fonctionnement des assemblées (coordination administrative et juridique, planification, organisation des sessions) et la gestion des représentations du Président et de l'assemblée départementale au sein des commissions administratives et des organismes extérieurs,
- assurer la gestion administrative du mandat de conseiller départemental : indemnités, retraites, veille juridique sur le statut de l' élu,
- contribuer au projet de dématérialisation de la collectivité,
- gérer la formation des élus.

1-4 Mission « vie des élus » :

- organiser et garantir la conduite des élus et personnalités invitées par les chauffeurs et assurer la gestion du pool de chauffeurs,
- gérer l'ensemble des frais de déplacements des élus et les mandats spéciaux,
- assurer la gestion et le fonctionnement du restaurant des élus, ainsi que sa participation à l'organisation des manifestations initiées par le Conseil départemental,
- assurer la gestion des secrétariats des vice-président(e)s et vice-président(e)s délégué(e)s,
- assurer la gestion des enveloppes des groupes politiques et des moyens matériels des élus.

1-5 Chargés de mission :

- un chargé de mission « citoyenneté » est rattaché au directeur général adjoint chargé du pôle famille.
- Un chargé de mission « sécurité » rattaché au directeur général adjoint chargé du pôle cadre de vie.

Article 2 :

Les dispositions de l'arrêté n° 2018-4449 sont abrogées.

Article 3 :

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 1^{er} février 2019.

Article 4 :

La Directrice générale des services est chargée du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt préfecture : 31/01/2019



Arrêté n° 2019-562 du 31/01/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction générale des services

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2019-561 relatif aux attributions de la direction générale des services du Département,

Vu l'arrêté n°2018-10530 portant délégation de signature pour la direction générale des services,

Vu l'arrêté n°2018-10528 portant nomination de **Madame Séverine Battin** en qualité de Directrice générale des services,

Vu l'arrêté n°2018-10529 portant nomination de **Monsieur Erik Malibeaux** en qualité de Directeur général délégué,

Vu l'arrêté n°2019-563 portant nomination de **Monsieur Hervé Monnet** en qualité de Directeur général adjoint,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Séverine Battin**, Directrice générale des services du Département, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs concernant les affaires du Département de l'Isère, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la Commission permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Séverine Battin**, délégation est donnée à **Monsieur Erik Malibeaux** à l'effet de signer tous actes ; arrêtés, correspondances et autres documents administratifs, relatifs aux articles 1 et 3, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la Commission permanente.

Article 3 :

L'intérim de fonction de Directrice générale adjointe chargée du pôle famille est assuré par **Madame Séverine Battin**. Délégation lui est donnée à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs afférant entrant dans ses attributions, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la Commission permanente.

Délégation est donnée à **Monsieur Erik Malibeaux**, Directeur général délégué, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs entrant dans ses attributions de Directeur général adjoint chargé du pôle cadre de vie à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la Commission permanente.

Délégation est donnée à :

Monsieur Laurent Lambert, Directeur général adjoint chargé du pôle attractivité du territoire, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs entrant dans ses attributions, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la Commission permanente.

Monsieur Hervé Monnet, Directeur général adjoint chargé du pôle ressources, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs entrant dans ses attributions, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la Commission permanente.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Séverine Battin** et de **Monsieur Erik Malibeaux**, la délégation qui leur est conférée aux articles 1, 2 et 3 peut être assurée par **Monsieur Laurent Lambert**, Directeur général adjoint ou **Hervé Monnet**, Directeur général adjoint.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des directeurs généraux adjoints, la délégation qui leur est conférée à l'article 3 peut être assurée par un autre directeur général adjoint mentionné à cet article.

Article 6 :

Délégation est donnée à :

Madame Karine Faiella, chef du service des assemblées,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans ses attributions, à l'exclusion des actes suivants :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la Commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la Commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.
- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine

Article 7 :

Délégation est donnée à :

Madame Michèle Sifferlen, chargée de mission vie des élus, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans ses attributions, à l'exclusion des actes suivants :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la Commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la Commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.
- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine

Article 8 :

En cas d'absence du chef de service des assemblées ou du chargé de mission vie des élus, la délégation qui leur est conférée par l'article 6 et 7 peut être assurée par l'un des directeurs généraux adjoints.

Article 9 :

L'arrêté n° 2018-10530 est abrogé à compter du 1^{er} février 2019.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt préfecture : 31/01/2019



**Arrêté n° 2019-828 du
15/02/2019**

Arrêté portant délégation de signature pour la direction générale des services

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n°2019-561 relatif aux attributions de la direction générale des services du Département,

Vu l'arrêté n°2019-562 portant délégation de signature pour la direction générale des services,

Vu l'arrêté n°2019-818 portant nomination de **Madame Séverine Battin** en qualité de Directrice générale des services,

Vu l'arrêté n°2019-819 portant nomination de **Monsieur Erik Malibeaux** en qualité de Directeur général délégué,

Vu l'arrêté n°2019-820 portant nomination de **Monsieur Hervé Monnet** en qualité de Directeur général adjoint,

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Séverine Battin**, Directrice générale des services du Département, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs concernant les affaires du Département de l'Isère, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Séverine Battin**, délégation est donnée à **Monsieur Erik Malibeaux** à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs, relatifs aux articles 1 et 3, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Article 3 :

L'intérim de fonction de Directrice générale adjointe chargée du pôle famille est assuré par **Madame Séverine Battin**. Délégation lui est donnée à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs afférant entrant dans ses attributions, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Délégation est donnée à **Monsieur Erik Malibeaux**, Directeur général délégué, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs entrant dans ses attributions de Directeur général adjoint chargé du pôle cadre de vie à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Délégation est donnée à **Monsieur Laurent Lambert**, Directeur général adjoint chargé du pôle attractivité du territoire, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs entrant dans ses attributions, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Monsieur Hervé Monnet, Directeur général adjoint chargé du pôle ressources, à l'effet de signer tous actes : arrêtés, correspondances et autres documents administratifs entrant dans ses attributions, à l'exception des rapports et communications au Conseil départemental et à la commission permanente.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Séverine Battin** et de **Monsieur Erik Malibeaux**, la délégation qui leur est conférée aux articles 1, 2 et 3 peut être assurée par **Monsieur Laurent Lambert**, Directeur général adjoint ou **Monsieur Hervé Monnet**, Directeur général adjoint.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des directeurs généraux adjoints, la délégation qui leur est conférée à l'article 3 peut être assurée par un autre directeur général adjoint mentionné à cet article.

Article 6 :

Délégation est donnée à **Madame Karine Faiella**, chef du service des assemblées, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans ses attributions, à l'exclusion des actes suivants :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 7 :

Délégation est donnée à **Madame Michèle Sifferlen**, chargée de mission vie des élus, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans ses attributions, à l'exclusion des actes suivants :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants, des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 8 :

En cas d'absence du chef de service des assemblées ou du chargé de mission vie des élus, la délégation qui leur est conférée par l'article 6 et 7 peut être assurée par l'un des directeurs généraux adjoints.

Article 9 :

L'arrêté n° 2019-562 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt préfecture : 15/02/2019



**EXTRAIT DES DÉCISIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 01 février 2019

DOSSIER N° 2019 C01 C 13 70

Politique : - Aménagement numérique
Programme : Wifi
Opération : Modernisation extension réseau WIFI

Objet : acquisition de droits d'usage de long terme, de réseaux de télécommunication auprès de TDF dans le cadre de l'extension du réseau Wifi Départemental

Dépôt en Préfecture le : 06 févr 2019

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N° 2019 C01 C 13 70,

Vu l'avis de la commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

d'approuver et d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les contrats particuliers et leurs annexes ci-joints, ainsi que tous les actes y afférents, en vue de l'acquisition auprès de TDF de droits d'usage irrévocables de long terme (8 ans) sur leur réseau de télécommunication, pour un montant total de 63 872 € HT (76 646,40 € TTC).

Sites TDF	Tarif du droit d'usage de 8 ans (selon configuration technique)	
	HT	TTC
Villard-de-Lans	31 936,00 €	38 323,20 €
Saint-Laurent-du-Pont	31 936,00 €	38 323,20 €
TOTAL	63 872,00 €	76 646,40 €

**CONTRAT PARTICULIER DE CESSION D'UN DROIT, IRREVOCABLE
ET EXCLUSIF D'USAGE DE LONG TERME**

**CONTRAT PARTICULIER N° DAV 1936 I
Site TDF de Villard de Lans 4 – Tancanier
IG : 3854804**

ENTRE :

TDF, société par actions simplifiée au capital de 166 956 512 Euros, dont le siège social est 155 bis avenue Pierre Brossolette, 92130 MONTRouGE, immatriculée sous le numéro SIREN 342 404 399 RCS Nanterre, représentée par, VERDIER Vincent

Ci-dessous dénommée « TDF »

D'UNE PART,

ET

Le Département de l'Isère, dont le siège est situé Hôtel du Département, 7 rue Fantin Latour, BP 1096 38022 Grenoble Cedex,

Représenté par le Président du Conseil départemental Monsieur Jean-Pierre BARBIER, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du

Ci-dessous dénommé « le Département de l'Isère »,

D'AUTRE PART,

Ci-après désignées ensemble les « Parties »

En application du Contrat Cadre **DAV20170331** en date du 31/03/2017, les Parties ont convenu de conclure le présent Contrat Particulier.

ARTICLE 1 – Définitions

En complément des définitions du Contrat Cadre, les termes suivants utilisés dans le présent Contrat Particulier auront la signification qui suit :

Equipement : désigne la Station Radioélectrique du Département installée sur le Site de TDF.

Demande d'Accès : désigne une demande de mise à disposition d'un élément de Réseaux exprimée par le Département de l'Isère à TDF ou une demande de modification de la configuration technique des équipements installés, sur le Site TDF. La Demande d'Accès comprend notamment : les références du Site concerné, la hauteur des emplacements sur le Pylône et le descriptif technique des équipements à installer (type, nombre, dimensions, réglages, ...). La Demande d'Accès indique également si le Département de l'Isère souhaite une adduction filaire, fibre optique ou cuivre.

Fibres Optiques Noires ou F.O.N. : désignent les fibres optiques noires dépourvues de tout équipement de télécommunication.

Ingénierie Simple : désigne un projet d'implantation de Station Radioélectrique ne nécessitant pas notamment :

- - de Travaux d'Infrastructure (notamment, les renforts, rehausses ou changements de pylône, constructions ou extensions de bâtiments, renforts d'amenée d'énergie, travaux de VRD (voiries – réseau – distribution), intégration environnementale),
- de démarches administratives ou juridiques (dépôt de déclaration de Travaux, de permis de construire, renégociation de bail...).

Ingénierie Complexe : désigne un projet d'implantation de Station Radioélectrique autre qu'une Ingénierie simple

HMA (ou Hauteur Médiane d'Antenne) : désigne la hauteur dans le Pylône du milieu d'une antenne (notamment parabole).

HMA Maximale ou HMA Max. : désigne la HMA de l'antenne la plus haute de la configuration technique de la station Radioélectrique.

Infrastructures : désigne l'ensemble des infrastructures propriété de - ou exploité par - TDF, notamment, le Pylône ou toute autre structure portante (château d'eau, tour), les bâtiments et les locaux techniques.

Puissance Electrique: désigne la puissance maximale délivrée à un instant t. Cette puissance électrique dite instantanée est exprimée en kVA.

SPH ou « Service Points Hauts » : désigne l'ensemble de services offerts par TDF au Département de l'Isère au titre du présent Contrat Cadre afin de lui permettre d'exploiter une Station Radioélectrique sur un Site TDF.

Site : désigne le lieu géographique, propriété de TDF ou exploité par TDF, sur lequel se trouve un ensemble d'Infrastructures et l'environnement technique nécessaires à l'exploitation de Stations Radioélectriques. Dans le cadre du présent contrat, les Sites objets de la prestation SPH seront des Sites Pylônes, à l'exclusion des Sites Toits/Terrasses.

Site Pylône : Site dont l'Infrastructure comporte un Pylône.

Station Radioélectrique : Une Station Radioélectrique Wifi + FH comporte :

- un équipement d'émission et de réception, composé de 1 à 6 antennes wifi/FH

- une unité de base (concentrateur ou baie) qui commande l'émission et la réception des signaux vers et en provenance des antennes ;
- des supports et des liens, optiques ou électriques, entre les antennes et l'unité de base ;
- des supports et des liens, optiques ou électriques, entre l'unité de base et d'autres équipements du réseau ;
- des équipements utilitaires (alimentation électrique, baie d'accueil, remontée d'alarme, ventilation,...) nécessaires à l'exploitation de la Station Radioélectrique).
- Les prestations fournies et préconisations techniques sont décrites et les limites techniques du droit d'usage sont décrites en annexe.

Une Station radioélectrique DIM comporte :

- un équipement d'émission et de réception, composé de 1 antenne ground plane et d'un ou deux FH d'un diamètre maximum de 0,30 m
- une unité de base (concentrateur ou baie) qui commande l'émission et la réception des signaux vers et en provenance des antennes ;
- des supports et des liens, optiques ou électriques, entre les antennes et l'unité de base ;
- des supports et des liens, optiques ou électriques, entre l'unité de base et d'autres équipements du réseau ;
- des équipements utilitaires (alimentation électrique, baie d'accueil, remontée d'alarme, ventilation,...) nécessaires à l'exploitation de la Station Radioélectrique).

ARTICLE 2 – Descriptif du Droit d'Usage

Les éléments sur lesquels porte le Droit d'Usage sont définis en annexe 1 du présent document (Avant Projet Détaillé).

ARTICLE 3 – Obligation des parties

3-1. Conditions d'utilisation du Droit d'Usage

Le Département de l'Isère installe ou fait installer chaque Equipement sous sa seule responsabilité. Il s'engage à respecter et à ce que les tiers intervenant pour son compte respectent, à l'occasion de la réalisation des travaux nécessaires à l'installation de ses Equipements, les normes et réglementations en vigueur et, plus généralement, les méthodes et règles de l'art préconisées à l'égard de ce type d'installation et, le cas échéant, celles spécifiques aux ouvrages de TDF utilisés comme supports qui lui auront été préalablement signalées, notamment celles décrites en Annexe « Spécifications d'installation de la Station radioélectrique » du Contrat Particulier. En tout état de cause, TDF conserve un droit de regard sur les conditions de réalisation desdits travaux sur le Réseau sans que ce droit ne puisse toutefois avoir pour effet d'engager à quelque titre que ce soit sa responsabilité à cet égard.

Au cas où l'exploitation future de TDF (pour son propre usage ou celle d'un tiers présent sur le Réseau ou l'Infrastructure d'accueil) gênerait le trafic du Département de l'Isère et dans la mesure où TDF ne peut ni déplacer ou modifier les Equipements, les Parties conviennent que TDF proposera des solutions techniques susceptibles d'être apportées à ladite gêne. TDF se réserve la possibilité de repositionner si cela est possible les Equipements du Département de l'Isère sur l'Infrastructure d'accueil, sans surcoût pour le Département de l'Isère. Si aucune solution n'apparaît possible, le Département de l'Isère pourra résilier le ou les Contrats Particuliers. Dans ce cas, TDF versera au Département de l'Isère une indemnité d'un montant, telle que prévue à l'Article « Résiliation pour non-respect des obligations essentielles des

Contrats Particuliers » anticipée pour cas de force majeure et cas assimilés » du Contrat Cadre.

Le Département de l'Isère fait son affaire des formalités habituelles en matière de demande d'autorisations administratives ou d'attribution de fréquences auprès des organismes habilités, lorsqu'elles sont exigibles pour l'exploitation de ses Equipements.

Tout au long de la durée du présent Contrat Particulier, les Parties s'assureront que leurs équipements respectifs sont conformes aux normes en vigueur et plus particulièrement aux normes de sécurité.

TDF se réserve le droit de déplacer, durant la durée du Contrat Particulier, chacun des éléments de l'Infrastructure d'accueil faisant l'objet du Droit d'Usage. Dans ce cas, TDF en informe le Département de l'Isère avec un préavis de 4 semaines. Si les travaux réalisés par TDF sont susceptibles d'entraîner la suspension temporaire des éléments de Réseau du Droit d'Usage, ou au fonctionnement des Equipements fixés aux Infrastructures d'accueil, le Département serait en droit de demander si cette suspension est supérieure à cinq (5) jours ouvrés, l'application d'une pénalité de 0,05% du prix hors taxe du prix forfaitaire du Droit d'Usage par jour de suspension. TDF s'engage à rétablir le bon fonctionnement des éléments du Droit d'Usage dans les plus brefs délais. Si une interruption temporaire du fait de TDF venait à durer plus de 3 mois, le Département pourra résilier le Contrat Particulier concerné. Dans ce cas, TDF versera au Département de l'Isère une indemnité d'un montant, tel que prévu à l'Article « Résiliation anticipée pour cas de force majeure et cas assimilés » du Contrat Cadre.

Le Département est responsable de l'exploitation des Equipements installées sur l'Infrastructure selon les normes en vigueur et dans le respect des préconisations techniques du constructeur de ces Equipements. Le Département de l'Isère s'engage :

- à exploiter le ou les Supports d'antennes exclusivement dans le ou les azimuts mentionnés dans l'APD ;
- à exploiter le cheminement de câbles exclusivement dédié aux Equipements fixés aux supports d'antennes et au sol faisant l'objet du droit d'usage et mentionnés dans l'APD ;
- exploiter les éléments du Réseau objet du Droit d'Usage exclusivement dans le but de recevoir les Equipements actifs dépendants des Equipements fixés aux supports d'antenne faisant l'objet du Droit d'Usage et mentionnés dans l'APD.

Le Département devra exploiter l'arrivée d'énergie exclusivement dans le but d'alimenter les Equipements installés sur l'emplacement au sol et le ou les supports faisant l'objet du Droit d'Usage. Le Département de l'Isère demeure responsable de l'exploitation de cette arrivée d'énergie selon les normes en vigueur et dans le respect des préconisations techniques des constructeurs d'appareillage électrique. Les installations électriques effectuées par le Département seront conformes aux normes en vigueur et aux spécifications particulières éventuelles de TDF. Elles pourront faire l'objet de vérifications périodiques sous le contrôle de TDF, dans le cadre des visites réglementaires, les modifications éventuelles restant à la charge du Département.

Toutes modifications de l'installation électrique devront faire l'objet d'un accord préalable de TDF et du distributeur d'énergie électrique, si nécessaire.

TDF fournit au Département l'énergie électrique basse tension 220 ou 380 V adaptée aux besoins du Département.

L'exploitation des Equipements par le Département ne devra en aucun cas gêner l'exploitation du Réseau par TDF.

Le Département assumera tous les risques liés à l'exploitation des éléments de Réseau faisant l'objet du Droit d'Usage.

Le Département devra entretenir les Equipements installés sur l'Infrastructure d'accueil, dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté à la dite Infrastructure aux équipements d'autres clients.

Le Département de l'Isère s'engage à informer TDF de toutes interventions de ses préposés ou des tiers intervenants pour son compte, sur l'Infrastructure, de manière à prévenir ou à planifier tous risques de co-activité.

Les travaux programmés concernant les interventions relevant de TDF de maintien ou d'amélioration de l'Infrastructures et/ou des éléments de l'Infrastructure objet du Droit d'Usage du Réseau, les opérations de maintenance programmées et essais de sécurité réglementaires, les mesures nécessaires pour s'assurer de la qualité de transmission ou de la diffusion (par exemple : mesures d'interférences, mesures des TOS, des guides d'ondes,...) sont susceptibles de provoquer une interruption des éléments de l'Infrastructure objet du Droit d'usage et peuvent entraîner la suspension temporaire du fonctionnement des Equipements du Département. En ce cas, le délai de prévenance minimal est fixé à quatre (4) semaines. Le défaut de réponse du Département dans les 8 jours ouvrables qui suivent la demande de TDF vaudra acceptation tacite du Département de l'Isère.

Les Parties se rapprocheront en vue d'essayer de minimiser les conséquences pour le Département et conviennent que :

- TDF fera ses meilleurs efforts pour que l'éventuelle suspension temporaire du fonctionnement des Equipements du Département intervienne de nuit et soit limitée à deux (2) heures et s'engage à ce que la durée n'excède pas trois (3) heures.
- TDF peut demander à titre exceptionnel au Département son accord pour augmenter la durée d'interruption au-delà de trois (3) heures et/ou la période d'intervention. TDF et le Département se rapprochent de manière à définir une plage d'intervention la moins gênante pour le Département.

En tout état de cause, qu'il s'agisse de son activité sur le Réseau dans le cadre de la phase d'installation ou dans le cadre de la phase d'exploitation, le Département est responsable vis-à-vis de TDF des dommages de toute nature causés par lui ou des tiers intervenant pour son compte dans les limites prévues à l'Article « Responsabilité » du Contrat Cadre. A cet égard, le Département s'engage à ce que ses interventions ou celles de tiers intervenant pour son compte ne causent aucun trouble, de quelque nature que ce soit, aux activités qui sont exercées par TDF et par tout tiers présent sur le Réseau ou l'infrastructure d'accueil. En cas de réclamation, contentieuse ou non, formée contre TDF à la suite d'un trouble causé par des interventions du Département ou de tiers intervenant pour son compte, le Département s'engage à garantir TDF de toutes les conséquences découlant du dit trouble.

Le Département ne pourra procéder à aucune modification de l'installation ou de la puissance d'émission-réception de ses Equipements, ni à aucun travaux, sans l'autorisation préalable écrite de TDF.

Le fonctionnement des Equipements ne devra en aucun cas gêner l'exploitation du Réseau ou de l'Infrastructure par TDF. Dans le cas où les Equipements perturberaient le fonctionnement des éléments de Réseau ou d'Infrastructure ou d'autres équipements installés sur le Site avant la Date de Mise à Disposition, le Département devra déplacer ou modifier les Equipements, à ses frais, après accord préalable écrit de TDF.

En sa qualité de gestionnaire du Réseau et des Infrastructures associées, TDF peut être amenée pour des raisons techniques ou de sécurité à demander une coupure immédiate de l'alimentation électrique de la Station Radioélectrique. A cette fin, le Département doit s'assurer de sa capacité à couper sur demande l'alimentation électrique de la Station Radioélectrique ou à fournir à TDF la capacité de mettre en œuvre cette coupure. Toute coupure sera justifiée par TDF.

3-2. Respect des Normes de champs électromagnétiques

a) Respect des Normes

Le Département s'engage à ce que les champs électromagnétique émis par ses Stations Radioélectriques respectent les valeurs limites d'expositions du public (ci-après les « Valeurs Limites ») fixées par le décret n°2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L.32 du Code des postes et communications électroniques ou toutes dispositions légales ou réglementaires ayant le même objet et se substituant ou complétant le Code des postes et communications électroniques ou le décret ci-dessus désigné.

A première demande de TDF, le Département s'engage à fournir dans un délai maximum de 30 jours calendaires un certificat de non dépassement des Valeurs Limites imposées par le décret précité, ou toutes dispositions légales ou réglementaires ayant le même objet et s'y substituant.

Si des mesures de champs électromagnétiques sont nécessaires à l'établissement du certificat de non dépassement, elles seront effectuées en conformités avec les dispositions des articles D.100 et D.101 du Code des postes et communications électroniques ou toutes dispositions légales ou réglementaires ayant le même objet et s'y substituant ou les complétant.

Dans l'hypothèse où les Valeurs Limites ne seraient pas respectées par le Département, ce dernier s'engage à déférer sans délai, à toute demande de TDF visant à une mise en conformité des Stations Radioélectriques du Département avec les Valeurs Limites.

En cas d'évolution de la réglementation en matière de champs électromagnétiques le Département s'assurera de la mise en conformité de ses Stations Radioélectriques. En cas d'impossibilité de s'y conformer dans les délais légaux, il suspendra les émissions des Stations Radioélectrique concernées jusqu'à leur mise en conformité.

Le non-respect des obligations et/ou des délais définis au présent article ouvre droit à TDF de procéder à la résiliation de plein droit du Contrat Particulier correspondant, sans préjudice du droit à réparation auquel elle pourrait prétendre le cas échéant.

b) Conséquences d'un non-respect des normes

Nonobstant le respect des dispositions et normes rappelées à l'article précédent, dans le cas d'instance introduite par un tiers contre TDF devant une juridiction administrative ou judiciaire ou un tribunal arbitral, dont un des fondements serait les champs électromagnétiques émis depuis le Site, le Département s'engage à intervenir volontairement à la procédure en cours, dès demande de TDF.

Si au terme de la procédure la décision de la juridiction ou le tribunal l'impose à TDF, le Département s'engage à arrêter les émissions, déplacer ou retirer à ses propres frais, sur première demande de TDF, sa Station Radioélectrique, sans qu'elle ne puisse réclamer à TDF une quelconque indemnité.

Le Département s'engage en outre à indemniser TDF de l'ensemble des conséquences financières résultant d'une condamnation de TDF du fait des champs électromagnétiques émis par la Station Radioélectrique du Département de l'Isère.

3-3. Conditions d'Accès au Site TDF

Les Parties s'engagent à respecter les modalités d'accès aux éléments de Réseau, au Site et à la Station Radioélectrique précisées dans le Contrat Particulier et à dans son Annexe 2, pour les conditions, procédures et documents d'accès.

Au-delà de deux (2) Accompagnements au titre de chaque Contrat Particulier par an, chaque Accompagnement supplémentaire est facturé à l'unité suivant la grille tarifaire prévue à l'annexe 2 du Contrat cadre.

Un accès restreint nécessite un Accompagnement de TDF.

TDF se réserve le droit de mettre en place des dispositifs matériels de protection, de surveillance et d'alarme, et de prendre toutes mesures complémentaires concernant la sécurité du Site, requises par les circonstances.

Le Département s'engage à demander l'autorisation de TDF pour accéder à une chambre de raccordement. Une chambre de raccordement correspond à une zone restreinte nécessitant un Accompagnement. Les conditions et tarifs d'Accompagnement sont définis dans le présent article et à l'annexe 2 du Contrat Cadre.

Les Parties se rapprocheront si ces mesures sont de nature à modifier les conditions d'utilisation de la Station Radioélectrique sans cependant que le Département ne puisse s'opposer à leur mise en œuvre. L'éventuel surcoût, qui serait engendré par une modification du projet initial à la demande du Département de l'Isère sera à sa charge.

3-4. Conditions d'utilisation des moyens mis à disposition

Le Département ne pourra :

- Sans l'accord préalable de TDF matérialisé par la conclusion d'un avenant, louer - ou conférer au bénéfice d'un tiers, un quelconque droit à titre gratuit ou onéreux sur tout ou partie (i) du Droit d'Usage ou (ii) de façon générale, du Réseau ;
- en aucun cas utiliser les éléments du Réseau mis à sa disposition, ou ceux qui seront sa propriété, à des fins publicitaires et de manière générale à toute autre fin que celle définie au présent Contrat Particulier sans l'accord exprès de TDF.

3-5 Retrait de tout ou partie des Equipements du Département de l'Isère et remise en état des Infrastructures en fin de Contrat Particulier

A l'expiration de tout Contrat Particulier ou en cas de résiliation telle que prévue au Contrat Cadre, le Département s'engage, à ses frais, à retirer les Equipements installés en application du Contrat Particulier, à restituer les éléments du Réseau faisant l'objet du Droit d'Usage et à remettre le Réseau mis à sa disposition dans le même état qu'à la Date de Mise à Disposition du Droit d'Usage, dans un délai de quatre (4) semaines calendaires à compter de la date d'expiration. Cette remise en état sera constatée par un procès-verbal contradictoire.

Dans l'hypothèse où le Département n'a pas exécuté l'obligation prévue au premier paragraphe du présent article, TDF pourra, après mise en demeure par lettre recommandée

avec accusé de réception non exécutée dans un délai d'une (1) semaine calendaire après réception, procéder au démontage des Equipements du Département de l'Isère et les tenir à sa disposition pendant une durée de quatre (4) semaines calendaires. Le Département demeure redevable des sommes engagées par TDF au titre de ce démontage et de l'éventuel entreposage de l'ensemble de ces Equipements. Ces sommes sont facturées et payées préalablement à toute remise de l'ensemble des Equipements au Département.

Dans le cadre de l'exécution du présent Article, TDF n'assume aucune responsabilité à quelque titre que ce soit et ne saurait être recherchée sur le fondement de la responsabilité du gardien.

ARTICLE 4 – Etendue du Droit d'Usage

A compter la Date de Mise à Disposition du Réseau, le Département aura librement le droit d'exploiter un droit irrévocable et exclusif d'usage sur le Réseau, conformément aux termes du Contrat Cadre et du présent Contrat Particulier, sous réserve du règlement préalable des sommes dues au titre des factures.

L'étendue du Droit d'Usage cédé par TDF au Département est définie en annexe 1.

ARTICLE 5 – Prix forfaitaire du Droit d'Usage

Conformément aux dispositions et modalités définies au Contrat Cadre, le prix forfaitaire du Droit d'Usage selon la configuration retenue, est de 28 976 € HT.

Le taux de TVA applicable est de 20 %.

Le prix forfaitaire du Droit d'Usage est de 34 771,2 € TTC.

a) Tarifs consommation énergie

Tarifs énergie pour 8 ans	Tarifs HT
Forfait Energie 0,3KWh	2 960 €

ARTICLE 6 – Date d'entrée en vigueur et durée

Le Contrat Particulier entre en vigueur à la date du : **11 octobre 2018**

Le Contrat Particulier a une durée de 8 ans ou, si le Département de l'Isère ne reconstitue pas les éléments du Droit d'Usage, à la date constatée en cas de perte, de dommage, d'obsolescence, d'indisponibilité, les éléments constitutifs du Droit d'Usage concerné.

ARTICLE 7 – Pénalité de retard

En cas de non-respect de la Date de mise à disposition prévue dans l'APD, TDF versera une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

Cette pénalité ne sera applicable en cas de :

- modification de l'étendue du Droit d'usage sollicité par le Département de l'Isère, TDF modifiera si nécessaire par avenant signé des Parties, les termes de sa proposition technique et commerciale, notamment la Date de mise à disposition.
- retard non imputable à TDF dûment justifié (notamment conditions météorologiques, travaux d'arrivée d'énergie ou FO hors de l'emprise du Site TDF....). A ce titre, TDF en informe le Département de l'Isère par écrit dans les deux (2) jours ouvrés à compter de la connaissance de l'évènement.

ARTICLE 8 – Annexes

Annexe 1 : APD-Tdf et/ou DOE-Alsatis

Annexe 2 : Modalités d'application des règles d'accès au Réseau TDF et gérés par TDF

Annexe 3 : Modèle de Procès-Verbal de recette d'aménagement du Site en vue du Droit d'Accès

Annexe 4 : PV de contrôle des Equipements

Annexe 5 : Modèle d'une demande d'intervention

Annexe 6 : Limites techniques du Droit d'usage

Annexe 7 : Spécifications d'installation de la Station radio électrique

Annexe 8 : Demande d'Accès

Fait à Paris le jeudi 17 janvier 2019, en deux exemplaires originaux

TDF

Nom

Qualité

Le Département de l'Isère

Nom

Qualité

AVANT PROJET DETAILLE



3854804 VILLARD DE LANS 4

Lieu dit « château d'eau Tancaniere »
38250 VILLARD DE LANS



1 – Renseignements Site

DATE D'EMISSION DE L'AVANT-PROJET DETAILLE : 19/01/2018

N° Projet TDF : PE17128137	<input checked="" type="checkbox"/> Création
Référence et date de l'Expression de Besoin : 11/12/2017	<input type="checkbox"/> Modification

1.1 - Site

Renseignements Généraux:

Nom du site TDF :	VILLARD DE LANS 4
IG TDF :	3854804
Nom du site client :	VillardDeLans-Tancanier-PyITDF
Code du site client :	
Adresse du site :	Lieu dit « château d'eau Tancanier »
Commune d'implantation :	38250 VILLARD DE LANS

Références Cadastrales :		
WGS 84	5°32'35" E	45°04'08" N
Lambert II étendu	X = 852533 m.	Y = 2012735 m
Altitude NGF au pied du Pylône (m) :	1096 m	

Conditions et chemin d'accès :

Site difficile d'accès oui non

véhicule lourd¹ véhicule léger 4x4 pédestre hélicoptère

Itinéraire d'accès :

.....600 m de chemin accessible uniquement en 4x4 et non déneigé l'hiver.....

Descriptif de l'accès :

Ouverture	Clef	Castel	Locken	Digicode	Accompagnement TDF nécessaire	Autre
Enceinte / clôture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Local / Baies	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pylône	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Commentaires / Précisions :

.....accès compliqué l'hiver 600m à pied avec de la dénivelé

¹ (3.5 à 19 T)



Contraintes externes :

Présence d'obstacles en champ proche (<100m) : Oui Non

Commentaires

.....pylone en bord de foret avec arbres genants suivant les azimuts.....
.....
.....

Commentaires (en regard de l'EB du client, actions prises, délais afférents)

Servitudes radioélectriques	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Servitudes aériennes	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Servitudes administratives	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Maîtrise Juridique du site	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	

Commentaires / Précisions

.....RAS.....
.....
.....

1.2 - Bâtiment et environnement technique

1.2.1 Terrain et bâtiment

Descriptif précis de l'implantation – situation sur plans joints :

- **Accueil indoor** Oui Non

Dans Shelter	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Dans Local TDF commun	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Dans Local dédié	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

Surface mise à disposition du Client	1 m ²		
Dimensions	L : 5 m	I : 3m	Hauteur sous plafond : 3 m

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

....réutilisation d'un CDC de la baie au TD, pose d'une barette de terre et ajout d'un départ 15A dans le TD (place suffisante).....
.....

Travaux à réaliser par le Client et commentaires

....Pose d'une baie radio + FH (dimension 700x600).....



- **Accueil outdoor** Oui Non

Surface mise à disposition du Client	m ²		
Dimensions	L : m	l : m	Epaisseur dalle : cm

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

.....
.....

Travaux à réaliser par le Client et commentaires

.....
.....

1.2.2 Energie

- Travaux à réaliser : Oui Non
- Réseau électrique sur site : Monophasé Triphasé
- Régime de Neutre sur site : TT TNS TNC IT
- MAD d'un secours secteur : Oui Non

Puissance mise à disposition au Client : 3 kVA

Localisation et descriptif de l'arrivée de l'énergie pour le Client (notamment section du câble)

...Ajout d'un départ 15A mono dans TD TDF.

1.2.3 Traitement d'air (indoor uniquement)

- Travaux à réaliser : Oui Non

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

.....
.....

1.2.4 Liaison de communication

- Travaux à réaliser : Oui Non

Descriptif du cheminement éventuellement mise à disposition permettant le raccordement du client à un réseau de communication (LL, Fibre Optique)

.....
.....

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

.....
.....



1.3 - Pylône – Sécurité

1.3.1 Pylône

Descriptif de l'existant

Type	Treillis tripode droit
Hauteur	36 m
Section en tête et en pieds	2.5m
Autres caractéristiques	Pylone rehaussé et renforcé

1.3.2 Sécurité

Palier de Travail

Descriptif détaillé des installations existantes (notamment leur hauteur): 18m,24m,30m

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux:.....RAS

Palier de Repos

Descriptif détaillé des installations existantes (notamment leur hauteur):

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux: RAS

Type de protection (collective/individuelle)

Descriptif détaillé des installations existantes: rail FABA

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux: RAS

Système anti-accès

Descriptif détaillé des installations existantes: porte anti-montée

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux: RAS

Protection foudre (paratonnerre, descente, patte d'oie)

Descriptif détaillé des installations existantes: Paratonnerre, descente en 30x2 et patte d'oie conforme.

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux:RAS...

Equipotentialité (ceinturage, barrette, connexions)

Descriptif détaillé des installations existantes : existante

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux: Mise à la terre des nouveaux équipements



1.4 - Chemin de câble et trémies

Dans le pylône

Chemin de Câble
<i>Descriptif détaillé du chemin de câbles existant utilisable et des conditions techniques d'accueil : existant</i>
<i>Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux: RAS</i>

Entre le pylône et le local ou la dalle

Chemin de Câbles ou équivalent
<i>Descriptif détaillé du chemin de câbles existant utilisable et des conditions techniques d'accueil : existant</i>
<i>Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux: RAS</i>



2 – Configuration et type d'antennes/FH

2.1 – Antennes/FH existants

Configuration

N° antenne	N° secteur	Type	Référence constructeur	Dimensions (H / L / P)	Az°	Tilt	HMA m	RET (Oui / Non)	LNA (Oui / Non)	Diplexeur (Oui / Non)	Nb de feeders Pour les bretelles	Section des feeders
1.												
2.												
3.												
4.												
5.												
6.												

Fixations des antennes/FH

N° antenne	N° secteur	Si diversité		Diamètre tube support	Longueur tube support
		Déport	Distance entre les antennes (préciser les n° d'antennes)		
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

...pas de matériel existant.....

Travaux à la charge du Client

.....



2 - Antennes/FH à installer

Configuration

N° ANT	Az°	Direction	HMA (m)	Dimensions H / L / P ou diamètre (m)	Prise au vent (m²)	Type (Panneau/Fouet /Râteau/FH..) et Référence	Bande de Fréquences (MHz)	Câbles ou guides d'ondes	
								Nb par antenne	Diamètre
1.	70	VILLARD DE LANS	24.5	0.58x0.15x0.15	0.09	WIFI 5416	5400	1	0.01
2.	140	VILLARD DE LANS	25.6	0.58x0.15x0.15	0.09	WIFI 5416	5400	1	0.01
3.	17	VILLARD DE LANS	19.4	Ø 0.6	0.28	FH	38 Ghz	1	0.01
4.	90	VILLARD DE LANS	25.4	Ø 0.6	0.28	FH	38 Ghz	1	0.01
5.	175	VILLARD DE LANS	24.7	Ø 0.6	0.28	FH	38 Ghz	1	0.01

Fixations des antennes/FH

N° Ant	Diamètre tube support	Longueur tube support	Déport	Supports de bracons et nb
1.	50mm	700	Support en L 300	0
2.	50mm	700	Support en L 300	0
3.	114mm	1000	500	0
4.	114mm	1000	300	0
5.	114mm	1000	300	0

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

Deposer les 2 mats et le deport des anciennes antennes BYTEL au palier 24m pour les antennes WIFI : pose de 2 bras de deport en L mat Ø 50mm longueur 700m et deport 300m pour les FH : 2 déports de 300mm avec un mat de Ø 114 longueur : 1000mm
 1 déport de 500 mm avec un mat de Ø114 longueur :1000m
 Pose d'une barette de terre sur chaque support.

Travaux à la charge du Client

Pose des antennes et raccordement.....



3 - Rappel de l'Expression de Besoin du client

II. Systèmes d'aériens

	Antennes Marque/modèle/ le/type	A/S *	Dimensions Diam x Prof cm	HMA demandée (m)	Tilt (°)	Feeder Nbre / Type	Azimet
1	Antenne Secteur 5.4Ghz 16dBi	<u>A</u>	580*150	23	+5	1/Ethernet	70
2	Antenne Secteur 5.4Ghz 16dBi	<u>A</u>	580*150	23	+2	1/Ethernet	140
3							
4							
5							
6							

* A/S : ajout/suppression

Commentaires (notamment sur les dépôts d'aériens) :

III. Faisceaux hertziens

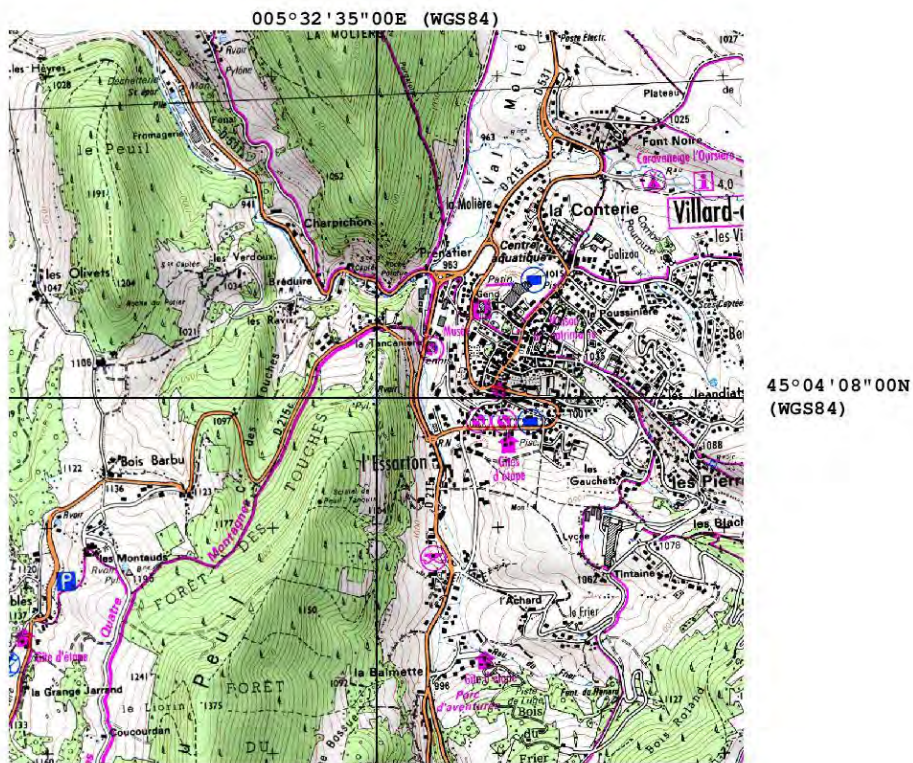
	Paraboles FH Marque / type	A/S *	Diamètre	HMA demandée	Feeder Nbre / Type	Azimet
1	Siae	A	60	23	1/Ethernet	17
2	Siae	A	60	23	1/Ethernet	175
3	Siae	A	60	23	1/Ethernet	90



4- Plan de situation



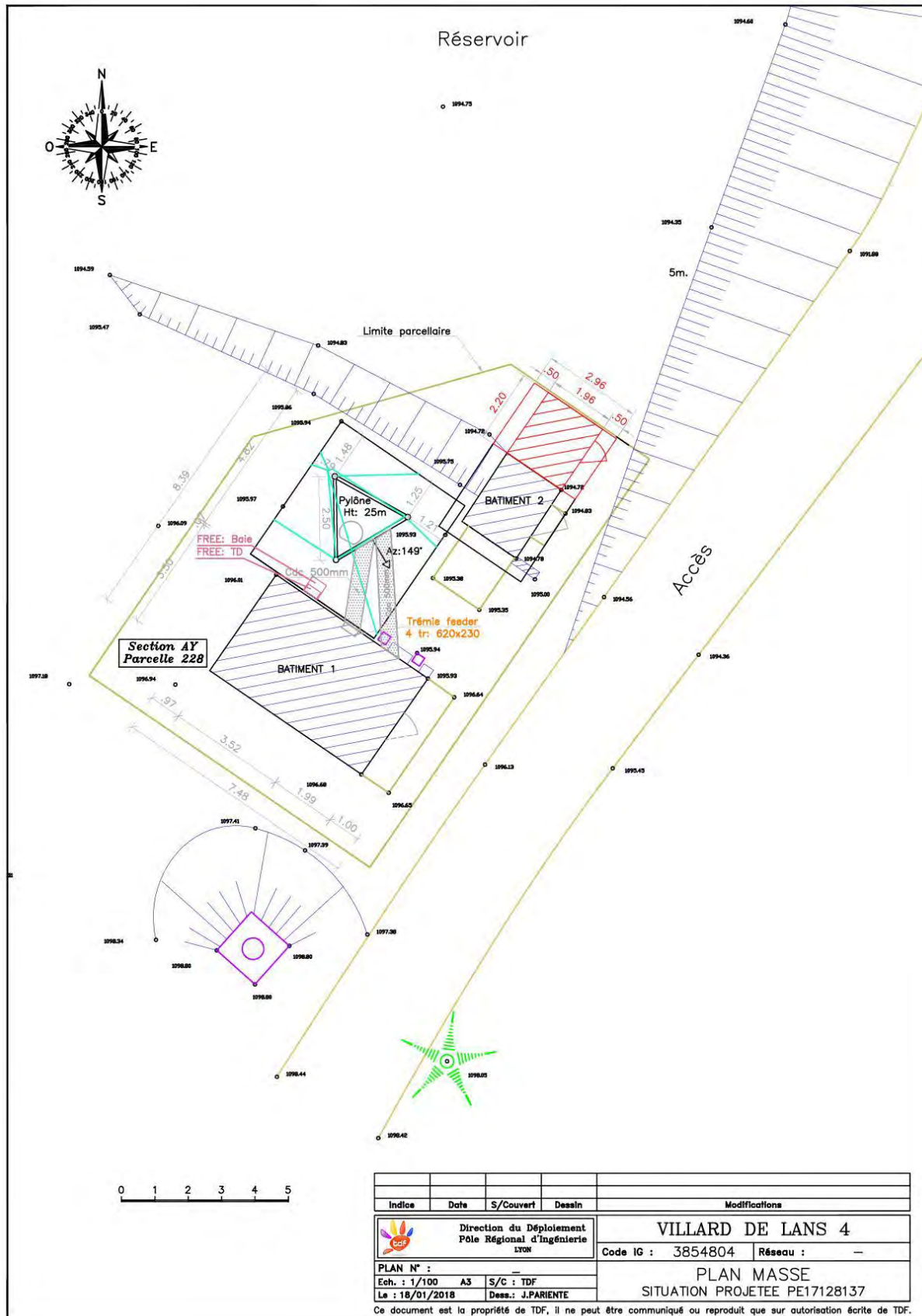
Plan de situation



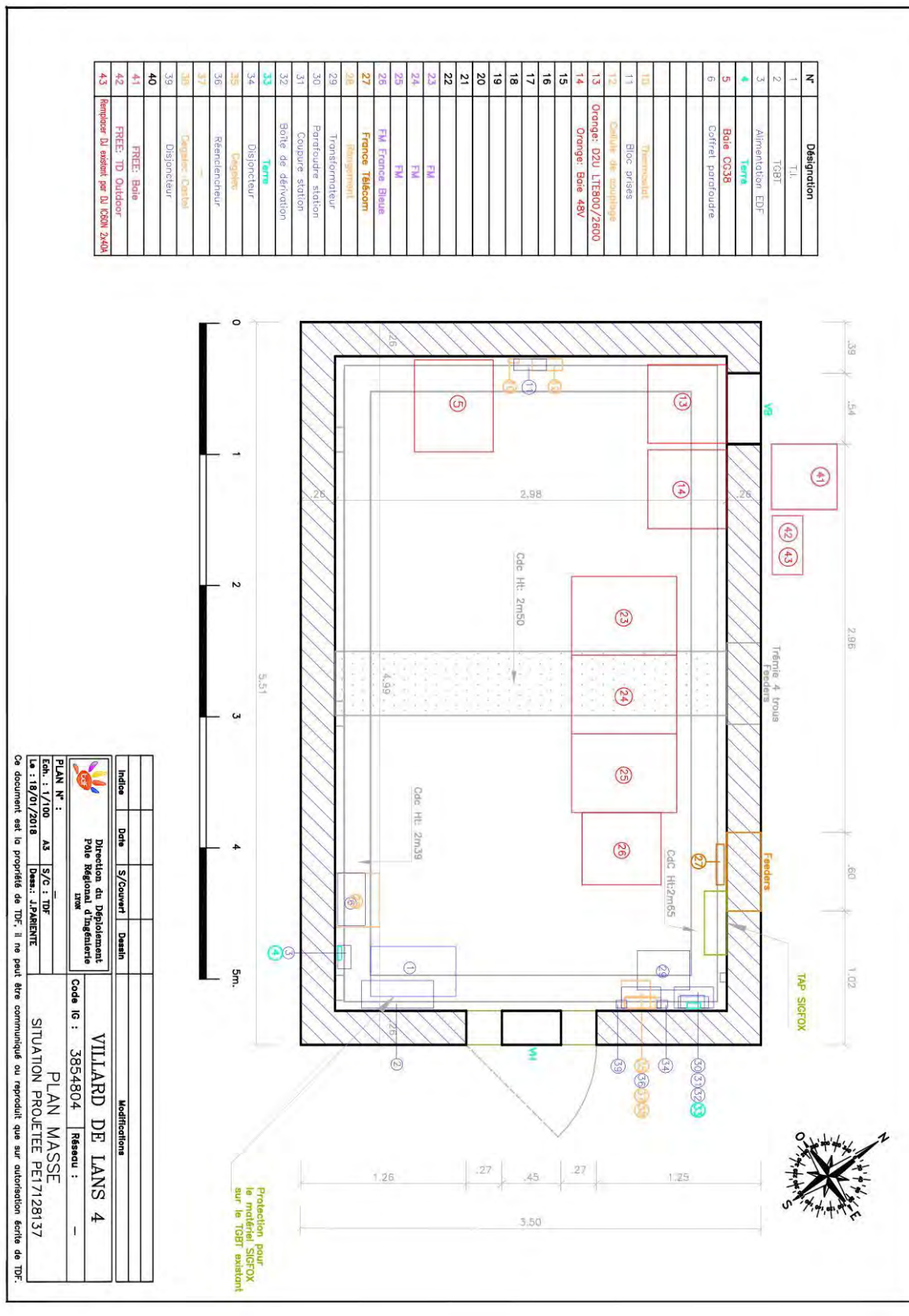
Coordonnées en Lambert II étendu
 X = 852533 m.
 Y = 2012735 m.

Site :	Villard-de-Lans 4	Code IG :	3854804
Commune :	VILLARD DE LANS	Altitude :	1096 m.
Adresse :	Chateau D'eau Tancanière		
Département :	38		
Scan25@©IGN2009 (Copie et reproduction interdite)		Echelle :	1/25 000 ^{ème}
Date : 01/08/2012		Etabli par :	Visuel

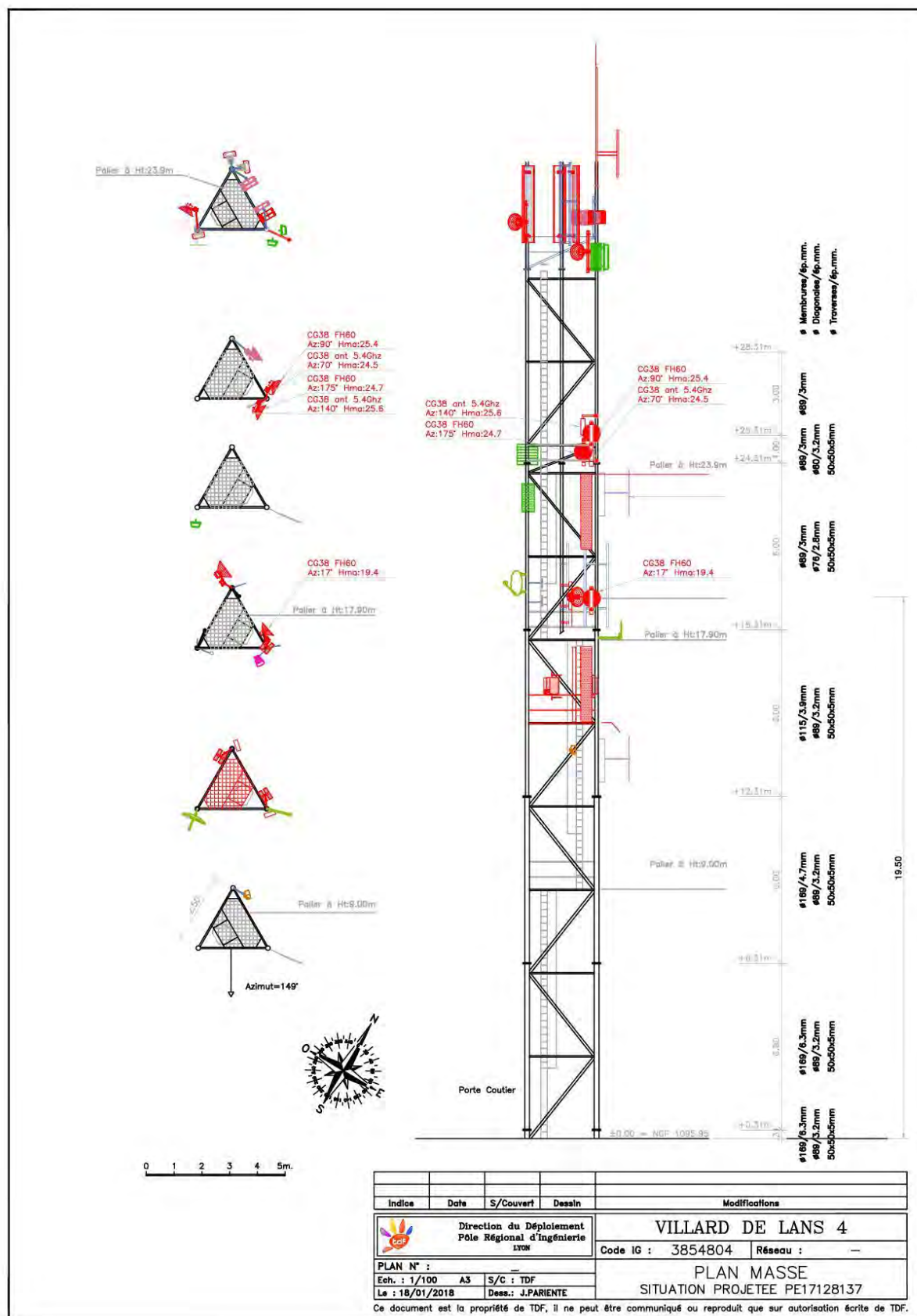
5 – Plan de masse




6 – Plan du local (si installation indoor)



7 – Plan d'élevation



Indice	Date	S/Couvert	Dessin	Modifications	
 Direction du Déploiement Pôle Régional d'ingénierie EYON				VILLARD DE LANS 4 Code IG : 3854804 Réseau : --	
PLAN N° : Ech. : 1/100 A3 S/C : TDF Le : 18/01/2018 Dess.: J.PARIENTE				PLAN MASSE SITUATION PROJETEE PE17128137	

Ce document est la propriété de TDF, il ne peut être communiqué ou reproduit que sur autorisation écrite de TDF.



8 - Conclusion

L'Expression de Besoin du client est entièrement satisfaite :

Oui

Non

Si non, motif et solution alternative proposée:.....

Type de projet :

Simple

Complexe

Si complexe, motif(s) de la complexité :

Renforcement pylône

Rehausse pylône

Renouvellement pylône

Modification du dimensionnement de l'énergie

Travaux bâtiment/local

Intégration paysagère

Dépôt de demande de travaux

Dépôt de Permis de construire

Renégociation de bail

Autres démarches administratives ou juridiques

Type de démarches :.....

Objectif de Mise à Disposition :.....42.....(jours calendaires)

Délai commençant à courir à la date de signature du Contrat Particulier.

Commentaires éventuels :

Sécurité : zone OEM niveau 3 identifiée au dessus du palier a 24m => plan en cours de mise à jour

Administratif : les plans TDF sont en cours de mise à jour.

ANNEXE 2 : Modalités d'application des règles d'accès aux Site TDF gérés par TDF

1. OBJET

La présente annexe définit les règles d'accès aux installations des Sites TDF applicables aux personnels du Département de l'Isère ou de ses prestataires. Chaque accès est soumis à une demande préalable d'autorisation adressée à TDF par le biais d'un outil informatique dédié mis à disposition par TDF.

2. DEFINITION DES ZONES D'ACCES

La catégorie de zone d'accès à laquelle appartient la Station Radioélectrique du Département est précisée dans le Contrat Particulier établi pour chaque Site.

TDF se réserve le droit de mettre en place des dispositifs matériels de protection, de surveillance et d'alarme, et de prendre toutes mesures complémentaires concernant la sécurité du site, et d'en informer immédiatement le Département ou son représentant.

TDF distingue sur ses Sites d'une part des « zones à accès restreint » et d'autre part des « zones à accès sans accompagnement ».

Les zones à accès restreint sont de trois types :

- Zone d'activités propres à TDF regroupant les installations techniques de TDF,
- Zone dédiée au Département mais nécessitant un accès par une zone d'activités propre à TDF,
- Zone à contraintes d'accès spécifiques (équipements d'énergie, Pylônes de certains Sites...).

Ces zones à accès restreint ne sont accessibles qu'aux salariés de TDF, ou aux personnels du Département ou de ses prestataires accompagnés par un salarié mandaté par TDF.

Les zones à accès sans accompagnement sont les zones d'activité dédiées au Département se trouvant en dehors des zones à accès restreint visées plus haut.

3. ACCREDITATIONS ET AUTORISATIONS D'ACCES

Ce paragraphe décrit les typologies d'accès aux Sites de TDF par les personnels du Département ou son mandataire et par leurs prestataires et/ou sous-traitants qui sont soumis aux mêmes règles que celles applicables au Département et à ses personnels.

Selon les règles de sécurité relatives aux Sites de TDF, éventuellement imposées par des contraintes extérieures, l'accès relève :

- soit d'une « accréditation » décrite au paragraphe 3.b, accordée par TDF ;
- soit d'une « autorisation » décrite au paragraphe 3.c, directement gérée par le Département.

Ces notions, propres à chaque Site, sont transversales par rapport aux deux types de zones : il existe donc des zones :

- à accès restreint nécessitant une accréditation,
- à accès restreint nécessitant une simple autorisation,
- sans accompagnement, nécessitant une accréditation,
- sans accompagnement, nécessitant une simple autorisation.

a. Mandataire

En vue de l'identification des intervenants, le Département désigne parmi son personnel un **mandataire** chargé :

- d'établir et tenir à jour, et à la disposition de TDF, une liste du personnel du Département ou de ses sous-traitants susceptibles d'avoir accès à la Station Radioélectrique du Département installée sur le SITE,
- de garantir la qualification des personnels susceptibles d'avoir accès à la Station Radioélectrique,
- de garantir que les personnels susceptibles d'avoir accès au Site possèdent les moyens d'intervention requis au titre des consignes et de la réglementation
- de garantir le respect de l'application des règles décrites dans la présente annexe.

Le Département fournit à TDF les renseignements nominatifs concernant ce mandataire grâce au document fourni en **Annexe 2** des présentes.

b. Accréditation

On appelle « **Site avec accréditation** » un Site pour lequel les autorisations éventuelles d'accès sont délivrées nominativement par TDF. Le statut de chaque Site est précisé dans le Contrat Particulier établi pour ce Site.

En vue d'accréditation pour l'accès à ces Sites, le Département s'engage à fournir à TDF une fiche de renseignements (modèle porté en **Annexe 3** des présentes) pour les intervenants susceptibles d'avoir accès aux installations lui appartenant sur lesdits Sites, aussi bien pour les agents du Département que pour les salariés des entreprises sous-traitantes. Le mandataire désigné au paragraphe 3.a est l'interlocuteur de TDF pour la gestion des accréditations.

Le Département s'engage à limiter l'accès sur le Site aux seuls salariés accrédités.

Les accréditations sont limitées au maximum à la durée du Contrat.

c. Autorisation

On appelle « **Site avec autorisation** » un Site pour lequel les autorisations éventuelles d'accès sont gérées directement par le Département. Le statut de chaque Site est précisé dans le Contrat Particulier établi pour ce Site. Le mandataire désigné au paragraphe 3.a gère l'ensemble des autorisations d'accès aux Sites.

Le Département s'engage à limiter l'accès sur le Site aux seuls personnels autorisés.

4. CONTROLE D'ACCES

Le contrôle d'accès est un dispositif qui permet le contrôle des personnes se présentant à l'entrée d'une zone grâce à un lecteur de badge équipant l'entrée de la zone.

L'identification par liaison phonique n'est pas considérée comme contrôle d'accès.

5. REGLES D'ACCES

Généralités

Les règles d'accès aux Sites TDF relèvent de la politique d'aménagement des Sites qui a, notamment pour objectifs, la gestion de la co-activité et la protection des biens et des personnes.

Le Département ou son prestataire applique toutes les mesures de contrôle et de surveillance et toutes les consignes de sécurité qui lui sont demandées par TDF.

Le Département ou son mandataire peut accéder 24h/24 et 7j/7 au Site où sont installés ses équipements, à l'exception toutefois des Sites qui font l'objet de conditions particulières, notamment de Défense. Le Département est par ailleurs informé que, suite à la mise en place de plans de type Vigipirate, TDF peut être amenée à modifier les conditions d'accès à certains de ses Sites, en cours de Contrat, pour des motifs d'ordre public.

Plans de prévention

Les accès aux Sites sont conditionnés à l'existence d'un plan de prévention en cours de validité entre TDF et les entreprises intervenantes.

Plan de prévention ponctuel :

Sur l'initiative de TDF, un plan de prévention ponctuel est établi conjointement avec les entreprises intervenantes pour chaque Site avant tout début de travaux.

Plan de prévention maintenance :

Sur l'initiative de TDF, un plan de prévention maintenance est établi conjointement avec le Département ou son représentant pour chaque Site avant toute mise en service des équipements installés.

Demande d'accès

Tout accès devra faire **au préalable** l'objet d'une demande saisie dans l'application de gestion des accès mise à disposition par TDF, saisie qui devra mentionner obligatoirement les points suivants :

- le type d'accès,
- l'identification du Site,
- la nécessité d'un accompagnement de la part de TDF
- le nom, l'adresse courriel et le téléphone de l'interlocuteur (centre d'appel, de dispatch...) à contacter pour cette intervention.

L'application de gestion des accès accessible sur l'extranet de TDF est au jour de la signature du présent contrat l'application "AccèsNet". TDF se réserve le droit de modifier ou de remplacer cette application en fonction de ses besoins,

L'application est accessible à l'adresse : <https://acesnet.tdf.fr>

Pour chaque utilisateur de l'application, le Département ou son prestataire doit formuler auprès de TDF une demande de création de compte utilisateur. La demande comporte le nom, le prénom, la société, la fonction, et l'adresse courriel de l'utilisateur.

En cas d'indisponibilité de l'application de gestion des accès du fait de TDF les demandes d'accès pour maintenance corrective se feront exceptionnellement par courriel suivant le modèle joint en annexe 1 de cette ANNEXE 3.1.

Accès pour maintenance corrective

Seules les demandes d'accès pour des interventions avec impact Département (au sens des contrats de maintenance du Département avec ses prestataires) seront traitées comme accès pour maintenance corrective.

En cas d'impossibilité d'accès, TDF informera l'interlocuteur précisé dans la demande d'accès de l'indisponibilité d'accès (travaux, Site gelé) et proposera éventuellement un nouveau créneau d'intervention.

Accès pour autre maintenance ou travaux programmés

Les demandes d'accès seront saisies dans l'application de gestion des accès définie à l'article 5.3 de la présente annexe selon un préavis au moins égal à trois jours ouvrés.

TDF confirmera l'intervention par courriel à l'adresse de l'interlocuteur précisé dans la demande d'accès au moins 1 jour ouvré avant l'heure prévue d'intervention ou proposera au Département ou son représentant un autre créneau d'intervention.

6. MOYENS D'ACCES

Conditions générales : Accès « sans accompagnement ».

A l'exception des zones à accès restreint, le Département ou son représentant intervenant pour son compte aura accès aux Stations Radioélectriques sans accompagnement.

TDF fournit lors de la prise en charge du Site, puis lors de toute évolution des conditions d'accès, les moyens d'accès appropriés (badge ou clés, selon que le Site est équipé ou non d'un contrôle d'accès).

L'accès « sans accompagnement » est conditionné au respect des dispositions de l'article 5 de la présente annexe.

Conditions spécifiques : Accès « avec accompagnement »

Les dispositions ci-dessous s'appliquent seulement aux Stations Radioélectriques situées dans les zones à accès restreint.

Les moyens d'accès n'ont pas été fournis au Département ou son représentant qui établit une demande d'accès au travers de l'application de gestion des accès définie à l'article 5 de la présente annexe.

Même en cas d'accompagnement, l'accréditation de(s) l'intervenant est nécessaire pour l'accès aux Sites nécessitant accréditations

7. GESTION DES ACCES SUR LES SITES NON-EQUIPES DE CONTROLE A BADGE

L'attribution de moyen d'accès quelque soit son type ne dispense en aucun cas la saisie de la demande d'accès dans l'application mise à disposition par TDF.

Gestion des moyens d'accès

Sur les sites ne disposant pas de contrôle d'accès par badge, TDF remettra au Département les moyens d'accès au site et à l'espace mis à disposition dans le cadre du Contrat Particulier.

Gestion des droits d'accès

Le Département est responsable du bon usage de ces moyens d'accès pendant la durée du Contrat Particulier.

Ces moyens d'accès sont remis à TDF à la fin du Contrat Particulier.

En cas de perte ou de destruction des moyens d'accès remis au Département par ce dernier, le changement du dispositif d'accès induit par cette perte ou cette destruction donnera lieu à facturation.

Le bordereau de prise en charge des moyens d'accès figure en Annexe 5.

8. GESTION DES ACCES SUR LES SITES EQUIPES DE CONTROLE A BADGE

L'attribution de badge quelque soit son type ne dispense en aucun cas la saisie de la demande d'accès dans l'application mise à disposition par TDF.

Gestion des badges d'accès

Sur les Sites où un dispositif d'accès par badge existe, deux types de badges sont fournis dans le cadre du présent contrat

- des badges BLEUS, destinés exclusivement aux personnels du Département et / ou aux personnels de la société que le Département a retenu pour assurer la maintenance de ses sites, comportant un droit d'utilisation permanente dans la limite de la durée du Contrat.
- des badges BLANCS, destinés aux personnels des sous-traitants du Département, pour un usage temporaire pendant la durée des travaux dont le Département est responsable.

Remarque : dans le cas où le Département confie sa maîtrise d'œuvre globale à une société spécialisée (MOEG), le MOEG sera doté d'un badge bleu.

Les formulaires de demande de badges et les bordereaux de prise en charge des badges blancs ou bleus figurent en Annexe 4 des présentes.

Gestion des droits d'accès

Le Département est responsable du bon usage de ces moyens d'accès pendant la durée du contrat.

Ces moyens d'accès sont remis à TDF à la fin du contrat.

En cas de perte ou de destruction des éléments d'accès remis au client par ce dernier, le changement du dispositif d'accès induit par cette perte ou cette destruction donnera lieu à facturation.

Badges bleus

Les droits d'accès seront activés par TDF à compter de la date de Mise à Disposition du Site et après réception du (ou des) bordereau(x) de prise en charge transmis par le Département à TDF.

Badges blancs

Les demandes d'initialisation des droits d'accès sont transmises à TDF par le mandataire du Département **au moins 15 jours avant l'ouverture de chantier**, en utilisant le formulaire de demande d'accès sur site TDF pour les sous-traitants du Département joint en **Annexe 6** des présentes.

Ce formulaire comprend notamment :

- la liste des entreprises devant intervenir sur le site ;
- le nom et les coordonnées des responsables de chantier de chacune des entreprises ;
- la nature de l'intervention à réaliser ;
- les dates d'intervention de chaque entreprise ;

Les droits d'accès ne seront activés qu'à réception par TDF du (ou des) bordereau(x) de prise en charge.

9. LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 :

Courriel de demande d'accès en cas d'indisponibilité, du fait de TDF, de l'application spécifique définie à l'article 5 de ce présent document

ANNEXE 2 :

Formulaire de désignation du mandataire (délégation d'autorisation d'accès aux Sites TDF a un mandataire du Département)

ANNEXE 3 :

Formulaire de demande d'accréditation pour accès aux Sites TDF

ANNEXE 4 :

Gestion des badges

A – Badges bleus

A.1 - Formulaire de demande de badge bleu

A.2 - Bordereau de prise en charge de badges bleus par le mandataire (badges permanents pour la durée du Contrat)

B – Badges blancs

B.1 - Formulaire de demande de Badge Blanc

B.2 - Bordereau de prise en charge de badges blancs par le mandataire (badges temporaires pour les sous-traitants)

ANNEXE 5 :

Bordereau de prise en charge des moyens d'accès sur site non-équipé de système d'accès par badge

ANNEXE 6 :

Formulaire de demande d'accès sur Site TDF pour les prestataires du Département.

ANNEXE 1 DES REGLES D'ACCES AUX SITES TDF

Courriel de demande d'accès

Utilisable uniquement en cas d'indisponibilité de l'application de gestion des accès du fait de TDF.

Courriel à adresser à l'adresse : **TDF-contact-site@tdf.fr**

Texte du courriel :

IDENTIFICATION DU SITE (renseignement obligatoire)

Nom du site : N° code Client :

Code Postal :

N° IG TDF du site :

Zones d'accès demandées :

- Local client= exclusivement
- Zone accueillant un équipement client
- Pylône et aériens
- Autre (préciser)

Nature de l'intervention :

Descriptif succinct :

Date et heure prévues :

Durée :

Accès maintenance Accès pour travaux

Accès URGENT Accès PLANIFIE

Nom de l'interlocuteur 2 : Société :

Nom de l'interlocuteur 3 : Société :

Téléphone de l'interlocuteur pouvant être joint tout au long de l'intervention :

ACCOMPAGNEMENT REQUIS (cf. indications sur le contrat particulier)

OUI NON

Règles d'accès aux sites TDF

p. 7/18

ANNEXE 2 DES REGLES D'ACCES AUX SITES TDF

DESIGNATION DU MANDATAIRE

- | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">▪ nom de l'entreprise ayant un contrat avec T.D.F.▪ numéro et date du contrat▪ limite de validité du contrat |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Informations à fournir pour le mandataire

- nom
- prénom
- date de naissance
- lieu de naissance (commune, pays)
- Adresse (domicile habituel) :
- Profession
- nom de l'entreprise ou de la collectivité avec laquelle la personne possède un contrat de travail :
- service dans lequel est affectée la personne et responsabilités
- téléphone professionnel auquel la personne peut être jointe

<ul style="list-style-type: none">▪ Signature du Mandataire

Pour TDF Le Directeur de l'Établissement (Nom, prénom et signature) de TDF.	Pour le Département Nom, prénom et signature de la personne garantissant l'exactitude des renseignements ci-dessous
------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ANNEXE 3 DES REGLES D'ACCES AUX SITES TDF

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCREDITATION D'ACCES AUX SITES T.D.F.

Informations à fournir pour toute personne, non salariée de T.D.F. souhaitant accéder à un Site T.D.F.

- nom de l'entreprise ou de la collectivité ayant un contrat T.D.F.
- numéro et date du contrat
- limite de validité du contrat

Informations à fournir pour chaque personne

- nom
- prénom
- date de naissance
- lieu de naissance (commune, pays)
- Adresse (domicile habituel) :
- Profession
- nom de l'entreprise avec laquelle la personne possède un contrat de travail
- Habilitation pour travail en hauteur délivrée par l'entreprise (oui / non)
- Habilitation électrique (oui / non)

Le Directeur de l'Etablissement de TDF	Nom, prénom et signature du mandataire garantissant l'exactitude des renseignements ci-dessous
----------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------

ANNEXE 4 DES REGLES D'ACCES AUX SITES TDF

GESTION DES BADGES

A- BADGES BLEUS

A.1 - FORMULAIRE DE DEMANDE DE BADGE BLEU

DEMANDE DE BADGE BLEU

Cadre à remplir par le client	
Nom du mandataire	
Adresse d'envoi des badges (lieu de travail du mandataire)	
Nom et prénom du titulaire du badge	
Nationalité du titulaire du badge	
Date et lieu de naissance du titulaire du badge	
Numéro de téléphone du titulaire du badge	
Service du titulaire du badge	
Profession du titulaire du badge	
Date de fin de contrat entre le client et TDF	
Nom du (ou des) sites concernés	
Nom, date et signature du mandataire :	

Cadre à remplir par TDF	
Nom du responsable de la demande au sein de TDF	
Nom de la direction demandant le badge	
Nom des sites (et des DO) pour lesquels l'accès est demandé :	<ul style="list-style-type: none">• toutes DO• plusieurs DO• une DO
Signature du responsable de la demande	
Cadre réservé au Gestionnaire des badges à TDF	
Numéro du badge :	

**A.2 - BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE DE BADGES BLEUS
PAR LE « MANDATAIRE BADGES » (recto)**

(BADGES PERMANENTS POUR LA DUREE DU CONTRAT)

PRISE EN CHARGE DE BADGES BLEUS PAR LE « MANDATAIRE BADGES »

(BADGES PERMANENTS POUR LA DUREE DU CONTRAT)

Nom du mandataire :

Fonction :

N° de téléphone :

NUMEROS DES BADGES REMIS

DATE D'ENVOI DES BADGES

Badges envoyés par

Badges reçus par

Nom :

Nom :

Prénom :

Prénom :

TDF

Client

Signature

Signature

A.2 - BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE DE BADGES BLEUS PAR LE « MANDATAIRE BADGES » (verso)

REGLES D'USAGE DES BADGES D'ACCES AUX SITES DE TDF

1/ Propriété du badge

Les badges utilisés par les personnes accréditées demeurent la propriété de TDF. Ils ne peuvent faire l'objet d'altération d'aucune sorte. Le Département demeure responsable de l'intégrité de ces badges.

2/ Usage exclusif

L'utilisation des badges est exclusivement réservée à l'exécution par les personnes accréditées, des missions devant être effectuées par leurs soins dans le cadre du contrat de Service Points Hauts.

Les personnes accréditées ne sont pas habilitées à utiliser les badges en dehors de l'exécution du contrat visé au présent article.

En cas d'utilisation contraire à ces engagements, TDF pourra procéder à l'invalidation et la récupération des badges.

3/ Déclaration de perte ou de vol

Toute personne accréditée est tenue de déclarer toute disparition du badge dont il a l'usage dès constat de cette disparition. Il est pareillement tenu de signaler la récupération de celui-ci.

Le Département prend toute mesure pour permettre l'exécution par les personnes accréditées de cette obligation. La déclaration est consignée et datée. Le Département informe TDF à bref délai en vue d'une annulation des droits d'accès par TDF. Il tient notamment à la disposition de TDF traces des dites déclarations.

4/ Loi informatique et liberté

Les informations enregistrées, nécessaires aux fonctionnements du système sont à l'usage interne de TDF. Conformément aux dispositions de la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, chaque personne accréditée peut demander à exercer son droit d'accès aux informations le concernant, en s'adressant aux Directions régionales de TDF.

5/ Durée

Le présent règlement est édicté sans préjudice des conventions ultérieures relatives aux conditions d'accès aux sites.

B- BADGES BLANCS

B.1 - FORMULAIRE DE DEMANDE DE BADGE BLANC

DEMANDE DE BADGE BLANC

Cadre à remplir par le Département pour le compte de ses sous-traitants	
Nom du mandataire	
Adresse d'envoi des badges (lieu de travail du mandataire)	
Nom de l'entreprise sous-traitante du Département	
Nom (1) du titulaire du badge	
Fonction du titulaire du badge	
Profession du titulaire du badge	
Nationalité du titulaire du badge	
Date et lieu de naissance du titulaire du badge	
Numéro de téléphone du titulaire du badge	
Nom du site concerné	
Date, nom et signature du mandataire :	

Cadre à remplir par TDF	
Nom du responsable de la demande au sein de TDF	
Nom de la direction demandant le badge	
Nom du site (et de la DO) pour lequel l'accès est demandé :	
Signature du responsable de la demande	

Cadre réservé au Gestionnaire des badges	
Numéro du badge	

(1) Personne présente sur site durant les travaux

**B.2 – BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE DE BADGES BLANCS
PAR LE « MANDATAIRE BADGES »**
(Badges temporaires par ses sous-traitants)

(RECTO)

PRISE EN CHARGE DE BADGES BLANCS PAR LE « MANDATAIRE BADGES »
(Badges temporaires par ses sous-traitants)

Nom du mandataire :

Fonction :

N° de téléphone :

Nom des sous-traitants	N° du badge

DATE DE REMISE DES BADGES

Badges envoyés par

Nom :

Prénom :

TDF

Signature:

Badges reçus par

Nom :

Prénom :

Département

Signature:

**B.2 – BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE DE BADGES BLANCS
PAR LE « MANDATAIRE BADGES »**
(Badges temporaires par ses sous-traitants)

(VERSO)

REGLES D'USAGE DES BADGES D'ACCES AUX SITES DE TDF

1/ Propriété du badge

Les badges utilisés par les personnes accréditées demeurent la propriété de TDF. Ils ne peuvent faire l'objet d'altération d'aucune sorte. Le Département demeure responsable de l'intégrité de ces badges.

2/ Usage exclusif

L'utilisation des badges est exclusivement réservée à l'exécution par les personnes accréditées, des missions devant être effectuées par leurs soins dans le cadre du contrat de Service Points Hauts.

Les personnes accréditées ne sont pas habilitées à utiliser les badges en dehors de l'exécution du contrat visé au présent article.

En cas d'utilisation contraire à ces engagements, TDF pourra procéder à l'invalidation et la récupération des badges.

3/ Déclaration de perte ou de vol

Toute personne accréditée est tenue de déclarer toute disparition du badge dont il a l'usage dès constat de cette disparition. Il est pareillement tenu de signaler la récupération de celui-ci.

Le Département prend toute mesure pour permettre l'exécution par les personnes accréditées de cette obligation. La déclaration est consignée et datée. Le Département informe TDF à bref délai en vue d'une annulation des droits d'accès par TDF. Il tient notamment à la disposition de TDF traces des dites déclarations.

4/ Loi informatique et liberté

Les informations enregistrées, nécessaires aux fonctionnements du système sont à l'usage interne de TDF. Conformément aux dispositions de la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, chaque personne accréditée peut demander à exercer son droit d'accès aux informations le concernant, en s'adressant aux Directions régionales de TDF.

5/ Durée

Le présent règlement est édicté sans préjudice des conventions ultérieures relatives aux conditions d'accès aux sites.

ANNEXE 5 DES REGLES D'ACCES AU SITE

BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE DES MOYENS D'ACCES SUR SITE NON EQUIPE
DE SYSTEME D'ACCES PAR BADGE

Nom du site :

Nom du mandataire :

Fonction :

N° de téléphone :

Type de moyen d'accès (1)	Référence, identification

(1) : clé standard, clé codée, code cadenas, etc ...

DATE DE REMISE :

Remis pour TDF par

Nom :

Prénom :

Reçus pour le client par

Nom :

Prénom :

ANNEXE 6 DES REGLES D'ACCES AU SITE

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCES SUR SITE TDF POUR LES PRESTATAIRES DU Département

Nom de l'Opérateur :		Date d'ouverture du chantier (**)		(à remplir par TDF)
Nom du Mandataire :		Nom du Chef de projet		
Nom du site :				
Date de la demande :				

Demande d'accès à					Espace Département					Date début des travaux	Date de fin de travaux	N° badge
Sous-traitant	Entreprise	N° Téléphone	N° Télécopie	Nature de l'intervention	Salle Cohabité	Zone parabol	Zone aérothermes	Zone GE	Autres zones				Pylône (*)	Plage horaire
Nom de l'entreprise	Nom du responsable chantier – titulaire d'un badge blanc	du titulaire	du titulaire									

(*) : Accompagnement TDF requis de l'espace dédié mis à disposition par TDF

(**) : Planifiée le jour de l'état des lieux

CONDITIONS D'ACCES AU RESEAU

Selon les modalités prévues par le Contrat Cadre :

L'accès aux baies radioélectriques et aux équipements installés au sol est :

L'accès aux équipements installés en aérien est :

L'accès au Site nécessite accréditation : oui - non

Un accès qualifié de « restreint » nécessite un Accompagnement TDF. Toute demande d'Accompagnement doit être transmise au centre d'appel de TDF, TDF-CONTACT :

 **N°Azur 0 810 039 039**

Fax : 01 55 95 25 25



PROCES-VERBAL DE RECETTE SPH

Client : **CD38**

Référence Proposition Technique et Commerciale: **PE18140270**

Référence Contrat :

Nom du site TDF : Villard-de-Lans 4	Code IG : 3854804
Nom du site Client :	Code site Client :
Adresse du site : Lieu dit « château d'eau Tancaniere »	
Code Postal : 38250	Commune : VILLARD DE LANS

1 CONCLUSION DE LA MISE A DISPOSITION DU SPH PAR TDF

Date : ~~26/07/2018~~ **11/10/18**

- Recette sans réserve
- Recette avec réserve(s)
- Refus de réception

Réserves majeures

Détail des réserves :

Date prévisionnelle de levée des réserves :

Réserves mineures

Détail des réserves :

Date prévisionnelle de levée des réserves :

TDF	Client
NOM : NOUIDEI Jihad Signature :	NOM : CELADIN MORIER Signature :

2 CONCLUSION SUR LEVEES DES RESERVES

Les Réserves Majeures ont été levées le :

Les Réserves Mineures ont été levées le:

TDF	Client
NOM : Signature :	NOM : Signature :



TDF – SAS au capital de 166 956 512 EUR
SIREN 342 404 399 RCS Nanterre
Siège social : 106, avenue Marx Dormoy
92541 Montrouge cedex - France
Tél. 33 (0)1 55 95 10 00 - Fax 33 (0)1 55 95 20 00 - www.tdf.fr

ANNEXE 4 : PROCES VERBAL DES INSTALLATIONS ET DES BRANCHEMENTS DU

DEPARTEMENT DE L'ISERE (PVCB)

Le représentant de TDF, M.

Le représentant du Département de l'Isère M.

après avoir procédé conjointement à la vérification des travaux réalisés par TDF sur :

NOM TDF DU SITE :
CODE IG DU SITE :
CODE SITE Département :
REFERENCE AVANT-PROJET DETAILLE :
REFERENCE CP (Contrat Particulier) :

Certifiez que :

Les installations ont été réalisées conformément au Contrat (ou de l'avenant Contrat)

Et conviennent de la conformité des installations du Département le :

Les installations n'ont pas été réalisées conformément au Contrat (ou à l'avenant Contrat). Les installations devront être mises en conformité avant le:/...../.....

Description des mises en conformité nécessaires :
.....

Les travaux n'ont pas été examinés pour le(s) motif(s) suivant(s) :
.....
.....

TDF :	Représentant du Département :
Nom :	Société :
Qualité :	Nom :
Date de signature :	Qualité :
	Date de signature :
Signature	Signature

Modèle de PV de contrôle des installations du Département de l'Isère

Le représentant de TDF, M./Mme

Le représentant du Département de l'Isère, M./Mme

après avoir procédé conjointement à la vérification des installations du Département de l'Isère :

NOM TDF DU SITE :
CODE IG :
CODE SITE DEPARTEMENT :
REFERENCE AVANT-PROJET DETAILLE :
REFERENCE CONTRAT PARTICULIER POINT HAUT . . :

Certifient que :

Les installations ont été réalisées conformément à l'Annexe 1 du Contrat Particulier n° (ou de l'avenant X au Contrat Particulier n°)

Les installations n'ont pas été réalisées conformément à l'annexe 1 du Contrat Particulier n° (ou de l'avenant X au Contrat Particulier n°). Elles devront être mises en conformité avant le :...../...../.....

Description des mises en conformité nécessaires :

.....
.....
.....

et conviennent de la conformité des installations du Département le :

Les travaux n'ont pas été examinés pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....
.....
.....

TDF :	Représentant du Département
Nom :	Société :
Qualité :	Nom :
Date de signature :	Qualité :
	Date de signature :
Signature	Signature

Ce document doit être signé après la fin de toute installation du Département de l'Isère ou de toute société délégataire de service public qui se substituerait à lui. Il clôt le projet.

ANNEXE 5 - Demande d'Intervention

	<h1 style="margin: 0;"><i>DEMANDE D'INTERVENTION DE TECHNICIEN TDF</i></h1>	
<h2 style="margin: 0;">Intervention sur Paires cuivre ou Fibre Optique</h2>		
PARTIE A COMPLETER PAR LE DEPARTEMENT ou son représentant		
DESTINA TAIRE	Mail/Fax à transmettre à <u>TDF C3T</u> Mail : Radiocomm@tdf.fr / Fax : 01-49-15-32-60 / Tel 24/24 : 01-49-15-32-55	
DEMANDEUR	Supervision Département de l'Isère Nom du Contrôleur : <input style="width: 100px;" type="text"/> Tel : <input style="width: 50px;" type="text"/> Fax : <input style="width: 50px;" type="text"/> Mail : <input style="width: 100px;" type="text"/>	REGION Région Demandeuse : <input style="width: 100px;" type="text"/>
IDENTIFICATIO N PAIRES	N° Site Département 38 : <input style="width: 50px;" type="text"/> Code IG TDF : <input style="width: 50px;" type="text"/> Nom Site Département 38 : <input style="width: 100px;" type="text"/> Nom site TDF : <input style="width: 50px;" type="text"/> CP : <input style="width: 50px;" type="text"/> Références TDF des Paires incriminées : Adresse Site : <input style="width: 100px;" type="text"/> Références Département des Paires Cu ou Fibres incriminées (dans le même ordre que les références TDF) : <input style="width: 800px;" type="text"/>	
NATURE DE LA DEMANDE	N° TT Département : <input style="width: 50px;" type="text"/> Date / Heure envoi TT à TDF : Optique ou Cuivre : Description Incident : <input style="width: 200px;" type="text"/>	
	N° de téléphone du Département 38 ou de son prestataire- à rappeler pour aide au diagnostic ou en cas panne du SVI : xx.xx.xx.xx.xx N° de téléphone du Département 38 ou de son prestataire -(SVI) à rappeler pour acquittement TT, arrivée site et clôture du TT : xx.xx.xx.xx.xx	

Type de moyen d'accès (1)	Référence, identification

(1) : clé standard, clé codée, code cadenas, etc ...

DATE DE REMISE :

Remis pour TDF par

Nom :

Prénom :

Reçus pour le client par

Nom :

Prénom :

ANNEXE 6 : Limites techniques du Droit d'Usage

Type	Contenu du Droit d'Usage	Préconisations techniques
1	Supports d'aériens	
1.1	Support(s) de paraboles Mise à disposition de support(s) pour parabole diamètre 30, 60, 90 ou 120 cm	
1.2	Hors prestation Mise à disposition de bras de déport. Sera considéré comme tel tout support d'antenne de plus de 40 cm de longueur.	
2	Chemins de Câble	
2.1	Chemins de câble verticaux Mise à disposition d'un emplacement dans le chemin de câble (type échelle à câble, cornière ou autre), permettant la fixation des câbles, des guides d'onde et des feeders.	La distance maximum entre 2 supports de fixation sera de 1 m.
2.2	Chemins de câble horizontaux Mise à disposition d'un emplacement dans le chemin de câble (type dalle marine ou treillis soudés), permettant la fixation des feeders, depuis le bas du pylône jusqu'au point d'implantation des équipements Département.	En indoor, la séparation physique et électrique entre les cheminements courant fort, courant faible et feeders peut être réalisée soit par décalage de niveau, soit par cloisonnement du chemin de câble. En outdoor, la séparation physique et électrique entre les cheminements courant forts, courant faible et feeders peut être réalisée soit par chemin de câble distinct, soit par cloisonnement du chemin de câble.
3	Zone équipements	
3.1	Local Mise à disposition d'un emplacement dans la limite de la surface maximale de la configuration choisie. Le local n'est pas dédié au Département. Le local est éclairé, ventilé et maintenu hors gel. TDF fait ses meilleurs efforts pour que la température soit comprise entre -5°C et +45°C	Charge maximum de 600 kg au droit des baies, 1000 kg/m ² ponctuellement sur demande. Chemins de câble énergie prévus jusqu'au point de fourniture. Chemins de câble pour feeders, coaxiaux et/ou guides d'ondes FH prévus entre les baies radio et la trémie de sortie. Surface maximale mise à disposition = 2 m ²

3.2	Dalle outdoor	Mise à disposition d'une dalle béton conforme aux normes et à l'état de l'art dans la limite de la surface maximale de la configuration choisie, et du dégagement nécessaire.	Charge maximum de 600 kg au droit des baies, 1000 kg/m ² ponctuellement sur demande. Surface maximale mise à disposition = 2 m ²
3.3	Hors prestation	Mise en place d'une détection incendie, d'une détection intrusion et d'une détection eau. Mise en place d'une climatisation Mise en place d'une clôture spécifique dans l'enceinte du Site, d'une porte ou de cloisons spéciales Département Mise en place de socles de baies Fourniture et pose ou mise en place de coffret FH, TNL ou d'alarmes.	
4	Equipotentialité	Mise en place de coupleurs.	
4.1	Terre	La valeur de la terre est communiquée dans l'APD. L'objectif est d'avoir une terre inférieure à 10 Ohms.	Si elle dépasse 50 Ohms, des études de faisabilité techniques seront proposées, assorties le cas échéant d'une proposition financière.
4.2	Maillage		L'ensemble des terres du site seront interconnectées (bâtiment, pylône, dalle)
4.3	Barrette de terre	Mise à disposition d'une barrette de raccordement des masses au niveau des équipements radio (indoor ou outdoor), à l'extérieur de la trémie feeder le cas échéant, en pied de pylône, et dans le Pylône au niveau des aériens. Mise à disposition d'une barrette de coupure	Une barrette de raccordement supplémentaire sera mise à disposition en milieu du pylône pour connexion de kits de terre des feeders si la HMA est supérieure ou égale à 50m.
4.4	Interconnexion	Mise en place d'un conducteur de terre le long des chemins de câble horizontaux pour assurer la continuité des masses.	Tous les éléments métalliques sont systématiquement raccordés au réseau de terre. Section minimum du conducteur de terre le long des chemins de câbles: 25 mm ² . Section minimum du conducteur entre la terre du site et la barrette mise à disposition au niveau des équipements : 35mm ² .
4.5	Pylône	La continuité de la terre est assurée généralement par un conducteur 30x2 mm fixé sur la structure.	
4.6	Local	Mise en place d'un ceinturage bas, raccordé sur la barrette de terre.	
5	Protection foudre		
5.1	Pylône	Présence d'un dispositif de protection foudre sur le Pylône.	Les antennes du Département seront protégées par le dispositif selon les normes en vigueur.

6	Energie		
6.1	Régime neutre	de	Le régime de neutre sera précisé dans l'APD.
6.2	Protection		L'installation électrique du Département comportera une protection différentielle en tête, sans réencclenchement. Le calibrage sera adapté à la puissance mise à disposition (courbe D). En triphasé, l'équilibrage des phases sera vérifié.
6.3	Amenée d'énergie		Mise à disposition d'un départ dédié basse tension 220V ou 380V proche des emplacements du Département (situé en aval d'un disjoncteur adapté). Fourniture et pose sans raccordement du câble énergie (sous tube IRO ou chemin de câble) depuis le départ protégé jusqu'à l'emplacement du TGBT Département.
6.4	Parafoudre		La présence éventuelle d'un dispositif parafoudre existant sera précisée dans l'APD.
6.5	Puissance mise à disposition		6 kVA. Dimensionnement du disjoncteur en conséquence.
6.6	Hors prestation		<ul style="list-style-type: none"> - Installation de sous compteur - Mise à disposition d'un dispositif parafoudre si non existant préalablement à l'accueil - Mise à disposition d'un atelier d'énergie ou d'une Très Basse Tension - Mise à disposition du secours énergie par groupe électrogène (option proposée au Département lorsqu'un GE existe sur site et sous réserve de faisabilité). - Création d'une amenée d'énergie spécifique ou la souscription à un comptage pour une catégorie d'abonnement supérieure à l'existant ne sont pas inclus dans le périmètre de la prestation). - Raccordement à chaque extrémité du câble d'amenée d'énergie
7	Sécurité		
7.1	Pylône		<p>La conformité aux règles en vigueur est garantie par un système de protection collective ou individuel.</p> <p>Les tubes du pylône pourront servir de point d'ancrage. Aucun autre point d'ancrage particulier n'est fourni.</p>
7.2	Local		<p>En cas de sécurité collective, mise à disposition d'une échelle crinoline, de papiers de repos disposés tous les 9 m maximum avec garde corps réglementaires (lisses, sous lisses et plinthes) ou de repose-pieds rabattables disposés tous les 9 m maximum.</p> <p>En cas de sécurité individuelle, mise à disposition d'un rail (de marque Söll ou Faba) ou câble (marque Game System ou Protecta 8 mm) et de papiers de repos disposés tous les 9 m maximum avec garde corps réglementaires (lisses, sous lisses et plinthes) ou de repose-pieds rabattables disposés tous les 9 m maximum.</p>

7.3	Affichage	Mise en place de la signalétique d'interdiction, d'obligation, d'avertissement de danger et de sécurité	
7.4	Eclairage	Eclairage de la zone des baies ou équipements (indoor ou outdoor)	
7.5	Hors prestation	Fourniture et pose de paliers ou supports de travail, autres que ceux mentionnés au 7.1	
8	Divers (hors prestation)		
8.1	Aménagement paysager	Travaux liés à l'intégration architecturale ou paysagère sur demande expresse du Département lors de la Demande d'Accès.	
9	Documentation		
9.1	Format	Les plans sont fournis au format DWG (Autocad 2000 ou supérieur), avec la charte graphique TDF : présentation par onglets, couches définies par TDF	

Annexe 7 – Spécifications d'installation de la Station radioélectrique

Type	Consignes d'installation	
1	Pylône	
1.1	Pylône	Aucun percement ne doit être réalisé sur l'ensemble des structures métalliques. Aucun point d'ancrage ne doit être ajouté de façon provisoire ou non sur les structures. Les tubes support d'antennes ne doivent pas être utilisés comme point d'ancrage lors des travaux ou interventions de maintenance.
2	Aériens et feeders	
2.1	<i>Aériens</i>	Les antennes ou kits de fixation d'antennes seront installés exclusivement sur les supports mis à disposition par TDF.
2.2	Fixation des coaxiaux dans le pylône	Il sera utilisé des colliers doubles en standard adaptés au support, et disposés tous les mètres. Les zones de passage (échelle, paliers...) ne devront pas être réduites par la mise en place de quelque matériel que ce soit. Les coaxiaux seront repérés au niveau des baies Radio, au niveau de l'entrée du pylône, et au niveau des aériens. Les étiquettes comporteront l'identification de l'opérateur, du secteur, de la voie et de la bande de fréquence.
3	Zone équipements	
3.1	Indoor/outdoor	Les équipements du Département seront installés exclusivement dans les surfaces mises à disposition par TDF et mentionnées dans l'APD.
4	Equipotentialité	
4.1	Maillage/ Terre	Il est interdit de diminuer la section utile des tronçons de terre. Le raccordement par connecteur sera privilégié.
4.2	Interconnexion	Tous les éléments métalliques seront systématiquement raccordés au réseau de terre.
4.3	Aériens	La masse de l'antenne sera mise à la terre.



Expression de besoins

Nom du Site TDF:	Villard-De-Lans-4	<input checked="" type="checkbox"/> Création de Station Radioélectrique :
Nom du Site CONTRACTANT	VillardDeLans-Tancanier-PyITDF	<input type="checkbox"/> Modification de Station Radioélectrique :

IG TDF	3854804
Adresse du Site	38 – Château d'eau Tancaniere - Villard De Lans
Code postal	

Pour le contractant
Demandeur : MILANO (Alsatis) Date : 05/04/2018 Nom : MILANO Visa :

Remarques du contractant :



I. Configurations

<i>Existante (en cas de modification)</i>	Description de la configuration : Liens équipements aériens, diplexeurs, duplexeurs , baies

<i>Souhaitée</i>	Description de la configuration : Liens équipements aériens, diplexeurs, duplexeurs , baies
	<u>FH</u>

II. Systèmes d'aériens

	Antennes Marque/modèle/type	A/S *	Dimensions Diam x Prof cm	HMA demandé e (m)	Tilt (°)	Feeder Nbre / Type	Azimut
1							
2							
3							
4							
5							
6							

* A/S : ajout/suppression

Commentaires (notamment sur les dépôts d'aériens) :

III. Faisceaux hertziens

	Paraboles FH Marque / type	A/S *	Diamètre	HMA demandée	Feeder Nbre / Type	Azimut
1	Siae	A	30	23	1/Ethernet	27.13
2	Siae	A	30	23	1/Ethernet	121.20
3	Siae	A	30	23	1/Ethernet	76.67

Contrainte particulière de dépointage :

Commentaires (notamment sur les supports ou bracons) :



IV. Equipements au sol

Nombre de baies radio : ...1.....

Coffret BT/transmission :

Surface estimée	Emprise au sol des baies + dégagement
Indoor	
Outdoor	800*800

Mise à disposition de cheminements pour liaisons spécialisées filaires : oui
Métrage (si connu) :

- Commentaires :

Besoin d'une arrivée FO dans la baie.

POC déjà lancé auprès d'Orange jusqu'en limite de parcelle TDF – RDV le 18/06 à 14H. Souhaitez vous vous joindre à nous afin qu'Orange puisse également voir la partie TDF ?

V. Energie

Consommation estimée de la Station Radioélectrique (en KW/h) :

Puissance installée totale souhaitée :

**CONTRAT PARTICULIER DE CESSION D'UN DROIT, IRREVOCABLE
ET EXCLUSIF D'USAGE DE LONG TERME**

**CONTRAT PARTICULIER N° DAV 1871I
Site TDF de Saint-Laurent-Du-Pont 2 Bourdoires
IG : 3841201**

ENTRE :

TDF, société par actions simplifiée au capital de 166 956 512 Euros, dont le siège social est 155 bis avenue Pierre Brossolette, 92130 MONTRouGE, immatriculée sous le numéro SIREN 342 404 399 RCS Nanterre, représentée par VERDIER Vincent

Ci-dessous dénommée « TDF »

D'UNE PART,

ET

Le Département de l'Isère, dont le siège est situé Hôtel du Département, 7 rue Fantin Latour, BP 1096 38022 Grenoble Cedex,

Représenté par le Président du Conseil départemental Monsieur Jean-Pierre BARBIER, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du

Ci-dessous dénommé « le Département de l'Isère »,

D'AUTRE PART,

Ci-après désignées ensemble les « Parties »

En application du Contrat Cadre **DAV20170331** en date du 31/03/2017, les Parties ont convenu de conclure le présent Contrat Particulier.

ARTICLE 1 – Définitions

En complément des définitions du Contrat Cadre, les termes suivants utilisés dans le présent Contrat Particulier auront la signification qui suit :

Equipement : désigne la Station Radioélectrique du Département installée sur le Site de TDF.

Demande d'Accès : désigne une demande de mise à disposition d'un élément de Réseaux exprimée par le Département de l'Isère à TDF ou une demande de modification de la configuration technique des équipements installés, sur le Site TDF. La Demande d'Accès comprend notamment : les références du Site concerné, la hauteur des emplacements sur le Pylône et le descriptif technique des équipements à installer (type, nombre, dimensions, réglages, ...). La Demande d'Accès indique également si le Département de l'Isère souhaite une adduction filaire, fibre optique ou cuivre.

Fibres Optiques Noires ou F.O.N. : désignent les fibres optiques noires dépourvues de tout équipement de télécommunication.

Ingénierie Simple : désigne un projet d'implantation de Station Radioélectrique ne nécessitant pas notamment :

- - de Travaux d'Infrastructure (notamment, les renforts, rehausses ou changements de pylône, constructions ou extensions de bâtiments, renforts d'amenée d'énergie, travaux de VRD (voiries – réseau – distribution), intégration environnementale),
- de démarches administratives ou juridiques (dépôt de déclaration de Travaux, de permis de construire, renégociation de bail...).

Ingénierie Complexe : désigne un projet d'implantation de Station Radioélectrique autre qu'une Ingénierie simple

HMA (ou Hauteur Médiane d'Antenne) : désigne la hauteur dans le Pylône du milieu d'une antenne (notamment parabole).

HMA Maximale ou HMA Max. : désigne la HMA de l'antenne la plus haute de la configuration technique de la station Radioélectrique.

Infrastructures : désigne l'ensemble des infrastructures propriété de - ou exploité par - TDF, notamment, le Pylône ou toute autre structure portante (château d'eau, tour), les bâtiments et les locaux techniques.

Puissance Electrique: désigne la puissance maximale délivrée à un instant t. Cette puissance électrique dite instantanée est exprimée en kVA.

SPH ou « Service Points Hauts » : désigne l'ensemble de services offerts par TDF au Département de l'Isère au titre du présent Contrat Cadre afin de lui permettre d'exploiter une Station Radioélectrique sur un Site TDF.

Site : désigne le lieu géographique, propriété de TDF ou exploité par TDF, sur lequel se trouve un ensemble d'Infrastructures et l'environnement technique nécessaires à l'exploitation de Stations Radioélectriques. Dans le cadre du présent contrat, les Sites objets de la prestation SPH seront des Sites Pylônes, à l'exclusion des Sites Toits/Terrasses.

Site Pylône : Site dont l'Infrastructure comporte un Pylône.

Station Radioélectrique : Une Station Radioélectrique Wifi + FH comporte :

- un équipement d'émission et de réception, composé de 1 à 6 antennes wifi/FH
- une unité de base (concentrateur ou baie) qui commande l'émission et la réception des signaux vers et en provenance des antennes ;
- des supports et des liens, optiques ou électriques, entre les antennes et l'unité de base ;
- des supports et des liens, optiques ou électriques, entre l'unité de base et d'autres équipements du réseau ;
- des équipements utilitaires (alimentation électrique, baie d'accueil, remontée d'alarme, ventilation,...) nécessaires à l'exploitation de la Station Radioélectrique).
- Les prestations fournies et préconisations techniques sont décrites et les limites techniques du droit d'usage sont décrites en annexe.

Une Station radioélectrique DIM comporte :

- un équipement d'émission et de réception, composé de 1 antenne ground plane et d'un ou deux FH d'un diamètre maximum de 0,30 m
- une unité de base (concentrateur ou baie) qui commande l'émission et la réception des signaux vers et en provenance des antennes ;
- des supports et des liens, optiques ou électriques, entre les antennes et l'unité de base ;
- des supports et des liens, optiques ou électriques, entre l'unité de base et d'autres équipements du réseau ;
- des équipements utilitaires (alimentation électrique, baie d'accueil, remontée d'alarme, ventilation,...) nécessaires à l'exploitation de la Station Radioélectrique).

ARTICLE 2 – Descriptif du Droit d'Usage

Les éléments sur lesquels porte le Droit d'Usage sont définis en annexe 1 du présent document (Avant Projet Détaillé).

ARTICLE 3 – Obligation des parties

3-1. Conditions d'utilisation du Droit d'Usage

Le Département de l'Isère installe ou fait installer chaque Equipement sous sa seule responsabilité. Il s'engage à respecter et à ce que les tiers intervenant pour son compte respectent, à l'occasion de la réalisation des travaux nécessaires à l'installation de ses Equipements, les normes et réglementations en vigueur et, plus généralement, les méthodes et règles de l'art préconisées à l'égard de ce type d'installation et, le cas échéant, celles spécifiques aux ouvrages de TDF utilisés comme supports qui lui auront été préalablement signalées, notamment celles décrites en Annexe « Spécifications d'installation de la Station radioélectrique » du Contrat Particulier. En tout état de cause, TDF conserve un droit de regard sur les conditions de réalisation desdits travaux sur le Réseau sans que ce droit ne puisse toutefois avoir pour effet d'engager à quelque titre que ce soit sa responsabilité à cet égard.

Au cas où l'exploitation future de TDF (pour son propre usage ou celle d'un tiers présent sur le Réseau ou l'Infrastructure d'accueil) générerait le trafic du Département de l'Isère et dans la mesure où TDF ne peut ni déplacer ou modifier les Equipements, les Parties conviennent que TDF proposera des solutions techniques susceptibles d'être apportées à ladite gêne. TDF se réserve la possibilité de repositionner si cela est possible les Equipements du Département de l'Isère sur l'Infrastructure d'accueil, sans surcoût pour le Département de l'Isère. Si aucune solution n'apparaît possible, le Département de l'Isère pourra résilier le ou

les Contrats Particuliers. Dans ce cas, TDF versera au Département de l'Isère une indemnité d'un montant, telle que prévue à l'Article « Résiliation pour non-respect des obligations essentielles des Contrats Particuliers » anticipée pour cas de force majeure et cas assimilés » du Contrat Cadre.

Le Département de l'Isère fait son affaire des formalités habituelles en matière de demande d'autorisations administratives ou d'attribution de fréquences auprès des organismes habilités, lorsqu'elles sont exigibles pour l'exploitation de ses Equipements.

Tout au long de la durée du présent Contrat Particulier, les Parties s'assureront que leurs équipements respectifs sont conformes aux normes en vigueur et plus particulièrement aux normes de sécurité.

TDF se réserve le droit de déplacer, durant la durée du Contrat Particulier, chacun des éléments de l'Infrastructure d'accueil faisant l'objet du Droit d'Usage. Dans ce cas, TDF en informe le Département de l'Isère avec un préavis de 4 semaines. Si les travaux réalisés par TDF sont susceptibles d'entraîner la suspension temporaire des éléments de Réseau du Droit d'Usage, ou au fonctionnement des Equipements fixés aux Infrastructures d'accueil, le Département serait en droit de demander si cette suspension est supérieure à cinq (5) jours ouvrés, l'application d'une pénalité de 0,05% du prix hors taxe du prix forfaitaire du Droit d'Usage par jour de suspension. TDF s'engage à rétablir le bon fonctionnement des éléments du Droit d'Usage dans les plus brefs délais. Si une interruption temporaire du fait de TDF venait à durer plus de 3 mois, le Département pourra résilier le Contrat Particulier concerné. Dans ce cas, TDF versera au Département de l'Isère une indemnité d'un montant, tel que prévu à l'Article « Résiliation anticipée pour cas de force majeure et cas assimilés » du Contrat Cadre.

Le Département est responsable de l'exploitation des Equipements installées sur l'Infrastructure selon les normes en vigueur et dans le respect des préconisations techniques du constructeur de ces Equipements. Le Département de l'Isère s'engage :

- à exploiter le ou les Supports d'antennes exclusivement dans le ou les azimuts mentionnés dans l'APD ;
- à exploiter le cheminement de câbles exclusivement dédié aux Equipements fixés aux supports d'antennes et au sol faisant l'objet du droit d'usage et mentionnés dans l'APD ;
- exploiter les éléments du Réseau objet du Droit d'Usage exclusivement dans le but de recevoir les Equipements actifs dépendants des Equipements fixés aux supports d'antenne faisant l'objet du Droit d'Usage et mentionnés dans l'APD.

Le Département devra exploiter l'arrivée d'énergie exclusivement dans le but d'alimenter les Equipements installés sur l'emplacement au sol et le ou les supports faisant l'objet du Droit d'Usage. Le Département de l'Isère demeure responsable de l'exploitation de cette arrivée d'énergie selon les normes en vigueur et dans le respect des préconisations techniques des constructeurs d'appareillage électrique. Les installations électriques effectuées par le Département seront conformes aux normes en vigueur et aux spécifications particulières éventuelles de TDF. Elles pourront faire l'objet de vérifications périodiques sous le contrôle de TDF, dans le cadre des visites réglementaires, les modifications éventuelles restant à la charge du Département.

Toutes modifications de l'installation électrique devront faire l'objet d'un accord préalable de TDF et du distributeur d'énergie électrique, si nécessaire.

TDF fournit au Département l'énergie électrique basse tension 220 ou 380 V adaptée aux besoins du Département.

L'exploitation des Equipements par le Département ne devra en aucun cas gêner l'exploitation du Réseau par TDF.

Le Département assumera tous les risques liés à l'exploitation des éléments de Réseau faisant l'objet du Droit d'Usage.

Le Département devra entretenir les Equipements installés sur l'Infrastructure d'accueil, dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté à la dite Infrastructure aux équipements d'autres clients.

Le Département de l'Isère s'engage à informer TDF de toutes interventions de ses préposés ou des tiers intervenants pour son compte, sur l'Infrastructure, de manière à prévenir ou à planifier tous risques de co-activité.

Les travaux programmés concernant les interventions relevant de TDF de maintien ou d'amélioration de l'Infrastructures et/ou des éléments de l'Infrastructure objet du Droit d'Usage du Réseau, les opérations de maintenance programmées et essais de sécurité règlementaires, les mesures nécessaires pour s'assurer de la qualité de transmission ou de la diffusion (par exemple : mesures d'interférences, mesures des TOS, des guides d'ondes,...) sont susceptibles de provoquer une interruption des éléments de l'Infrastructure objet du Droit d'usage et peuvent entraîner la suspension temporaire du fonctionnement des Equipements du Département. En ce cas, le délai de prévenance minimal est fixé à quatre (4) semaines. Le défaut de réponse du Département dans les 8 jours ouvrables qui suivent la demande de TDF vaudra acceptation tacite du Département de l'Isère.

Les Parties se rapprocheront en vue d'essayer de minimiser les conséquences pour le Département et conviennent que :

- TDF fera ses meilleurs efforts pour que l'éventuelle suspension temporaire du fonctionnement des Equipements du Département intervienne de nuit et soit limitée à deux (2) heures et s'engage à ce que la durée n'excède pas trois (3) heures.
- TDF peut demander à titre exceptionnel au Département son accord pour augmenter la durée d'interruption au-delà de trois (3) heures et/ou la période d'intervention. TDF et le Département se rapprochent de manière à définir une plage d'intervention la moins gênante pour le Département.

En tout état de cause, qu'il s'agisse de son activité sur le Réseau dans le cadre de la phase d'installation ou dans le cadre de la phase d'exploitation, le Département est responsable vis-à-vis de TDF des dommages de toute natures causés par lui ou des tiers intervenant pour son compte dans les limites prévues à l'Article « Responsabilité » du Contrat Cadre. A cet égard, le Département s'engage à ce que ses interventions ou celles de tiers intervenant pour son compte ne causent aucun trouble, de quelque nature que ce soit, aux activités qui sont exercées par TDF et par tout tiers présent sur le Réseau ou l'infrastructure d'accueil. En cas de réclamation, contentieuse ou non, formée contre TDF à la suite d'un trouble causé par des interventions du Département ou de tiers intervenant pour son compte, le Département s'engage à garantir TDF de toutes les conséquences découlant du dit trouble.

Le Département ne pourra procéder à aucune modification de l'installation ou de la puissance d'émission-réception de ses Equipements, ni à aucun travaux, sans l'autorisation préalable écrite de TDF.

Le fonctionnement des Equipements ne devra en aucun cas gêner l'exploitation du Réseau ou de l'Infrastructure par TDF. Dans le cas où les Equipements perturberaient le fonctionnement des éléments de Réseau ou d'Infrastructure ou d'autres équipements installés sur le Site avant la Date de Mise à Disposition, le Département devra déplacer ou modifier les Equipements, à ses frais, après accord préalable écrit de TDF.

En sa qualité de gestionnaire du Réseau et des Infrastructures associées, TDF peut être amenée pour des raisons techniques ou de sécurité à demander une coupure immédiate de l'alimentation électrique de la Station Radioélectrique. A cette fin, le Département doit s'assurer de sa capacité à couper sur demande l'alimentation électrique de la Station Radioélectrique ou à fournir à TDF la capacité de mettre en œuvre cette coupure. Toute coupure sera justifiée par TDF.

3-2. Respect des Normes de champs électromagnétiques

a) Respect des Normes

Le Département s'engage à ce que les champs électromagnétique émis par ses Stations Radioélectriques respectent les valeurs limites d'expositions du public (ci-après les « Valeurs Limites ») fixées par le décret n°2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L.32 du Code des postes et communications électroniques ou toutes dispositions légales ou réglementaires ayant le même objet et se substituant ou complétant le Code des postes et communications électroniques ou le décret ci-dessus désigné.

A première demande de TDF, le Département s'engage à fournir dans un délai maximum de 30 jours calendaires un certificat de non dépassement des Valeurs Limites imposées par le décret précité, ou toutes dispositions légales ou réglementaires ayant le même objet et s'y substituant.

Si des mesures de champs électromagnétiques sont nécessaires à l'établissement du certificat de non dépassement, elles seront effectuées en conformités avec les dispositions des articles D.100 et D.101 du Code des postes et communications électroniques ou toutes dispositions légales ou réglementaires ayant le même objet et s'y substituant ou les complétant.

Dans l'hypothèse où les Valeurs Limites ne seraient pas respectées par le Département, ce dernier s'engage à déférer sans délai, à toute demande de TDF visant à une mise en conformité des Stations Radioélectriques du Département avec les Valeurs Limites.

En cas d'évolution de la réglementation en matière de champs électromagnétiques le Département s'assurera de la mise en conformité de ses Stations Radioélectriques. En cas d'impossibilité de s'y conformer dans les délais légaux, il suspendra les émissions des Stations Radioélectrique concernées jusqu'à leur mise en conformité.

Le non-respect des obligations et/ou des délais définis au présent article ouvre droit à TDF de procéder à la résiliation de plein droit du Contrat Particulier correspondant, sans préjudice du droit à réparation auquel elle pourrait prétendre le cas échéant.

b) Conséquences d'un non-respect des normes

Nonobstant le respect des dispositions et normes rappelées à l'article précédent, dans le cas d'instance introduite par un tiers contre TDF devant une juridiction administrative ou judiciaire ou un tribunal arbitral, dont un des fondements serait les champs

électromagnétiques émis depuis le Site, le Département s'engage à intervenir volontairement à la procédure en cours, dès demande de TDF.

Si au terme de la procédure la décision de la juridiction ou le tribunal l'impose à TDF, le Département s'engage à arrêter les émissions, déplacer ou retirer à ses propres frais, sur première demande de TDF, sa Station Radioélectrique, sans qu'elle ne puisse réclamer à TDF une quelconque indemnité.

Le Département s'engage en outre à indemniser TDF de l'ensemble des conséquences financières résultant d'une condamnation de TDF du fait des champs électromagnétiques émis par la Station Radioélectrique du Département de l'Isère.

3-3. Conditions d'Accès au Site TDF

Les Parties s'engagent à respecter les modalités d'accès aux éléments de Réseau, au Site et à la Station Radioélectrique précisées dans le Contrat Particulier et à dans son Annexe 2, pour les conditions, procédures et documents d'accès.

Au-delà de deux (2) Accompagnements au titre de chaque Contrat Particulier par an, chaque Accompagnement supplémentaire est facturé à l'unité suivant la grille tarifaire prévue à l'annexe 2 du Contrat cadre.

Un accès restreint nécessite un Accompagnement de TDF.

TDF se réserve le droit de mettre en place des dispositifs matériels de protection, de surveillance et d'alarme, et de prendre toutes mesures complémentaires concernant la sécurité du Site, requises par les circonstances.

Le Département s'engage à demander l'autorisation de TDF pour accéder à une chambre de raccordement. Une chambre de raccordement correspond à une zone restreinte nécessitant un Accompagnement. Les conditions et tarifs d'Accompagnement sont définis dans le présent article et à l'annexe 2 du Contrat Cadre.

Les Parties se rapprocheront si ces mesures sont de nature à modifier les conditions d'utilisation de la Station Radioélectrique sans cependant que le Département ne puisse s'opposer à leur mise en œuvre. L'éventuel surcoût, qui serait engendré par une modification du projet initial à la demande du Département de l'Isère sera à sa charge.

3-4. Conditions d'utilisation des moyens mis à disposition

Le Département ne pourra :

- Sans l'accord préalable de TDF matérialisé par la conclusion d'un avenant, louer - ou conférer au bénéficiaire d'un tiers, un quelconque droit à titre gratuit ou onéreux sur tout ou partie (i) du Droit d'Usage ou (ii) de façon générale, du Réseau ;
- en aucun cas utiliser les éléments du Réseau mis à sa disposition, ou ceux qui seront sa propriété, à des fins publicitaires et de manière générale à toute autre fin que celle définie au présent Contrat Particulier sans l'accord exprès de TDF.

3-5 Retrait de tout ou partie des Equipements du Département de l'Isère et remise en état des Infrastructures en fin de Contrat Particulier

A l'expiration de tout Contrat Particulier ou en cas de résiliation telle que prévue au Contrat Cadre, le Département s'engage, à ses frais, à retirer les Equipements installés en

application du Contrat Particulier, à restituer les éléments du Réseau faisant l'objet du Droit d'Usage et à remettre le Réseau mis à sa disposition dans le même état qu'à la Date de Mise à Disposition du Droit d'Usage, dans un délai de quatre (4) semaines calendaires à compter de la date d'expiration. Cette remise en état sera constatée par un procès-verbal contradictoire.

Dans l'hypothèse où le Département n'a pas exécuté l'obligation prévue au premier paragraphe du présent article, TDF pourra, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non exécutée dans un délai d'une (1) semaine calendaire après réception, procéder au démontage des Equipements du Département de l'Isère et les tenir à sa disposition pendant une durée de quatre (4) semaines calendaires. Le Département demeure redevable des sommes engagées par TDF au titre de ce démontage et de l'éventuel entreposage de l'ensemble de ces Equipements. Ces sommes sont facturées et payées préalablement à toute remise de l'ensemble des Equipements au Département.

Dans le cadre de l'exécution du présent Article, TDF n'assume aucune responsabilité à quelque titre que ce soit et ne saurait être recherchée sur le fondement de la responsabilité du gardien.

ARTICLE 4 – Etendue du Droit d'Usage

A compter la Date de Mise à Disposition du Réseau, le Département aura librement le droit d'exploiter un droit irrévocable et exclusif d'usage sur le Réseau, conformément aux termes du Contrat Cadre et du présent Contrat Particulier, sous réserve du règlement préalable des sommes dues au titre des factures.

L'étendue du Droit d'Usage cédé par TDF au Département est définie en annexe 1.

ARTICLE 5 – Prix forfaitaire du Droit d'Usage

Conformément aux dispositions et modalités définies au Contrat Cadre, le prix forfaitaire du Droit d'Usage selon la configuration retenue, est de 28 976 € HT.

Le taux de TVA applicable est de 20 %.

Le prix forfaitaire du Droit d'Usage est de 34 771,2 € TTC

Tarifs consommation énergie

Tarifs énergie pour 8 ans	Tarifs HT
Forfait Energie 0,3 KWh	2 960 €

ARTICLE 6 – Date d'entrée en vigueur et durée

Le Contrat Particulier entre en vigueur à la date du : **17 novembre 2017**

Le Contrat Particulier a une durée de 8 ans ou, si le Département de l'Isère ne reconstitue pas les éléments du Droit d'Usage, à la date constatée en cas de perte, de dommage, d'obsolescence, d'indisponibilité, les éléments constitutifs du Droit d'Usage concerné.

ARTICLE 7 – Pénalité de retard

En cas de non-respect de la Date de mise à disposition prévue dans l'APD, TDF versera une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

Cette pénalité ne sera applicable en cas de :

- modification de l'étendue du Droit d'usage sollicité par le Département de l'Isère, TDF modifiera si nécessaire par avenant signé des Parties, les termes de sa proposition technique et commerciale, notamment la Date de mise à disposition.
- retard non imputable à TDF dûment justifié (notamment conditions météorologiques, travaux d'arrivée d'énergie ou FO hors de l'emprise du Site TDF....). A ce titre, TDF en informe le Département de l'Isère par écrit dans les deux (2) jours ouvrés à compter de la connaissance de l'évènement.

ARTICLE 8 – Annexes

Annexe 1 : APD

Annexe 2 : Modalités d'application des règles d'accès au Réseau TDF et gérés par TDF

Annexe 3 : Modèle de Procès-Verbal de recette d'aménagement du Site en vue du Droit d'Accès

Annexe 4 : PV de contrôle des Equipements

Annexe 5 : Modèle d'une demande d'intervention

Annexe 6 : Limites techniques du Droit d'usage

Annexe 7 : Spécifications d'installation de la Station radio électrique

Annexe 8 : Demande d'Accès

Fait à Paris le jeudi 17 janvier 2019, en deux exemplaires originaux

TDF

Nom

Qualité

Le Département de l'Isère

Nom

Qualité

AVANT PROJET DETAILLE



3841201 ST LAURENT DU PONT 2

Chemin des Bourdoires
38380 ST LAURENT DU PONT



1 – Renseignements Site

DATE D'EMISSION DE L'AVANT-PROJET DETAILLE : 19/09/2017

N° Projet TDF : PE17120961	<input checked="" type="checkbox"/> Création
Référence et date de l'Expression de Besoin : EB St Laurent du Pont 2 du 17/07/2017	<input type="checkbox"/> Modification

1.1 - Site

Renseignements Généraux:

Nom du site TDF :	Saint Laurent du Pont 2
IG TDF :	3841201
Nom du site client :	Saint Laurent du Pont – Bourdoires – Pyl TDF
Code du site client :	38412A
Adresse du site :	Chemin des Bourdoires
Commune d'implantation :	38380 St Laurent du Pont

Références Cadastrales :		
WGS 84	05°45'12.49"E	45°23'54.63"N
Lambert II étendu	X=867491	Y=2050052
Altitude NGF au pied du Pylône (m) :	491.30	

Conditions et chemin d'accès :

Site difficile d'accès	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non
------------------------	------------------------------	-----------------------------------------

véhicule lourd¹ véhicule léger 4x4 pédestre hélicoptère

Itinéraire d'accès :

Chemin Facile d'accès

Descriptif de l'accès :

Ouverture	Clef	Castel	Locken	Digicode	Accompagnement TDF nécessaire	Autre
Enceinte / clôture	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Local / Baies	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Badge Castel
Pylône	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cadenas artillerie

Commentaires / Précisions :

RAS.....
.....
.....

¹ (3.5 à 19 T)



Contraintes externes :

Présence d'obstacles en champ proche (<100m) : Oui Non

Commentaires

RAS

Commentaires (en regard de l'EB du client, actions prises, délais afférents)

Servitudes radioélectriques	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Servitudes aériennes	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Servitudes administratives	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	
Maîtrise Juridique du site	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	

Commentaires / Précisions

RAS

1.2 - Bâtiment et environnement technique

1.2.1 Terrain et bâtiment

Descriptif précis de l'implantation – situation sur plans joints :

- **Accueil indoor** Oui Non

Dans Shelter	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>
Dans Local TDF commun	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Dans Local dédié	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

Surface mise à disposition du Client	2 m ²		
Dimensions	L : 5.20 m	l : 3.98m	Hauteur sous plafond : 2.80m

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

Pose d'un CDC de la baie au TD, pose d'une barette de terre et ajout d'un départ 15A dans le TD (place suffisante)

Travaux à réaliser par le Client et commentaires

Pose d'une baie radio + FH (dimension 700x600)

- **Accueil outdoor** Oui Non

Surface mise à disposition du Client	m ²		
Dimensions	L : m	l : m	Epaisseur dalle : cm

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

RAS

Travaux à réaliser par le Client et commentaires



RAS

1.2.2 Energie

Travaux à réaliser : Oui Non

Réseau électrique sur site : Monophasé Triphasé

Régime de Neutre sur site : TT TNS TNC IT

MAD d'un secours secteur : Oui Non

Puissance mise à disposition au Client : 3 kVA

Localisation et descriptif de l'arrivée de l'énergie pour le Client (notamment section du câble)

Ajout d'un départ 15A mono dans TD TDF.

1.2.3 Traitement d'air (indoor uniquement)

Travaux à réaliser : Oui Non

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

RAS

1.2.4 Liaison de communication

Travaux à réaliser : Oui Non

Descriptif du cheminement éventuellement mise à disposition permettant le raccordement du client à un réseau de communication (LL, Fibre Optique)

RAS

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

RAS

1.3 - Pylône – Sécurité

1.3.1 Pylône

Descriptif de l'existant

Type	Treillis tripode droit
Hauteur	26.32m
Section en tête et en pieds	
Autres caractéristiques	

1.3.2 Sécurité

Palier de Travail

Descriptif détaillé des installations existantes (notamment leur hauteur):
 Palier intérieur : 6.00m, 8.60m, 12.00m, 15.00m, 17.60m, 22.60m et 25.10m
 Palier extérieur : 9.00m

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux:.....
 RAS



Palier de Repos

Descriptif détaillé des installations existantes (notamment leur hauteur):

Sans objet

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux:

RAS

Type de protection (collective/individuelle)

Descriptif détaillé des installations existantes:

Echelle FABA

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux:

RAS

Système anti-accès

Descriptif détaillé des installations existantes:

Porte anti-montée et picots anti-montée

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux:

RAS

Protection foudre (paratonnerre, descente, patte d'oie)

Descriptif détaillé des installations existantes:

Paratonnerre, descente en 30x2 et patte d'oie conforme.

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux:.....

RAS

Equipotentialité (ceinturage, barrette, connexions)

Descriptif détaillé des installations existantes :

Existante

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux:.....

Mise à la terre des nouveaux équipements

1.4 - Chemin de câble et trémies

Dans le pylône

Chemin de Câble

Descriptif détaillé du chemin de câbles existant utilisable et des conditions techniques d'accueil :

Existant

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux:

RAS



Entre le pylône et le local ou la dalle

Chemin de Câbles ou équivalent

Descriptif détaillé du chemin de câbles existant utilisable et des conditions techniques d'accueil :
Existant

Descriptif détaillé des travaux à réaliser et des installations après travaux:
RAS



2 – Configuration et type d'antennes/FH

2.1 – Antennes/FH existants

Configuration

N° antenne	N° secteur	Type	Référence constructeur	Dimensions (H / L / P)	Az°	Tilt	HMA m	RET (Oui / Non)	LNA (Oui / Non)	Diplexeur (Oui / Non)	Nb de feeders Pour les bretelles	Section des feeders
1.												
2.												
3.												
4.												
5.												
6.												

Fixations des antennes/FH

N° antenne	N° secteur	Si diversité		Diamètre tube support	Longueur tube support
		Déport	Distance entre les antennes (préciser les n° d'antennes)		
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

RAS

Travaux à la charge du Client

RAS



2 - Antennes/FH à installer

Configuration

N° ANT	Az°	Direction	HMA m	Dimensions m	Prise au vent	Référence	Bande de Fréquences (MHz)	Câbles ou guides d'ondes	
								Nb par antenne	Diamètre
1.	251.43		24.10		0.38	MK9-JD24-1E-0N		1	Ethernet
2.	346.81		24.10	0.3	0.07	SIAE		2	Ethernet
3.									
4.									

Fixations des antennes/FH

N° Ant	Diamètre tube support	Longueur tube support	Déport	Supports de bracons et nb
1.	89	1.50m	200mm	0
2.	114	1.50m	200mm	0
3.				
4.				

Travaux à réaliser par TDF et commentaires

Pose d'un support pour l'antenne Jrous, tube Ø89x1500 + déports de 200mm.
Pose d'un support pour le FH, tube Ø114x1500 + déports de 200mm.
Pose d'une barette de terre sur chaque support.

Travaux à la charge du Client

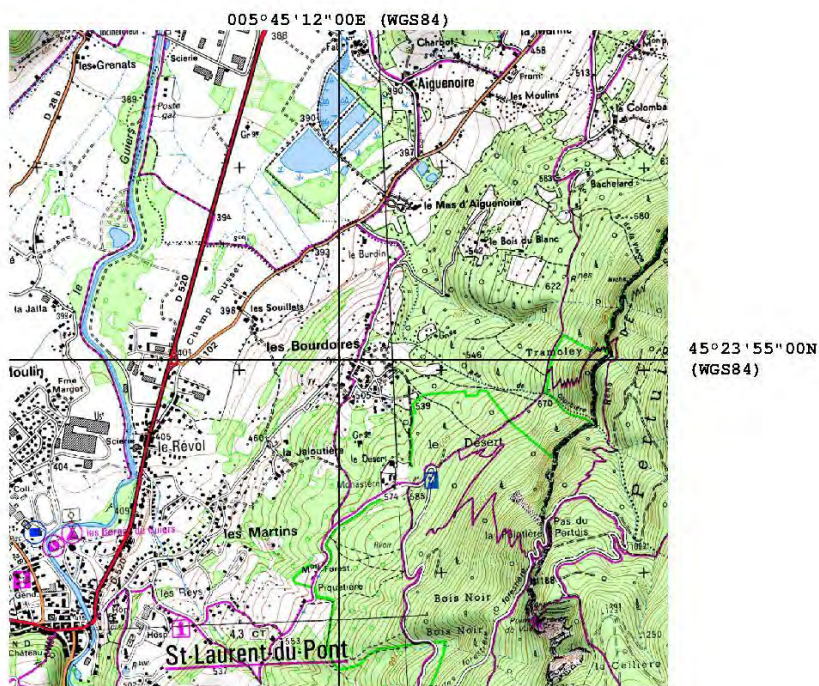
Pose d'une antenne Jrous et d'un FH30

3 - Rappel de l'Expression de Besoin du client

4 – Plan de situation



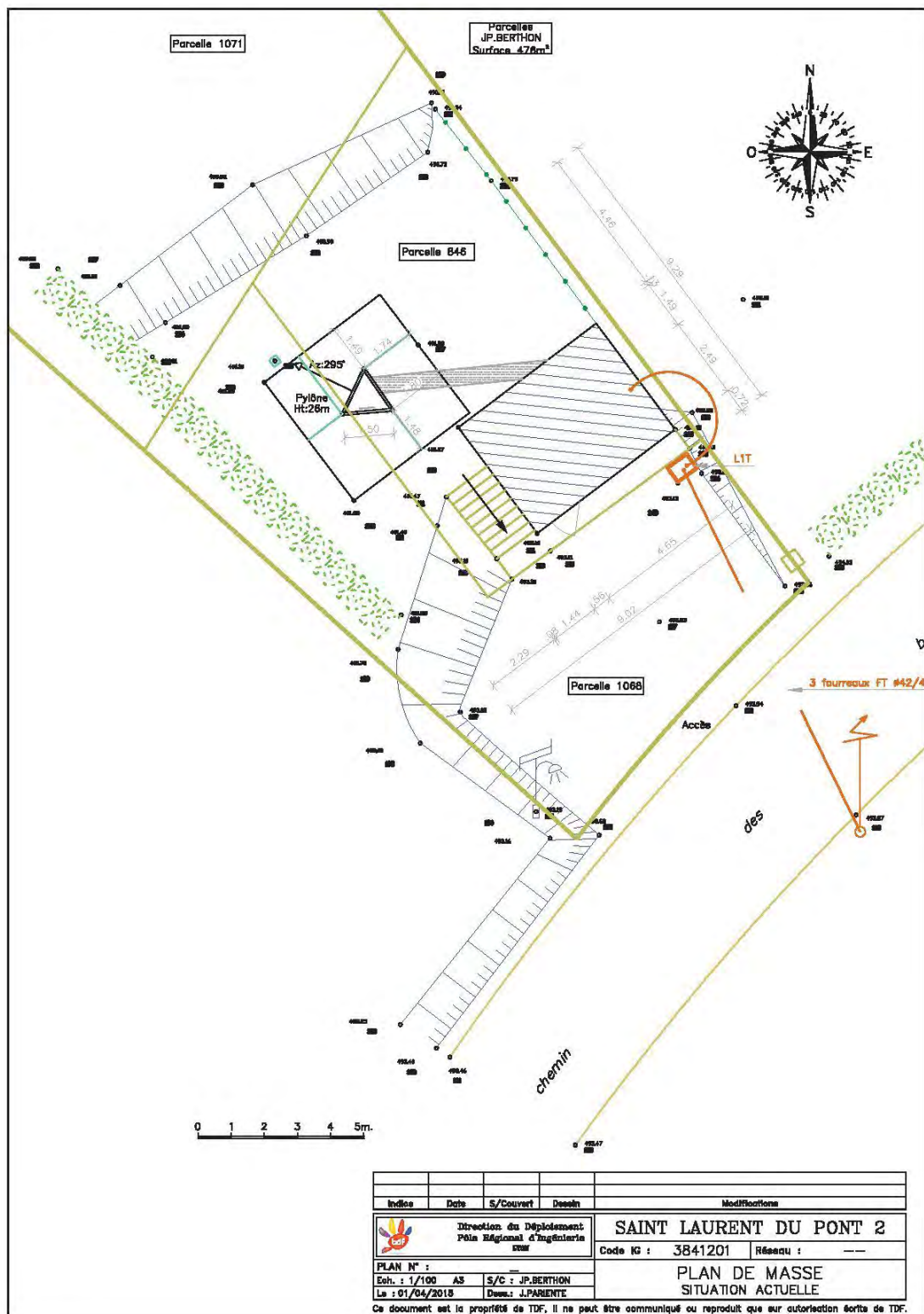
Plan de situation



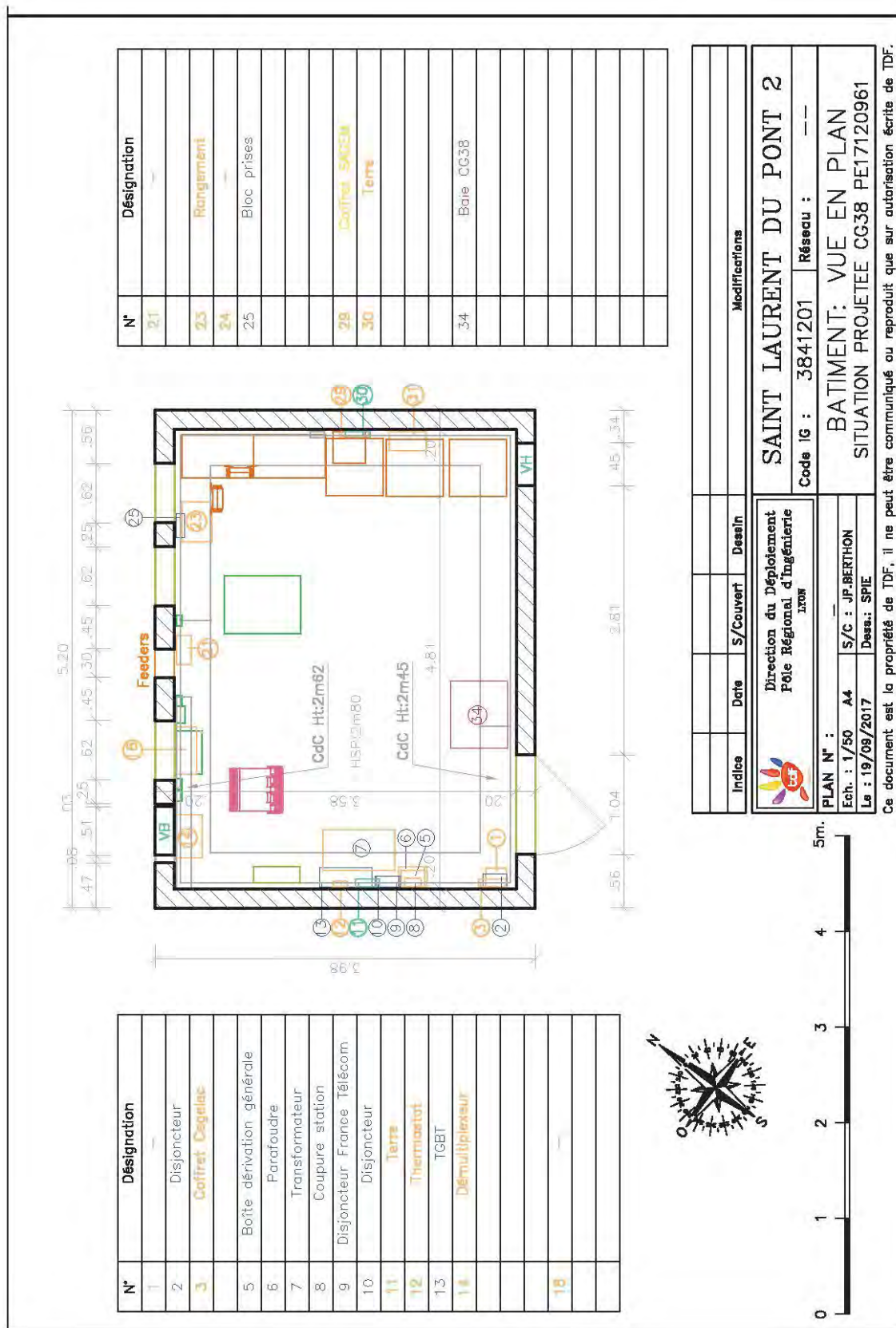
Coordonnées en Lambert II étendu
 X = 867491 m.
 Y = 2050052 m.

Site :	St-Laurent-du-Pont 2	Code IG :	3841201
Commune :	ST LAURENT DU PONT	Altitude :	485 m.
Adresse :	Les Bourdoires		
Département :	38		
Scan25©IGN2009 (Copie et reproduction interdite)		Echelle :	1/25 000 ^{ème}
Date : 16/03/2017		Etabli par :	Visuel

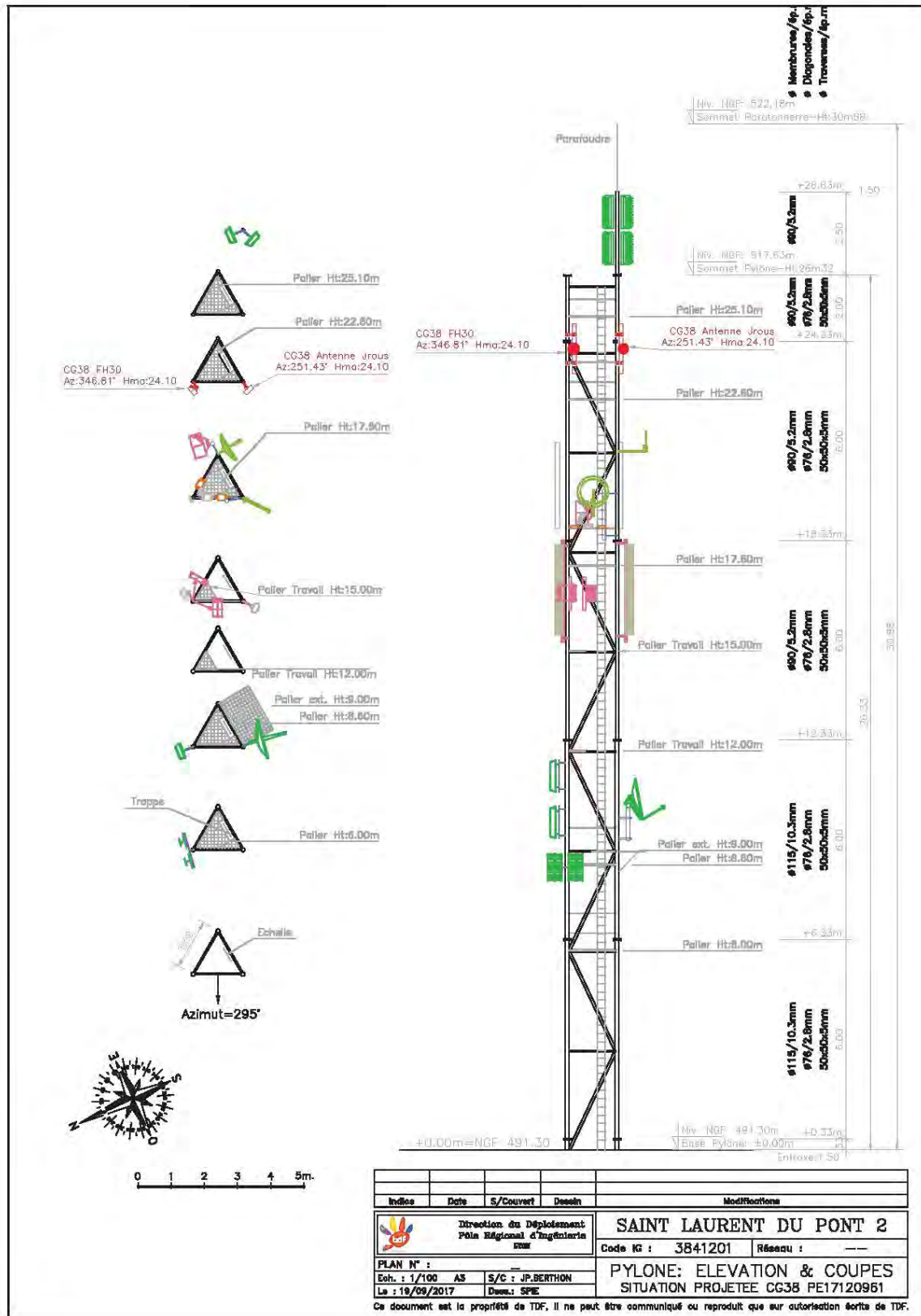
5 – Plan de masse



6 – Plan du local (si installation indoor)



7 – Plan d'élevation





8 - Conclusion

L'Expression de Besoin du client est entièrement satisfaite :

Oui

Non

Si non, motif et solution alternative proposée: Changement de hma pour l'antenne Jrous et le FH

Type de projet :

Simple

Complexe

Si complexe, motif(s) de la complexité :

Renforcement pylône

Rehausse pylône

Renouvellement pylône

Modification du dimensionnement de l'énergie

Travaux bâtiment/local

Intégration paysagère

Dépôt de demande de travaux

Dépôt de Permis de construire

Renégociation de bail

Autres démarches administratives ou juridiques

Type de démarches :

Objectif de Mise à Disposition :42.....(jours calendaires)

Délai commençant à courir à la date de signature du Contrat Particulier.

Commentaires éventuels :

ANNEXE 2 : Modalités d'application des règles d'accès aux Site TDF gérés par TDF

1. OBJET

La présente annexe définit les règles d'accès aux installations des Sites TDF applicables aux personnels du Département de l'Isère ou de ses prestataires. Chaque accès est soumis à une demande préalable d'autorisation adressée à TDF par le biais d'un outil informatique dédié mis à disposition par TDF.

2. DEFINITION DES ZONES D'ACCES

La catégorie de zone d'accès à laquelle appartient la Station Radioélectrique du Département est précisée dans le Contrat Particulier établi pour chaque Site.

TDF se réserve le droit de mettre en place des dispositifs matériels de protection, de surveillance et d'alarme, et de prendre toutes mesures complémentaires concernant la sécurité du site, et d'en informer immédiatement le Département ou son représentant.

TDF distingue sur ses Sites d'une part des « zones à accès restreint » et d'autre part des « zones à accès sans accompagnement ».

Les zones à accès restreint sont de trois types :

- Zone d'activités propres à TDF regroupant les installations techniques de TDF,
- Zone dédiée au Département mais nécessitant un accès par une zone d'activités propre à TDF,
- Zone à contraintes d'accès spécifiques (équipements d'énergie, Pylônes de certains Sites...).

Ces zones à accès restreint ne sont accessibles qu'aux salariés de TDF, ou aux personnels du Département ou de ses prestataires accompagnés par un salarié mandaté par TDF.

Les zones à accès sans accompagnement sont les zones d'activité dédiées au Département se trouvant en dehors des zones à accès restreint visées plus haut.

3. ACCREDITATIONS ET AUTORISATIONS D'ACCES

Ce paragraphe décrit les typologies d'accès aux Sites de TDF par les personnels du Département ou son mandataire et par leurs prestataires et/ou sous-traitants qui sont soumis aux mêmes règles que celles applicables au Département et à ses personnels.

Selon les règles de sécurité relatives aux Sites de TDF, éventuellement imposées par des contraintes extérieures, l'accès relève :

- soit d'une « accréditation » décrite au paragraphe 3.b, accordée par TDF ;
- soit d'une « autorisation » décrite au paragraphe 3.c, directement gérée par le Département.

Ces notions, propres à chaque Site, sont transversales par rapport aux deux types de zones : il existe donc des zones :

- à accès restreint nécessitant une accréditation,
- à accès restreint nécessitant une simple autorisation,
- sans accompagnement, nécessitant une accréditation,
- sans accompagnement, nécessitant une simple autorisation.

a. Mandataire

En vue de l'identification des intervenants, le Département désigne parmi son personnel un **mandataire** chargé :

- d'établir et tenir à jour, et à la disposition de TDF, une liste du personnel du Département ou de ses sous-traitants susceptibles d'avoir accès à la Station Radioélectrique du Département installée sur le SITE,
- de garantir la qualification des personnels susceptibles d'avoir accès à la Station Radioélectrique,
- de garantir que les personnels susceptibles d'avoir accès au Site possèdent les moyens d'intervention requis au titre des consignes et de la réglementation
- de garantir le respect de l'application des règles décrites dans la présente annexe.

Le Département fournit à TDF les renseignements nominatifs concernant ce mandataire grâce au document fourni en **Annexe 2** des présentes.

b. Accréditation

On appelle « **Site avec accréditation** » un Site pour lequel les autorisations éventuelles d'accès sont délivrées nominativement par TDF. Le statut de chaque Site est précisé dans le Contrat Particulier établi pour ce Site.

En vue d'accréditation pour l'accès à ces Sites, le Département s'engage à fournir à TDF une fiche de renseignements (modèle porté en **Annexe 3** des présentes) pour les intervenants susceptibles d'avoir accès aux installations lui appartenant sur lesdits Sites, aussi bien pour les agents du Département que pour les salariés des entreprises sous-traitantes. Le mandataire désigné au paragraphe 3.a est l'interlocuteur de TDF pour la gestion des accréditations.

Le Département s'engage à limiter l'accès sur le Site aux seuls salariés accrédités.

Les accréditations sont limitées au maximum à la durée du Contrat.

c. Autorisation

On appelle « **Site avec autorisation** » un Site pour lequel les autorisations éventuelles d'accès sont gérées directement par le Département. Le statut de chaque Site est précisé dans le Contrat Particulier établi pour ce Site. Le mandataire désigné au paragraphe 3.a gère l'ensemble des autorisations d'accès aux Sites.

Le Département s'engage à limiter l'accès sur le Site aux seuls personnels autorisés.

4. CONTROLE D'ACCES

Le contrôle d'accès est un dispositif qui permet le contrôle des personnes se présentant à l'entrée d'une zone grâce à un lecteur de badge équipant l'entrée de la zone.

L'identification par liaison phonique n'est pas considérée comme contrôle d'accès.

5. REGLES D'ACCES

Généralités

Les règles d'accès aux Sites TDF relèvent de la politique d'aménagement des Sites qui a, notamment pour objectifs, la gestion de la co-activité et la protection des biens et des personnes.

Le Département ou son prestataire applique toutes les mesures de contrôle et de surveillance et toutes les consignes de sécurité qui lui sont demandées par TDF.

Le Département ou son mandataire peut accéder 24h/24 et 7j/7 au Site où sont installés ses équipements, à l'exception toutefois des Sites qui font l'objet de conditions particulières, notamment de Défense. Le Département est par ailleurs informé que, suite à la mise en place de plans de type Vigipirate, TDF peut être amenée à modifier les conditions d'accès à certains de ses Sites, en cours de Contrat, pour des motifs d'ordre public.

Plans de prévention

Les accès aux Sites sont conditionnés à l'existence d'un plan de prévention en cours de validité entre TDF et les entreprises intervenantes.

Plan de prévention ponctuel :

Sur l'initiative de TDF, un plan de prévention ponctuel est établi conjointement avec les entreprises intervenantes pour chaque Site avant tout début de travaux.

Plan de prévention maintenance :

Sur l'initiative de TDF, un plan de prévention maintenance est établi conjointement avec le Département ou son représentant pour chaque Site avant toute mise en service des équipements installés.

Demande d'accès

Tout accès devra faire **au préalable** l'objet d'une demande saisie dans l'application de gestion des accès mise à disposition par TDF, saisie qui devra mentionner obligatoirement les points suivants :

- le type d'accès,
- l'identification du Site,
- la nécessité d'un accompagnement de la part de TDF
- le nom, l'adresse courriel et le téléphone de l'interlocuteur (centre d'appel, de dispatch...) à contacter pour cette intervention.

L'application de gestion des accès accessible sur l'extranet de TDF est au jour de la signature du présent contrat l'application "AccèsNet". TDF se réserve le droit de modifier ou de remplacer cette application en fonction de ses besoins,

L'application est accessible à l'adresse : <https://acesnet.tdf.fr>

Pour chaque utilisateur de l'application, le Département ou son prestataire doit formuler auprès de TDF une demande de création de compte utilisateur. La demande comporte le nom, le prénom, la société, la fonction, et l'adresse courriel de l'utilisateur.

En cas d'indisponibilité de l'application de gestion des accès du fait de TDF les demandes d'accès pour maintenance corrective se feront exceptionnellement par courriel suivant le modèle joint en annexe 1 de cette ANNEXE 3.1.

Accès pour maintenance corrective

Seules les demandes d'accès pour des interventions avec impact Département (au sens des contrats de maintenance du Département avec ses prestataires) seront traitées comme accès pour maintenance corrective.

En cas d'impossibilité d'accès, TDF informera l'interlocuteur précisé dans la demande d'accès de l'indisponibilité d'accès (travaux, Site gelé) et proposera éventuellement un nouveau créneau d'intervention.

Accès pour autre maintenance ou travaux programmés

Les demandes d'accès seront saisies dans l'application de gestion des accès définie à l'article 5.3 de la présente annexe selon un préavis au moins égal à trois jours ouvrés.

TDF confirmera l'intervention par courriel à l'adresse de l'interlocuteur précisé dans la demande d'accès au moins 1 jour ouvré avant l'heure prévue d'intervention ou proposera au Département ou son représentant un autre créneau d'intervention.

6. MOYENS D'ACCES

Conditions générales : Accès « sans accompagnement ».

A l'exception des zones à accès restreint, le Département ou son représentant intervenant pour son compte aura accès aux Stations Radioélectriques sans accompagnement.

TDF fournit lors de la prise en charge du Site, puis lors de toute évolution des conditions d'accès, les moyens d'accès appropriés (badge ou clés, selon que le Site est équipé ou non d'un contrôle d'accès).

L'accès « sans accompagnement » est conditionné au respect des dispositions de l'article 5 de la présente annexe.

Conditions spécifiques : Accès « avec accompagnement »

Les dispositions ci-dessous s'appliquent seulement aux Stations Radioélectriques situées dans les zones à accès restreint.

Les moyens d'accès n'ont pas été fournis au Département ou son représentant qui établit une demande d'accès au travers de l'application de gestion des accès définie à l'article 5 de la présente annexe.

Même en cas d'accompagnement, l'accréditation de(s) l'intervenant est nécessaire pour l'accès aux Sites nécessitant accréditations

7. GESTION DES ACCES SUR LES SITES NON-EQUIPES DE CONTROLE A BADGE

L'attribution de moyen d'accès quelque soit son type ne dispense en aucun cas la saisie de la demande d'accès dans l'application mise à disposition par TDF.

Gestion des moyens d'accès

Sur les sites ne disposant pas de contrôle d'accès par badge, TDF remettra au Département les moyens d'accès au site et à l'espace mis à disposition dans le cadre du Contrat Particulier.

Gestion des droits d'accès

Le Département est responsable du bon usage de ces moyens d'accès pendant la durée du Contrat Particulier.

Ces moyens d'accès sont remis à TDF à la fin du Contrat Particulier.

En cas de perte ou de destruction des moyens d'accès remis au Département par ce dernier, le changement du dispositif d'accès induit par cette perte ou cette destruction donnera lieu à facturation.

Le bordereau de prise en charge des moyens d'accès figure en Annexe 5.

8. GESTION DES ACCES SUR LES SITES EQUIPES DE CONTROLE A BADGE

L'attribution de badge quelque soit son type ne dispense en aucun cas la saisie de la demande d'accès dans l'application mise à disposition par TDF.

Gestion des badges d'accès

Sur les Sites où un dispositif d'accès par badge existe, deux types de badges sont fournis dans le cadre du présent contrat

- des badges BLEUS, destinés exclusivement aux personnels du Département et / ou aux personnels de la société que le Département a retenu pour assurer la maintenance de ses sites, comportant un droit d'utilisation permanente dans la limite de la durée du Contrat.
- des badges BLANCS, destinés aux personnels des sous-traitants du Département, pour un usage temporaire pendant la durée des travaux dont le Département est responsable.

Remarque : dans le cas où le Département confie sa maîtrise d'œuvre globale à une société spécialisée (MOEG), le MOEG sera doté d'un badge bleu.

Les formulaires de demande de badges et les bordereaux de prise en charge des badges blancs ou bleus figurent en Annexe 4 des présentes.

Gestion des droits d'accès

Le Département est responsable du bon usage de ces moyens d'accès pendant la durée du contrat.

Ces moyens d'accès sont remis à TDF à la fin du contrat.

En cas de perte ou de destruction des éléments d'accès remis au client par ce dernier, le changement du dispositif d'accès induit par cette perte ou cette destruction donnera lieu à facturation.

Badges bleus

Les droits d'accès seront activés par TDF à compter de la date de Mise à Disposition du Site et après réception du (ou des) bordereau(x) de prise en charge transmis par le Département à TDF.

Badges blancs

Les demandes d'initialisation des droits d'accès sont transmises à TDF par le mandataire du Département **au moins 15 jours avant l'ouverture de chantier**, en utilisant le formulaire de demande d'accès sur site TDF pour les sous-traitants du Département joint en **Annexe 6** des présentes.

Ce formulaire comprend notamment :

- la liste des entreprises devant intervenir sur le site ;
- le nom et les coordonnées des responsables de chantier de chacune des entreprises ;
- la nature de l'intervention à réaliser ;
- les dates d'intervention de chaque entreprise ;

Les droits d'accès ne seront activés qu'à réception par TDF du (ou des) bordereau(x) de prise en charge.

9. LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 :

Courriel de demande d'accès en cas d'indisponibilité, du fait de TDF, de l'application spécifique définie à l'article 5 de ce présent document

ANNEXE 2 :

Formulaire de désignation du mandataire (délégation d'autorisation d'accès aux Sites TDF a un mandataire du Département)

ANNEXE 3 :

Formulaire de demande d'accréditation pour accès aux Sites TDF

ANNEXE 4 :

Gestion des badges

A – Badges bleus

A.1 - Formulaire de demande de badge bleu

A.2 - Bordereau de prise en charge de badges bleus par le mandataire (badges permanents pour la durée du Contrat)

B – Badges blancs

B.1 - Formulaire de demande de Badge Blanc

B.2 - Bordereau de prise en charge de badges blancs par le mandataire (badges temporaires pour les sous-traitants)

ANNEXE 5 :

Bordereau de prise en charge des moyens d'accès sur site non-équipé de système d'accès par badge

ANNEXE 6 :

Formulaire de demande d'accès sur Site TDF pour les prestataires du Département.

ANNEXE 2 DES REGLES D'ACCES AUX SITES TDF

DESIGNATION DU MANDATAIRE

- | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">▪ nom de l'entreprise ayant un contrat avec T.D.F.▪ numéro et date du contrat▪ limite de validité du contrat |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Informations à fournir pour le mandataire

- nom
- prénom
- date de naissance
- lieu de naissance (commune, pays)
- Adresse (domicile habituel) :
- Profession
- nom de l'entreprise ou de la collectivité avec laquelle la personne possède un contrat de travail :
- service dans lequel est affectée la personne et responsabilités
- téléphone professionnel auquel la personne peut être jointe

<ul style="list-style-type: none">▪ Signature du Mandataire

Pour TDF Le Directeur de l'Établissement (Nom, prénom et signature) de TDF.	Pour le Département Nom, prénom et signature de la personne garantissant l'exactitude des renseignements ci-dessous
------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ANNEXE 3 DES REGLES D'ACCES AUX SITES TDF

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCREDITATION D'ACCES AUX SITES T.D.F.

Informations à fournir pour toute personne, non salariée de T.D.F. souhaitant accéder à un Site T.D.F.

- nom de l'entreprise ou de la collectivité ayant un contrat T.D.F.
- numéro et date du contrat
- limite de validité du contrat

Informations à fournir pour chaque personne

- nom
- prénom
- date de naissance
- lieu de naissance (commune, pays)
- Adresse (domicile habituel) :
- Profession
- nom de l'entreprise avec laquelle la personne possède un contrat de travail
- Habilitation pour travail en hauteur délivrée par l'entreprise (oui / non)
- Habilitation électrique (oui / non)

Le Directeur de l'Etablissement de TDF	Nom, prénom et signature du mandataire garantissant l'exactitude des renseignements ci-dessous
----------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------

ANNEXE 4 DES REGLES D'ACCES AUX SITES TDF

GESTION DES BADGES

A- BADGES BLEUS

A.1 - FORMULAIRE DE DEMANDE DE BADGE BLEU

DEMANDE DE BADGE BLEU

Cadre à remplir par le client	
Nom du mandataire	
Adresse d'envoi des badges (lieu de travail du mandataire)	
Nom et prénom du titulaire du badge	
Nationalité du titulaire du badge	
Date et lieu de naissance du titulaire du badge	
Numéro de téléphone du titulaire du badge	
Service du titulaire du badge	
Profession du titulaire du badge	
Date de fin de contrat entre le client et TDF	
Nom du (ou des) sites concernés	
Nom, date et signature du mandataire :	

Cadre à remplir par TDF	
Nom du responsable de la demande au sein de TDF	
Nom de la direction demandant le badge	
Nom des sites (et des DO) pour lesquels l'accès est demandé :	toutes DO plusieurs DO une DO
Signature du responsable de la demande	

Cadre réservé au Gestionnaire des badges à TDF	
Numéro du badge :	

**A.2 - BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE DE BADGES BLEUS
PAR LE « MANDATAIRE BADGES » (recto)**

(BADGES PERMANENTS POUR LA DUREE DU CONTRAT)

PRISE EN CHARGE DE BADGES BLEUS PAR LE « MANDATAIRE BADGES »

(BADGES PERMANENTS POUR LA DUREE DU CONTRAT)

Nom du mandataire :

Fonction :

N° de téléphone :

NUMEROS DES BADGES REMIS

DATE D'ENVOI DES BADGES

Badges envoyés par

Badges reçus par

Nom :

Nom :

Prénom :

Prénom :

TDF

Client

Signature

Signature

A.2 - BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE DE BADGES BLEUS PAR LE « MANDATAIRE BADGES » (verso)

REGLES D'USAGE DES BADGES D'ACCES AUX SITES DE TDF

1/ Propriété du badge

Les badges utilisés par les personnes accréditées demeurent la propriété de TDF. Ils ne peuvent faire l'objet d'altération d'aucune sorte. Le Département demeure responsable de l'intégrité de ces badges.

2/ Usage exclusif

L'utilisation des badges est exclusivement réservée à l'exécution par les personnes accréditées, des missions devant être effectuées par leurs soins dans le cadre du contrat de Service Points Hauts.

Les personnes accréditées ne sont pas habilitées à utiliser les badges en dehors de l'exécution du contrat visé au présent article.

En cas d'utilisation contraire à ces engagements, TDF pourra procéder à l'invalidation et la récupération des badges.

3/ Déclaration de perte ou de vol

Toute personne accréditée est tenue de déclarer toute disparition du badge dont il a l'usage dès constat de cette disparition. Il est pareillement tenu de signaler la récupération de celui-ci.

Le Département prend toute mesure pour permettre l'exécution par les personnes accréditées de cette obligation. La déclaration est consignée et datée. Le Département informe TDF à bref délai en vue d'une annulation des droits d'accès par TDF. Il tient notamment à la disposition de TDF traces des dites déclarations.

4/ Loi informatique et liberté

Les informations enregistrées, nécessaires aux fonctionnements du système sont à l'usage interne de TDF. Conformément aux dispositions de la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, chaque personne accréditée peut demander à exercer son droit d'accès aux informations le concernant, en s'adressant aux Directions régionales de TDF.

5/ Durée

Le présent règlement est édicté sans préjudice des conventions ultérieures relatives aux conditions d'accès aux sites.

B- BADGES BLANCS

B.1 - FORMULAIRE DE DEMANDE DE BADGE BLANC

DEMANDE DE BADGE BLANC

Cadre à remplir par le Département pour le compte de ses sous-traitants	
Nom du mandataire	
Adresse d'envoi des badges (lieu de travail du mandataire)	
Nom de l'entreprise sous-traitante du Département	
Nom (1) du titulaire du badge	
Fonction du titulaire du badge	
Profession du titulaire du badge	
Nationalité du titulaire du badge	
Date et lieu de naissance du titulaire du badge	
Numéro de téléphone du titulaire du badge	
Nom du site concerné	
Date, nom et signature du mandataire :	

Cadre à remplir par TDF	
Nom du responsable de la demande au sein de TDF	
Nom de la direction demandant le badge	
Nom du site (et de la DO) pour lequel l'accès est demandé :	
Signature du responsable de la demande	

Cadre réservé au Gestionnaire des badges	
Numéro du badge	

(1) Personne présente sur site durant les travaux

**B.2 – BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE DE BADGES BLANCS
PAR LE « MANDATAIRE BADGES »**
(Badges temporaires par ses sous-traitants)

(RECTO)

PRISE EN CHARGE DE BADGES BLANCS PAR LE « MANDATAIRE BADGES »
(Badges temporaires par ses sous-traitants)

Nom du mandataire :

Fonction :

N° de téléphone :

Nom des sous-traitants	N° du badge

DATE DE REMISE DES BADGES

Badges envoyés par

Badges reçus par

Nom :

Nom :

Prénom :

Prénom :

TDF

Département

Signature:

Signature:

**B.2 – BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE DE BADGES BLANCS
PAR LE « MANDATAIRE BADGES »**
(Badges temporaires par ses sous-traitants)

(VERSO)

REGLES D'USAGE DES BADGES D'ACCES AUX SITES DE TDF

1/ Propriété du badge

Les badges utilisés par les personnes accréditées demeurent la propriété de TDF. Ils ne peuvent faire l'objet d'altération d'aucune sorte. Le Département demeure responsable de l'intégrité de ces badges.

2/ Usage exclusif

L'utilisation des badges est exclusivement réservée à l'exécution par les personnes accréditées, des missions devant être effectuées par leurs soins dans le cadre du contrat de Service Points Hauts.

Les personnes accréditées ne sont pas habilitées à utiliser les badges en dehors de l'exécution du contrat visé au présent article.

En cas d'utilisation contraire à ces engagements, TDF pourra procéder à l'invalidation et la récupération des badges.

3/ Déclaration de perte ou de vol

Toute personne accréditée est tenue de déclarer toute disparition du badge dont il a l'usage dès constat de cette disparition. Il est pareillement tenu de signaler la récupération de celui-ci.

Le Département prend toute mesure pour permettre l'exécution par les personnes accréditées de cette obligation. La déclaration est consignée et datée. Le Département informe TDF à bref délai en vue d'une annulation des droits d'accès par TDF. Il tient notamment à la disposition de TDF traces des dites déclarations.

4/ Loi informatique et liberté

Les informations enregistrées, nécessaires aux fonctionnements du système sont à l'usage interne de TDF. Conformément aux dispositions de la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, chaque personne accréditée peut demander à exercer son droit d'accès aux informations le concernant, en s'adressant aux Directions régionales de TDF.

5/ Durée

Le présent règlement est édicté sans préjudice des conventions ultérieures relatives aux conditions d'accès aux sites.

ANNEXE 5 DES REGLES D'ACCES AU SITE

BORDEREAU DE PRISE EN CHARGE DES MOYENS D'ACCES SUR SITE NON EQUIPE DE SYSTEME D'ACCES PAR BADGE

Nom du site :

Nom du mandataire :

Fonction :

N° de téléphone :

Type de moyen d'accès (1)	Référence, identification

(1) : clé standard, clé codée, code cadenas, etc ...

DATE DE REMISE :

Remis pour TDF par

Reçus pour le client par

Nom :

Nom :

Prénom :

Prénom :

ANNEXE 6 DES REGLES D'ACCES AU SITE

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ACCES SUR SITE TDF POUR LES PRESTATAIRES DU Département

Nom de l'Opérateur :		Date d'ouverture du chantier (**)		(à remplir par TDF)
Nom du Mandataire :				
Nom du site :		Nom du Chef de projet		
Date de la demande :				

Demande d'accès à					Espace Département					Date début des travaux	Date de fin de travaux	N° badge
Sous-traitant Nom de l'entreprise	Entreprise Nom du responsable chantier – titulaire d'un badge blanc	N° Téléphone du titulaire	N° Télécopie du titulaire	Nature de l'intervention	Salle Cohabité	Zone parabole	Zone aérothermes	Zone GE	Autres zones				Pylône (*)	Plage horaire

(*) : Accompagnement TDF requis de l'espace dédié mis à disposition par TDF

(**) : Planifiée le jour de l'état des lieux

CONDITIONS D'ACCES AU RESEAU

Selon les modalités prévues par le Contrat Cadre :

L'accès aux baies radioélectriques et aux équipements installés au sol est :

L'accès aux équipements installés en aérien est :

L'accès au Site nécessite accréditation : oui - non

Un accès qualifié de « restreint » nécessite un Accompagnement TDF. Toute demande d'Accompagnement doit être transmise au centre d'appel de TDF, TDF-CONTACT :

 **N°Azur 0 810 039 039**

Fax : 01 55 95 25 25



PROCES-VERBAL DE RECETTE SPH

Client : **ALSATIS réseaux**

Référence Proposition Technique et Commerciale: **PE17120961**

Référence Contrat :

Nom du site TDF : St-Laurent-du-Pont 2	Code IG : 3841201
Nom du site Client :	Code site Client :
Adresse du site : Chemin des Bourdoires	
Code Postal : 38380	Commune : ST LAURENT DU PONT

1 CONCLUSION DE LA MISE A DISPOSITION DU SPH PAR TDF

Date : **21/11/2017**

- Recette sans réserve
- Recette avec réserve(s)
- Refus de réception

Réserves majeures



Détail des réserves :

Date prévisionnelle de levée des réserves :

Réserves mineures

Détail des réserves : *Sans réserve de visite d'installation*

Date prévisionnelle de levée des réserves :

TDF	Client
NOM : NOUIDEI Jihad	NOM : <i>MILANO</i>
Signature : 	Signature : 

2 CONCLUSION SUR LEVEES DES RESERVES

Les Réserves Majeures ont été levées le :

Les Réserves Mineures ont été levées le:

TDF	Client
NOM :	NOM :
Signature :	Signature :



TDF – SAS au capital de 166 956 512 EUR
 SIREN 342 404 399 RCS Nanterre
 Siège social : 106, avenue Marx Dormoy
 92541 Montrouge cedex - France
 Tél. 33 (0)1 55 95 10 00 - Fax 33 (0)1 55 95 20 00 - www.tdf.fr

**ANNEXE 4 : PROCES VERBAL DES INSTALLATIONS ET DES BRANCHEMENTS DU
DEPARTEMENT DE L'ISERE (PVCB)**

Le représentant de TDF, M.
Le représentant du Département de l'Isère M.

après avoir procédé conjointement à la vérification des travaux réalisés par TDF sur :

NOM TDF DU SITE :
CODE IG DU SITE :
CODE SITE Département :
REFERENCE AVANT-PROJET DETAILLE :
REFERENCE CP (Contrat Particulier) :

Certifient que :

Les installations ont été réalisées conformément au Contrat (ou de l'avenant Contrat)

Et conviennent de la conformité des installations du Département le :

Les installations n'ont pas été réalisées conformément au Contrat (ou à l'avenant Contrat). Les installations devront être mises en conformité avant le:/...../.....

Description des mises en conformité nécessaires :
.....

Les travaux n'ont pas été examinés pour le(s) motif(s) suivant(s) :
.....
.....

TDF :	Représentant du Département :
Nom :	Société :
Qualité :	Nom :
Date de signature :	Qualité :
	Date de signature :
Signature	Signature

Modèle de PV de contrôle des installations du Département de l'Isère

Le représentant de TDF, M./Mme

Le représentant du Département de l'Isère, M./Mme

après avoir procédé conjointement à la vérification des installations du Département de l'Isère :

NOM TDF DU SITE :
CODE IG :
CODE SITE DEPARTEMENT :
REFERENCE AVANT-PROJET DETAILLE :
REFERENCE CONTRAT PARTICULIER POINT HAUT . . :

Certifient que :

Les installations ont été réalisées conformément à l'Annexe 1 du Contrat Particulier n° (ou de l'avenant X au Contrat Particulier n°)

Les installations n'ont pas été réalisées conformément à l'annexe 1 du Contrat Particulier n° (ou de l'avenant X au Contrat Particulier n°). Elles devront être mises en conformité avant le :...../...../.....

Description des mises en conformité nécessaires :

.....
.....
.....

et conviennent de la conformité des installations du Département le :

Les travaux n'ont pas été examinés pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....
.....
.....

TDF :	Représentant du Département
Nom :	Société :
Qualité :	Nom :
Date de signature :	Qualité :
	Date de signature :
Signature	Signature

Ce document doit être signé après la fin de toute installation du Département de l'Isère ou de toute société délégataire de service public qui se substituerait à lui. Il clôt le projet.

ANNEXE 5 - Demande d'Intervention

DEMANDE D'INTERVENTION DE TECHNICIEN TDF



Intervention sur Paires cuivre ou Fibre Optique

PARTIE A COMPLETER PAR LE DEPARTEMENT ou son représentant

DESTINA TAIRE	Mail/Fax à transmettre à <u>TDF C3T</u> Mail : Radiocomm@tdf.fr / Fax : 01-49-15-32-60 / Tel 24/24 : 01-49-15-32-55
--------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DEMANDEUR	Supervision Département de l'Isère	REGION
	Nom du Contrôleur : <input style="width: 100%;" type="text"/> Tel : <input style="width: 100%;" type="text"/> Fax : <input style="width: 100%;" type="text"/> Mail : <input style="width: 100%;" type="text"/>	Région Demandeuse : <input style="width: 100%;" type="text"/>

IDENTIFICATIO N PAIRES	N° Site Département 38 : <input style="width: 100%;" type="text"/>	Code IG TDF :	<input style="width: 100%;" type="text"/>	
	Nom Site Département 38 : <input style="width: 100%;" type="text"/> CP : <input style="width: 100%;" type="text"/> Adresse Site : <input style="width: 100%;" type="text"/> Références Département des Paires Cu ou Fibres incriminées (dans le même ordre que les références TDF) : <input style="width: 100%;" type="text"/>		Nom site TDF : <input style="width: 100%;" type="text"/>	

NATURE DE LA DEMANDE	N° TT Département : <input style="width: 100%;" type="text"/>	Date / Heure envoi TT à TDF : <input style="width: 100%;" type="text"/>
	Optique ou Cuivre : Description Incident : <input style="width: 100%;" type="text"/>	

	N° de téléphone du Département 38 ou de son prestataire- à rappeler pour aide au diagnostic ou en cas panne du SVI : xx.xx.xx.xx.xx
	N° de téléphone du Département 38 ou de son prestataire -(SVI) à rappeler pour acquittement TT, arrivée site et clôture du TT : xx.xx.xx.xx.xx

Type de moyen d'accès (1)	Référence, identification

(1) : clé standard, clé codée, code cadenas, etc ...

DATE DE REMISE :

Remis pour TDF par

Nom :

Prénom :

Reçus pour le client par

Nom :

Prénom :

ANNEXE 6 : Limites techniques du Droit d'Usage

Type	Contenu du Droit d'Usage	Préconisations techniques
1	Supports d'aériens	
1.1	Support(s) de paraboles Mise à disposition de support(s) pour parabole diamètre 30, 60, 90 ou 120 cm	
1.2	Hors prestation Mise à disposition de bras de déport. Sera considéré comme tel tout support d'antenne de plus de 40 cm de longueur.	
2	Chemins de Câble	
2.1	Chemins de câble verticaux Mise à disposition d'un emplacement dans le chemin de câble (type échelle à câble, cornière ou autre), permettant la fixation des câbles, des guides d'onde et des feeders.	La distance maximum entre 2 supports de fixation sera de 1 m.
2.2	Chemins de câble horizontaux Mise à disposition d'un emplacement dans le chemin de câble (type dalle marine ou treillis soudés), permettant la fixation des feeders, depuis le bas du pylône jusqu'au point d'implantation des équipements Département.	En indoor, la séparation physique et électrique entre les cheminements courant fort, courant faible et feeders peut être réalisée soit par décalage de niveau, soit par cloisonnement du chemin de câble. En outdoor, la séparation physique et électrique entre les cheminements courant fort, courant faible et feeders peut être réalisée soit par chemin de câble distinct, soit par cloisonnement du chemin de câble.
3	Zone équipements	
3.1	Local Mise à disposition d'un emplacement dans la limite de la surface maximale de la configuration choisie. Le local n'est pas dédié au Département. Le local est éclairé, ventilé et maintenu hors gel. TDF fait ses meilleurs efforts pour que la température soit comprise entre -5°C et +45°C	Charge maximum de 600 kg au droit des baies, 1000 kg/m ² ponctuellement sur demande. Chemins de câble énergie prévus jusqu'au point de fourniture. Chemins de câble pour feeders, coaxiaux et/ou guides d'ondes FH prévus entre les baies radio et la trémie de sortie. Surface maximale mise à disposition = 2 m ²

3.2	Dalle outdoor	Mise à disposition d'une dalle béton conforme aux normes et à l'état de l'art dans la limite de la surface maximale de la configuration choisie, et du dégagement nécessaire.	Charge maximum de 600 kg au droit des baies, 1000 kg/m ² ponctuellement sur demande. Surface maximale mise à disposition = 2 m ²
3.3	Hors prestation	Mise en place d'une détection incendie, d'une détection intrusion et d'une détection eau. Mise en place d'une climatisation Mise en place d'une clôture spécifique dans l'enceinte du Site, d'une porte ou de cloisons spéciales Département Mise en place de socles de baies Fourniture et pose ou mise en place de coffret FH, TNL ou d'alarmes.	
4	Equipotentialité		
4.1	Terre	La valeur de la terre est communiquée dans l'APD. L'objectif est d'avoir une terre inférieure à 10 Ohms.	Si elle dépasse 50 Ohms, des études de faisabilité techniques seront proposées, assorties le cas échéant d'une proposition financière.
4.2	Maillage		L'ensemble des terres du site seront interconnectées (bâtiment, pylône, dalle)
4.3	Barrette de terre	Mise à disposition d'une barrette de raccordement des masses au niveau des équipements radio (indoor ou outdoor), à l'extérieur de la trémie feeder le cas échéant, en pied de pylône, et dans le Pylône au niveau des aériens. Mise à disposition d'une barrette de coupure	Une barrette de raccordement supplémentaire sera mise à disposition en milieu du pylône pour connexion de kits de terre des feeders si la HMA est supérieure ou égale à 50m.
4.4	Interconnexion	Mise en place d'un conducteur de terre le long des chemins de câble horizontaux pour assurer la continuité des masses.	Tous les éléments métalliques sont systématiquement raccordés au réseau de terre. Section minimum du conducteur de terre le long des chemins de câbles: 25 mm ² . Section minimum du conducteur entre la terre du site et la barrette mise à disposition au niveau des équipements : 35mm ² .
4.5	Pylône	La continuité de la terre est assurée généralement par un conducteur 30x2 mm fixé sur la structure.	
4.6	Local	Mise en place d'un ceinturage bas, raccordé sur la barrette de terre.	
5	Protection foudre		
5.1	Pylône	Présence d'un dispositif de protection foudre sur le Pylône.	Les antennes du Département seront protégées par le dispositif selon les normes en vigueur.

6	Energie		
6.1	Régime neutre	Le régime de neutre sera précisé dans l'APD.	
6.2	Protection	L'installation électrique du Département comportera une protection différentielle en tête, sans réenclencheur. Le calibrage sera adapté à la puissance mise à disposition (courbe D). En triphasé, l'équilibrage des phases sera vérifié.	
6.3	Amenée d'énergie	Mise à disposition d'un départ dédié basse tension 220V ou 380V proche des emplacements du Département (situé en aval d'un disjoncteur adapté). Fourniture et pose sans raccordement du câble énergie (sous tube IFO ou chemin de câble) depuis le départ protégé jusqu'à l'emplacement du TGBT Département.	
6.4	Parafoudre	La présence éventuelle d'un dispositif parafoudre existant sera précisée dans l'APD.	
6.5	Puissance mise à disposition	6 kVA. Dimensionnement du disjoncteur en conséquence.	
6.6	Hors prestation	<ul style="list-style-type: none"> - Installation de sous compteur - Mise à disposition d'un dispositif parafoudre si non existant préalablement à l'accueil - Mise à disposition d'un atelier d'énergie ou d'une Très Basse Tension - Mise à disposition du secours énergie par groupe électrogène (option proposée au Département lorsqu'un GE existe sur site et sous réserve de faisabilité). - Création d'une amenée d'énergie spécifique ou la souscription à un comptage pour une catégorie d'abonnement supérieure à l'existant ne sont pas inclus dans le périmètre de la prestation). - Raccordement à chaque extrémité du câble d'amenée d'énergie 	
7	Sécurité		
7.1	Pylône	La conformité aux règles en vigueur est garantie par un système de protection collective ou individuel. Les tubes du pylône pourront servir de point d'ancrage. Aucun autre point d'ancrage particulier n'est fourni.	En cas de sécurité collective, mise à disposition d'une échelle crinoline, de papiers de repos disposés tous les 9 m maximum avec garde corps réglementaires (lisses, sous lisses et plinthes) ou de repose-pieds rabattables disposés tous les 9 m maximum. En cas de sécurité individuelle, mise à disposition d'un rail (de marque Söll ou Faba) ou câble (marque Game System ou Protec 8 mm) et de papiers de repos disposés tous les 9 m maximum avec garde corps réglementaires (lisses, sous lisses et plinthes) ou de repose-pieds rabattables disposés tous les 9 m maximum.
7.2	Local		

7.3	Affichage	Mise en place de la signalétique d'interdiction, d'obligation, d'avertissement de danger et de sécurité	
7.4	Eclairage	Eclairage de la zone des baies ou équipements (indoor ou outdoor)	
7.5	Hors prestation	Fourniture et pose de paliers ou supports de travail, autres que ceux mentionnés au 7.1	
8	Divers (hors prestation)		
8.1	Aménagement paysager	Travaux liés à l'intégration architecturale ou paysagère sur demande expresse du Département lors de la Demande d'Accès.	
9	Documentation		
9.1	Format	Les plans sont fournis au format DWG (Autocad 2000 ou supérieur), avec la charte graphique TDF : présentation par onglets, couches définies par TDF	

Annexe 7 – Spécifications d'installation de la Station radioélectrique

Type	Consignes d'installation	
1	Pylône	Aucun percement ne doit être réalisé sur l'ensemble des structures métalliques.
1.1	Pylône	Aucun point d'ancrage ne doit être ajouté de façon provisoire ou non sur les structures. Les tubes support d'antennes ne doivent pas être utilisés comme point d'ancrage lors des travaux ou interventions de maintenance.
2	Aériens et feeders	
2.1	<i>Aériens</i>	Les antennes ou kits de fixation d'antennes seront installés exclusivement sur les supports mis à disposition par TDF.
2.2	Fixation des coaxiaux dans le pylône	Il sera utilisé des colliers doubles en standard adaptés au support, et disposés tous les mètres. Les zones de passage (échelle, paliers...) ne devront pas être réduites par la mise en place de quelque matériel que ce soit. Les coaxiaux seront repérés au niveau des baies Radio, au niveau de l'entrée du pylône, et au niveau des aériens. Les étiquettes comporteront l'identification de l'opérateur, du secteur, de la voie et de la bande de fréquence.
3	Zone équipements	
3.1	Indoor/outdoor	Les équipements du Département seront installés exclusivement dans les surfaces mises à disposition par TDF et mentionnées dans l'APD.
4	Equipotentialité	
4.1	Maillage/ Terre	Il est interdit de diminuer la section utile des tronçons de terre. Le raccordement par connecteur sera privilégié.
4.2	Interconnexion	Tous les éléments métalliques seront systématiquement raccordés au réseau de terre.
4.3	Aériens	La masse de l'antenne sera mise à la terre.



Expression de besoins

Nom du Site TDF:		<input checked="" type="checkbox"/> Création de Station Radioélectrique :
Nom du Site CONTRACTANT	StLaurentDuPont-Bourdoires-Py|TDF 38412A	<input type="checkbox"/> Modification de Station Radioélectrique :

IG TDF	
Adresse du Site	<ul style="list-style-type: none">• LON: 5°45'12.49"E• LAT: 45°23'54.63"N
Code postal	Chemin des Boudoires 38380 - Saint-Laurent-du-Pont

Pour le contractant
Demandeur : Département de l'Isère Date :13/07/17 Nom : Menduni Eric Visa : 
Département de l'Isère 7 rue Fanlin Latour BP 1096 38022 Grenoble cedex 1

Remarques du contractant :



I. Configurations

Existante (en cas de modification)	Description de la configuration : Liens équipements aériens, diplexeurs, duplexeurs , baies

Souhaitée	Description de la configuration : Liens équipements aériens, diplexeurs, duplexeurs , baies
	<u>FH + Jrous (wifi) + Baie</u>

II. Systèmes d'aériens

	Antennes Marque/modèle/type	A/S *	Dimensions Diam x Prof cm	HMA demandé e (m)	Tilt (°)	Feeder Nbre / Type	Azimut
1	MK9-JD24-1E-0N	<u>A</u>	38	15	SO	1/Etherne	251.43°
2							
3							
4							
5							
6							

* A/S : ajout/suppression

Contrainte particulière de dépointage : 5° max

Commentaires (notamment sur les dépôts d'aériens) :

III. Faisceaux hertziens

	Paraboles FH Marque / type	A/S *	Diamètre	HMA demandée	Feeder Nbre / Type	Azimut
1	SIAE	A	30	15	2/Ethernet	346.81°
2						
3						

Contrainte particulière de dépointage : 3° max

Commentaires (notamment sur les supports ou bracons) :



IV. Equipements au sol

Nombre de baies radio :1

Coffret BT/transmission :

Surface estimée	Emprise au sol des baies + dégagement
Indoor	700*600mm
Outdoor	

Mise à disposition de cheminements pour liaisons spécialisées filaires : **non**
Métrage (si connu) :

- Commentaires :

V. Energie

Consommation estimée de la Station Radioélectrique (en KW/h) :

Puissance installée totale souhaitée :

3 KVA monophasé ENTREPRISE

REPUBLIQUE FRANÇAISE



**Arrêté n° 2018-1002 DU 21
FEV. 2019**

Arrêté relatif à la création de sous-régies à la régie de recettes « boutiques »

Le Président du Département de l'Isère

Vu le code général des collectivités territoriales : Article R-1617-1 à l'Article R-1617-18,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté 2002-255 du 9 janvier 2002, instituant une régie de recettes des « boutiques » des musées départementaux,

Vu les arrêtés portant création de sous-régies de recettes « boutiques » dans les musées suivants :

- Musée de Saint-Antoine l'Abbaye, musée Hector Berlioz, Ensemble départemental d'art sacré contemporain et musée de la Révolution Française arrêté 2002-256 du 29 janvier 2002,
- Musée Hébert et maison Champollion par arrêté n° 2004-5989 du 12 octobre 2004,
- Musée de la Houille Blanche par arrêté n° 2011-5166 du 1^{er} juin 2011,

Vu l'arrêté 2013-11202 du 11 décembre 2013, portant nomination d'un régisseur et d'un suppléant à la régie de recettes « boutiques »,

Vu la décision de la Commission permanente en date du 14 décembre 2018,

Vu l'avis conforme du payeur départemental M. Deru en date du 7 janvier 2019,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1:

Il est institué des sous-régies dans les musées départementaux suivants :

Musée Dauphinois – 30, rue Maurice Gignoux – 38000 Grenoble

Musée de l'Ancien Evêché – 2, rue Très-Cloîtres – 38000 Grenoble

Musée archéologique de Grenoble – Place Saint-Laurent – 38000 Grenoble

Musée de la Résistance et de la Déportation – 14, rue Hébert – 38000 Grenoble

Ainsi qu'au Palais du Parlement – Place Saint-André – 38000 Grenoble

Article 2 :

Ces sous-régies sont installées dans les musées énumérés à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3 :

Les sous-régies encaissent le produit des ventes réalisées dans les boutiques des musées départementaux (livres, objets, droits de reproduction,...).

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- par chèque bancaire,
- par carte bancaire,

Article 5 :

Un fonds de caisse d'un montant de 152 € est mis à la disposition du sous-régisseur de chaque site.

Article 6 :

Le montant de l'encaisse que le sous-régisseur est autorisé à conserver est de

- ❖ 4 000 € pour le musée Dauphinois et le musée de l'Ancien Evêché,
- ❖ 3 000 € pour le musée de la Résistance et de la Déportation et le musée de la Houille blanche
- ❖ 2 000 € pour le musée archéologique de Grenoble
- ❖ 1 500 € pour le Palais du Parlement

Article 7 :

Le sous-régisseur doit tenir une comptabilité. Cette comptabilité doit permettre de connaître à tout moment le solde de la caisse. Il doit également conserver toutes les pièces nécessaires à la bonne justification de ses opérations.

Article 8 :

Le sous-régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur, dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au moins une fois par mois.

Article 9 :

Le sous-régisseur versera simultanément auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes.

Article 10 :

Le Directeur général des services du Département et le Payeur Départemental de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.



Arrêté n° 2018-9977

du 27 FEV. 2019

Arrêté relatif à la perception des dons par la régie « billetterie »

Le Président du Département de l'Isère

Vu le code général des collectivités territoriales : Article R-1617-1 à l'Article R-1617-18,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté 2002-6922 du 20 décembre 2002, instituant une régie de recettes pour les musées de la conservation du patrimoine de l'Isère,

Vu l'arrêté 2013-11242 du 11 décembre 2013, modifiant la domiciliation de la régie de recettes et son appellation,

Vu la délibération de la Commission permanente du Département en date du 14 décembre 2018,

Vu l'avis conforme du payeur départemental M. Deru en date du 7 janvier 2019,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1:

L'article 2 de l'arrêté 2002-6922 du 20 décembre 2002 est ainsi modifié :

Les recettes encaissées pourront également concerner les dons faits par les visiteurs des musées suivants :

- musée Dauphinois, à Grenoble
- musée archéologique de Grenoble
- musée de l'Ancien Evêché, à Grenoble
- musée de la Résistance et de la Déportation, à Grenoble
- musée Hector Berlioz, à la Côte-St-André
- musée Hébert à la Tronche
- ensemble départemental d'art sacré contemporain de St Hugues de Chartreuse (œuvres d'Arcabas)
- musée la Houille Blanche, maison d'Aristide Bergès à Lancey
- musée de St-Antoine-l'Abbaye
- musée Champollion à Vif
- musée de la Révolution Française, domaine de Vizille

Article 2 :

Ces dons pourront être faits en espèces ou par chèque, seuls les dons en euros sont acceptés.

Article 3 :

Pour les dons en chèque, le comptable et le régisseur sont autorisés à ne pas engager de procédure de recouvrement si les chèques sont sans provision.

Article 4 :

Si des devises étrangères étaient déposées dans l'urne, elles seront mentionnées dans le procès-verbal d'ouverture. Au moins une fois par an, les billets devront être changés auprès d'un établissement de change par le régisseur, et cette recette en euros sera réintégrée dans les recettes de la régie.

Article 5 :

A la demande du donateur il pourra être délivré un reçu fiscal, par le Payeur départemental.

Article 6 :

Le Directeur général des services du Département et le Payeur Départemental de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.



Arrêté n° 2018-9978 du 27 FEV. 2019

Arrêté relatif à la création de sous-régies pour la régie de recettes « billetterie »

Le Président du Département de l'Isère

Vu le code général des collectivités territoriales : Article R-1617-1 à l'Article R-1617-18,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies des collectivités locales et des établissements publics locaux,

Vu l'arrêté 2002-6922 du 20 décembre 2002, instituant une régie de recettes pour les musées de la conservation du patrimoine de l'Isère,

Vu les arrêtés instituant des sous-régies de recettes :

- ❖ 2002-6923 du 20 décembre 2002 au musée Hector Berlioz à la Côte St André, au musée Hébert à La Tronche, à l'ensemble départemental d'art sacré contemporain de St Hugues de Chartreuse et au musée de la Houille Blanche à Lancey
- ❖ 2005-1064 du 25 avril 2005 à la Maison Champollion à Vif,
- ❖ 2011-1363 du 21 février 2011 instituant une sous-régie de recettes au musée de Saint-Antoine l'Abbaye,

Vu l'arrêté 2003-1828 du 9 avril 2003 relatif à la tenue de la comptabilité et à délivrance de tickets via un système informatique dans les sous-régies du musée Hector Berlioz, musée Hébert, de l'ensemble départemental d'art sacré contemporain de St Hugues de Chartreuse et du musée de la Houille Blanche à Lancey,

Vu l'arrêté 2013-11242 du 11 décembre 2013, modifiant la domiciliation de la régie de recettes et son appellation,

Vu l'arrêté 2018-9977 modifiant la régie de recettes « billetterie »,

Vu la délibération de la Commission permanente du Département en date du 14 décembre 2018,

Vu l'avis conforme du payeur départemental M. Deru en date du 7 janvier 2019,

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête :

Article 1:

Il est institué des sous-régies dans les musées départementaux suivants :

Musée Dauphinois – 30, rue Maurice Gignoux – 38000 Grenoble

Musée de l'Ancien Evêché – 2, rue Très-Cloîtres – 38000 Grenoble

Musée archéologique de Grenoble – Place Saint-Laurent – 38000 Grenoble

Musée de la Résistance et de la Déportation – 14, rue Hébert – 38000 Grenoble

Domaine de Vizille – place du château – 38220 Vizille

Article 2 :

Ces sous-régies sont installées dans les musées énumérés à l'article 1 du présent arrêté.

Article 3 :

Les sous-régies encaissent le produit des entrées, des visites guidées et des dons dans les musées départementaux.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
 - par chèque bancaire,
- uniquement en euros.

Article 5 :

Un fonds de caisse d'un montant de 152 € est mis à la disposition du sous-régisseur de chaque site.

Article 6 :

Le montant de l'encaisse que le sous-régisseur est autorisé à conserver est de 1 000 € pour les musées suivants :

- musée Dauphinois
- musée de l'Ancien Evêché
- musée archéologique de Grenoble
- musée de la Résistance et de la Déportation.

Il est de 4 000 € pour le musée de la Révolution Française.

Article 7 :

Le régisseur doit tenir une comptabilité. Cette comptabilité doit permettre de connaître à tout moment le solde de la caisse. Il doit également conserver toutes les pièces nécessaires à la bonne justification de ses opérations. En particulier, il doit gérer les recettes issues de la billetterie de celles relevant des dons de manière à identifier précisément les montants et les pièces justificatives qui relèvent de chacune de ces 2 catégories d'encaissements

Article 8 :

Le sous-régisseur est tenu de verser le montant de l'encaisse au régisseur, dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au moins une fois par mois.

Article 9 :

Le sous-régisseur versera simultanément auprès du régisseur la totalité des justificatifs des opérations de recettes, en distinguant celles provenant des dons.

Article 10 :

L'ouverture des urnes disposées à l'entrée des musées aura lieu en présence du régisseur ou du sous-régisseur et d'un représentant de l'ordonnateur. Elle sera organisée au moins une fois par mois. Elle donnera lieu à un procès-verbal signé par le régisseur ou le sous-régisseur et le représentant de l'ordonnateur.

Article 11 :

Le Directeur général des services du Département et le Payeur Départemental de l'Isère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Hôtel du Département de l'Isère - CS 41096 - 38022 GRENOBLE CEDEX –
Tél : 04.76.00.38.38
Directrice de la publication : Séverine Battin
Rédaction et abonnement : service relations usagers